

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU TIERS BÉNÉFICIAIRE
DANS LE
CONTRAT D'ASSURANCE
SUR LA VIE

LA DÉSIGNATION ET SES RAPPORTS AVEC L'ASSURÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 3 Juin 1912, à 1 heure 1/2

PAR

FAUCOMPRÉ

Président : M. PIÉDELIÈVRE, *professeur*
Suffragants : { MM. MASSIGLI, *professeur*
MEYNIAL, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

A MA MÈRE.

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

DU TIERS BÉNÉFICIAIRE
DANS LE
CONTRAT D'ASSURANCE
SUR LA VIE

LA DÉSIGNATION ET SES RAPPORTS AVEC L'ASSURÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenue le Lundi 3 Juin 1912, à 1 heure 1/2

PAR

FAUCOMPRÉ

Président : M. PIÉDELIÈVRE, *professeur*
Suffragants : { MM. MASSIGLI, *professeur*
MEYNIAL, *professeur*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU TIERS BÉNÉFICIAIRE

DANS LE

CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

INTRODUCTION

Les idées de prévoyance, de mutualité et de solidarité, ont fait des progrès étonnants dans la seconde partie du xx^e siècle, c'est de ce grand mouvement qu'est née et a grandi une institution dont le but est de parer aux éventualités le plus souvent désastreuses de la mort de l'homme, nous voulons parler du Contrat d'assurance sur la vie.

On assiste, en effet, depuis une cinquantaine d'années, à un développement stupéfiant de cette branche importante de la vie sociale.

Inconnu ou plutôt méconnu à l'époque de rédaction du Code, le Contrat d'Assurance sur la vie n'échappe pas à la méfiance qui atteint tous les Contrats mettant en jeu la vie de l'homme.

Et cependant, est-il encore besoin de rappeler, après les
Faucompré.

ouvrages si bien documentés de MM. Couteau et Lefort (1) tous les avantages que comporte cette institution ? Il n'est pas inutile, semble-t-il, de les passer rapidement en revue.

a) Nous voyons tout d'abord, dans l'Assurance sur la vie, un moyen pour le père de famille d'acquérir la sécurité pour lui et les siens.

En effet, en sacrifiant une faible portion de ses revenus, le père peut s'assurer, sur ses vieux jours, la jouissance d'un capital prévu d'avance ou le plus souvent dans une autre combinaison (l'assurance au profit des tiers) permettre aux siens de le recueillir après sa mort, ce qui leur permettra de faire face plus facilement aux difficultés de la vie.

b) C'est aussi, selon nous, un moyen de favoriser le goût de l'épargne, la « Compagnie d'Assurance est une caisse d'épargne perfectionnée » a-t-on dit (2) fort judicieusement, car l'assuré obligé chaque année de verser à l'Assureur une somme fixe, doit faire le sacrifice d'une partie de ses revenus pour assurer ce paiement.

c) C'est de plus, un contrat essentiellement moralisateur : il part en effet d'une idée des plus nobles : le dévouement désintéressé à la cause familiale. Le souscripteur cherche,

(1) Couteau, *Traité des Assurances sur la vie*, t. I, p. 108. Lefort, *Traité théorique et pratique du Contrat d'Assurances sur la vie*, t. I, p. 2 à 11.

(2) Reboul, *Des assurances sur la vie*, p. 120.

dans la plupart des cas, à assurer la vie de ceux qui lui sont chers et cela sans aucune arrière-pensée d'intérêt de sa part, car il se dépouille de son vivant sans aucun profit pour lui-même.

Quant aux avantages plus pratiques, nous ne pouvons dans ce rapide exposé qu'en signaler les plus importants.

d) On peut y voir un moyen de favoriser le crédit, en créant une sorte de « crédit personnel », selon l'expression un peu hardie de M. Couteau (1); car grâce à son œuvre de capitalisation, le contrat permet à l'Assuré de désintéresser ses créanciers ou d'emprunter sur sa police.

e) L'assurance sur la vie a de plus, a-t-on dit bien souvent (2), l'avantage en premier lieu : de favoriser le règlement des successions en remédiant aux inconvénients du partage en nature (art. 832 du Code civil), le bénéfice de l'assurance pouvant bien souvent servir de contre-partie à la valeur d'une terre ou d'une entreprise industrielle qui ne saurait se partager et qu'une vente forcée appréciera bien souvent.

En second lieu, de permettre aux héritiers de faire face aux premiers besoins de la vie et de satisfaire les exigences du fisc en attendant le règlement des comptes de la succession.

Voilà un exposé suffisamment long de bienfaits qui suffisent à nous démontrer que les Assurances sur la vie

(1) Couteau, *op. cit.*, n. 89.

(2) Lefort, *loc. cit.* Couteau, *op. cit.*, n. 84.

méritent bien toutes les faveurs du public. Aussi comprend-on assez mal l'hostilité qui a entouré cette institution à ses débuts, comme nous le constatons ci-dessus. On a pu, il est vrai, leur reprocher certains excès, tels que de pousser les assurés au suicide ou même de favoriser le crime, c'est la vieille idée du *votum mortis*.

Ce sont là des défauts inhérents à l'institution qui ne doivent pas la faire condamner, c'est au législateur et aux Compagnies à prendre des mesures en vue d'y parer. L'assurance contre l'incendie ne pousse-t-elle pas aussi au crime ? En est-elle condamnable pour autant ? A-t-elle été prohibée pour ce fait ? Et cependant l'histoire nous apprend que des assurances sur la vie furent interdites formellement par l'ordonnance de 1681 (art. 10), enveloppées de la même défiance qu'inspirèrent les désastres financiers des Tontines, désavouées par d'éminents juriconsultes : Corvetto et Portalis, elles se virent refuser le droit de cité dans nos Codes. Aussi Portalis, qui voyait dans les Assurances sur la vie des « pactes odieux », approuvait-il en ces termes non équivoques leur exclusion de notre législation : « On a proscrit avec raison, disait-il (1), les Assurances sur la vie parce qu'un pareil acte est vicieux en soi ».

Il faut arriver jusqu'au 28 mai 1818, pour voir le Conseil d'Etat reconnaître occasionnellement le caractère licite de

(1) Exposé des motifs du Titre de la vente (séance du 7 ventôse, an XII).

cette opération, en autorisant la création de Compagnies d'Assurances sur la vie à primes fixes. A sa suite les Jurisconsultes abandonneront les préventions de leurs devanciers. Aussi n'entendra-t-on plus guère que la voix du procureur général Dupin s'élever contre cette institution dans la fameuse affaire Les Pommerais (1).

Ajoutons que la légalité de notre contrat ne saurait faire de doute en présence des ordonnances des 22 décembre 1819 et 12 juillet 1820, autorisant les Assurances sur la vie, des lois fiscales du 5 juin 1850 et du 21 juin 1875 et de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

Aussi la jurisprudence à partir de 1867 (cf. le rapport Descoutures) (2), ne mit plus en doute la validité d'un contrat qui va prendre désormais un essor considérable. C'est alors qu'à défaut d'une législation spéciale, elle va en poser les principes et les règles et faire ainsi œuvre de législation, aussi pouvons-nous dire avec Troplong (3) : « Que les Assurances terrestres manquant de loi ne vivent « que d'analogie et flottent au gré de la Jurisprudence ».

(1) Cour de cassation, arrêt du 4 juin 1864, D. 64, 1, 497.

(2) D. 1867, 2, 221.

(3) *Des contrats aléatoires*, n. 11.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ÉTUDE SOMMAIRE DU MÉCANISME DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE ET DE SES PRINCIPALES FORMES. — POSITION DE LA QUESTION

Avant d'aborder la matière qui fera l'objet de notre étude, avant d'en préciser les limites et d'en tracer le cadre, il nous semble utile et nécessaire de faire une étude succincte du mécanisme du contrat d'Assurance sur la vie et de ses principales formes : en cherchant, tout d'abord, à préciser la signification des principaux termes techniques que nous devrons rencontrer dans le cours de notre travail et en donnant ensuite un rapide aperçu des principales modalités susceptibles d'affecter ce contrat.

§ 1. — *Définition du contrat d'assurance sur la vie.*

De notables auteurs ont voulu donner une définition du contrat d'Assurance sur la vie, mais, par suite de sa grande complexité, cette matière s'y refuse, et l'on est obligé

de la définir plutôt au moyen d'une courte analyse de ses effets.

Certains, comme M. Reboul (1) y ont vu un véritable placement, une sorte de prêt.

D'autres, comme M. Couteau (2), se sont contentés de dire que les Assurances sur la vie étaient de simples assurances, voulant montrer par là que notre matière empruntait aux Assurances ordinaires leurs règles générales.

Mais ce sont là des définitions n'ayant d'autre but que celui d'attirer l'attention sur quelque effet spécial de notre contrat.

Cette définition, nous croyons pouvoir l'emprunter à un spécialiste de la matière : M. Dupuich, qui, dans son remarquable *Traité de l'Assurance sur la vie* auquel nous ferons par la suite de nombreux emprunts, nous dit (3) :

« L'Assurance sur la vie est un contrat par lequel une
« personne appelée Assureur permet à une personne (le
« preneur d'Assurance) en retour d'une prestation (la prime)
« de procurer un bénéfice à une personne (bénéficiaire) en
« cas de vie ou en cas de décès d'une personne (l'assuré). »

D'après cette définition nous voyons de suite qu'il peut y avoir quatre personnes intéressées au contrat.

Une première personne appelée assureur, autrement dit, la Compagnie d'assurance, une seconde appelée preneur

(1) *Des Assurances sur la vie*, p. 101.

(2) *Op. cit.*, n. 22.

(3) *Op. cit.*, n. 6.

d'assurance ou plus souvent stipulant, en opposition au mot promettant qui sert le plus souvent à désigner l'assureur, ces deux dernières dénominations seront celles que nous leur donnerons par la suite.

Ces deux personnes sont les seules faisant figure au contrat et y prenant une part active.

Les deux autres : le bénéficiaire d'une part, ou mieux le tiers bénéficiaire, est celui qui se trouvera appelé le cas échéant à profiter de l'avantage créé par le contrat (le bénéfice) ; l'assuré, d'autre part, est celui dont la vie ou la mort donnera lieu à l'exécution du contrat. Ces deux personnes n'ont qu'une participation passive à la confection de la convention d'assurance et cependant il faut noter que le consentement de l'assuré est requis pour la validité de cette dernière.

Remarquons que dans la plupart des cas la double qualité de stipulant et d'assuré se trouve réunie dans la même personne (le stipulant), aussi emploie-t-on indifféremment l'expression d'assuré pour désigner le stipulant, et inversement celle de stipulant pour désigner l'assuré. Car, généralement, le stipulant établit comme échéance de la réalisation du contrat sa vie ou sa mort, et prend ainsi en même temps le titre de tiers assuré. Dans la pratique, en effet, on recourt rarement à un tiers assuré dont le consentement ne serait pas toujours certain et dont le besoin ne se fait pas souvent sentir. Nous pourrions cependant donner un exemple de l'utilité d'un tiers assuré dont la personnalité diffère de celle du stipulant : Un frère (stipulant) contracte

une assurance sur la vie au profit de sa sœur, en cas de décès de son père (le tiers assuré). Dans ce cas, le stipulant a voulu garantir sa sœur contre la perte de ressource que va lui causer la mort de son père.

De cette définition nous allons pouvoir tirer la grande division des assurances sur la vie en :

a) *Assurances en cas de vie* ;

b) *Assurances en cas de décès*.

a) *Assurances en cas de vie*. — L'assurance en cas de vie, appelée aussi assurance de capitaux différés, est une opération par laquelle l'assureur s'engage à payer à l'assuré la somme convenue dans le cas seulement où ce dernier serait vivant à une époque fixée d'avance. La survie de l'assuré est donc la condition suspensive de l'obligation de l'assureur.

b) *Assurances en cas de décès*. — L'assurance en cas de décès est la plus normale, c'est l'assurance type. — Dans ce contrat, la Compagnie s'engage à payer lors du décès de l'assuré ou du tiers assuré le capital promis. Ici le décès de l'assuré est la condition suspensive de l'obligation de l'assureur.

L'Assurance-décès se subdivise en de très nombreuses combinaisons que nous ne saurions toutes étudier, nous sommes obligés de nous borner à en énoncer les plus usuelles.

Elle est ordinairement pour la vie *entière à primes fixes annuelles ou viagères*. Dans ce cas le paiement du bénéfice s'effectue toujours à la mort de l'assuré, c'est le mode que

nous visions plus haut et que nous aurons toujours en vue dans le cours de notre étude.

Elle peut être : *Temporaire* dans le cas où le paiement, toujours exigible au décès de l'assuré mais seulement si ce décès arrive à se produire avant une date déterminée d'avance. — Eclairons cette définition par un exemple : Cette combinaison permettra à une personne qui veut se libérer d'une dette dans le délai de cinq ans de contracter une assurance temporaire de cinq ans. De sorte que si cet assuré vient à mourir avant cette date, la Compagnie désintéressera ses créanciers ; en cas de survie au terme de 5 ans la Compagnie se trouvera libérée.

Ce peut être encore : *une assurance de Survie*. Dans ce cas le bénéficiaire désigné devra être encore vivant à l'époque du décès de l'assuré. Cette opération est utile pour un époux qui veut assurer à sa femme le moyen de vivre après sa mort, mais à défaut de cette personne qui lui est chère il préfère que le bénéfice passe à ses propres héritiers plutôt qu'à ceux de la bénéficiaire.

L'*Assurance sur deux têtes* permet à deux époux, deux associés, destituler réciproquement l'un au profit de l'autre pour éviter que la mort de l'un n'entraîne la misère ou la ruine de l'autre.

Toutes ces variétés de l'assurance en cas de décès peuvent encore se combiner, comme l'assurance en cas de vie d'ailleurs, avec les différents modes de paiement de la prime qui peut être unique, temporaire ou viagère.

Assurance mixte. — C'est là une assurance, souvent pré-

sentée (1) comme une troisième combinaison différente de l'assurance cas de vie et cas de décès.

C'est une assurance par laquelle une Compagnie garantit : 1° à l'assuré une somme qui lui sera payée s'il vit après une date convenue ; 2° à ses héritiers ou au tiers désigné s'il vient à mourir avant cette date.

C'est, nous dit M. Couteau (*locus cité*), « une assurance au profit des bénéficiaires et en même temps une assurance en cas de vie au profit du contractant ».

Il nous semble que ces deux combinaisons d'assurance en cas de vie et en cas de décès s'excluent, leur coexistence ne saurait se concevoir, car ce sera l'une ou l'autre qui subsistera et l'une quelconque des deux sera censée n'avoir jamais existé, puisqu'elle n'a pu produire aucun effet. — Peu importe d'ailleurs, c'est là une question de mots qu'on offre d'intérêt que pour la classification des Assurances.

§ 2. — *Prime*.

Notre définition nous disait que l'assureur s'engageait « en retour du paiement d'une prestation la prime », nous voyons donc par là que *la prime* est le coût de l'Assurance (art. 152, C.com.), c'est donc la « somme que doit payer le souscripteur d'un contrat d'assurance en exécution de son engagement » (2).

(1) Couteau, *op. cit.*, n. 154. Lefort, *op. cit.*, t. I, p. 127.

(2) Lefort, *op. cit.*, t. I, p. 148.

La prime doit représenter pour la Compagnie exactement le prix du risque couru ; ce risque consistant dans le danger de mort de l'assuré ou de l'éventualité donnant lieu au paiement de l'indemnité. Cette prime, exacte représentation du risque, porte le nom de prime pure ou nette. Mais les Compagnies la majorent pour faire face aux frais généraux et à ceux inhérents à l'administration des capitaux de la Société. Le calcul de la prime pure se fait au moyen des tables de mortalité, nous ne saurions entrer dans plus de détails à ce sujet, aussi, nous ne pouvons que renvoyer à l'ouvrage de M. Couteau (1) pour de plus amples renseignements.

Cette prime, remarquons-le, peut être unique ou périodique, cela veut dire que le souscripteur peut se libérer au moyen d'un seul paiement de son obligation à la prestation ou le plus souvent par un paiement périodique généralement annuel.

Dans cette seconde hypothèse la périodicité peut se réduire à un temps limité (*prime temporaire*) ou à la durée de la vie du souscripteur (*prime viagère*).

Notons que cette prime, pour être en conformité avec la variation de l'importance des risques courus, devrait être dans la plupart des cas variable et croissante mais que les Compagnies établissent toujours une prime uniforme, c'est-à-dire qu'elle conserve la même valeur pendant toute la durée du contrat. Nous verrons que de cette uniformité résulte ce qu'on appelle la réserve.

(1) Couteau, *op. cit.*, t. I, pp. 153 et s.

Il nous faut appeler l'attention sur une règle fort importante mais quelque peu en contradiction avec nos conceptions juridiques : le *caractère facultatif du paiement de la prime*.

Il y a là en effet pour l'un des contractants (le stipulant) le droit de résilier, *ad nutum*, le contrat d'assurance sur la vie. — Faut-il y voir une condition potestative tombant sous le coup de l'art. 1174, C. c., et annulant par conséquent l'obligation. Pour nous, ce n'est pas une condition « purement potestative ou si *voluero* », car le souscripteur s'engage bien en effet dès le début à acquitter le montant de la première prime, ce n'est que par la suite qu'il se réserve, comme le lui permet l'art. 1134, C. c., d'abandonner le contrat, c'est en somme une sorte de convention résiliable chaque année. — Décider d'ailleurs que ce caractère facultatif de la prime ne saurait exister conduirait à supprimer les droits : au rachat, à la réduction et voir même à la réserve. Ce qui amènerait la perturbation dans les Assurances sur la vie et leur disparition presque complète, car outre la perte des avantages signalés plus haut, les assurés reculeraient à l'idée de s'engager sans retour à payer une prime pendant une période fort longue ou pendant toute leur vie.

C'est pourquoi nous croyons pouvoir dire avec M. Couteau (1) que le contrat d'Assurance sur la vie n'est en réalité qu'une « succession d'assurances temporaires d'un an » et

(1) Couteau, *op. cit.*, n. 149.

que si la prime n'est pas payée la convention tombe de plein droit.

Supposons que le stipulant refuse d'acquitter la prestation, on a agité la question de savoir si le tiers bénéficiaire pouvait se substituer à lui pour assurer le paiement des primes. — On admet (1) généralement que le tiers a cette faculté si le stipulant a pris l'engagement vis-à-vis de lui de maintenir le contrat, sans vouloir entrer dans plus de détails il est à remarquer que la question se posera rarement, car le stipulant ne mettra habituellement aucune opposition à la continuation du paiement de la prestation. Quant à l'assureur, il ne saurait s'y opposer, car la « règle de l'assentiment de la personne assurée n'a pas été établie en faveur de la Compagnie » (2).

Nous pourrions maintenant essayer de donner une définition de la prime en disant que : la prime est une prestation unique ou périodique, uniforme, et représentant les risques et les frais de l'Assurance dont le paiement est facultatif.

§ 3. — *Réserve.*

En étudiant la formation de la prime on verrait que pour représenter exactement la valeur du risque, cette dernière devrait varier et croître avec lui pour en suivre le processus ; mais les compagnies ont trouvé un « moyen terme en éta-

(1) Cf. Dupuich, n. 109.

(2) Lefort, t. I, p. 152.

blissant une moyenne entre la prime la plus faible, celle de la première année, et la plus forte, celle de la dernière année (1) », d'où il va s'ensuivre un excédent des primes fictives uniformes sur les primes réelles des premières années. Cet excédent constitue ce qu'on appelle la réserve, ce n'est donc autre chose que le « solde créditeur du compte particulier de chaque assuré (2) ».

Nous croyons donc avec de nombreux auteurs (3), que la réserve est une « dette de la compagnie », car ce « solde créditeur » est une redevance portée au compte particulier de chaque assuré qui possède ainsi un véritable droit de créance. Comment pourrait-on y voir un placement, puisque cette réserve servira par la suite à couvrir des risques qui ne le seraient plus en raison du montant insuffisant de la prime moyenne dans les dernières années.

§ 4. — *Rachat.*

Par la double constatation : 1° du caractère facultatif de la prime ; 2° que la compagnie vis-à-vis du stipulant est débitrice de la réserve ; nous sommes amenés tout naturellement à la question du rachat. L'assuré s'étant retiré du contrat on doit lui régler son compte puisque il a droit au paiement « du solde créditeur », sa réserve. Cette opération

(1) Dupuich, n. 106.

(2) Couteau, t. I, n. 125.

(3) Capitant à son cours. Couteau, t. I, n. 130.

prend le nom de Rachat. — Cette dénomination critiquée à bon droit par M. Couteau puisqu'elle n'est, selon lui (1), qu'un « règlement de compte », a été défendue par M. Dupuich qui l'explique en disant que la « Compagnie » rachète à la demande des intéressés les polices sur lesquelles les primes des trois premières années au moins ont été acquittées (2). Car pour que cette restitution ait lieu il faut que le contrat ait duré plus de trois ans.

§ 5. — *Réduction.*

La réduction n'est en somme qu'une modalité du rachat. Le stipulant, au lieu de se faire rembourser le montant de sa réserve en opérant le rachat, préfère la continuation de l'assurance mais réduite à la somme correspondante à un autre contrat d'assurance, dont la prime serait unique et égale à la valeur de la réserve. Ce contrat ainsi réduit semble bien être toujours le même que celui de l'assurance primitive, puisque seule la prestation en est modifiée, les parties contractantes et les autres conditions restant les mêmes (3). Il n'y a eu qu'une simple modification.

§ 6. — *Position de la question.*

Nous pouvons maintenant, connaissant les premiers principes qui gouvernent notre matière, indiquer et préciser

(1) Couteau, t. I, n. 140.

(2) Dupuich, n. 119.

(3) Dupuich, n. 122.

le sujet qui sera l'objet de notre étude. — Il nous faut rappeler que les assurances cas de décès sont les plus fréquentes et sont pour ainsi dire la raison d'être des assurances sur la vie. L'étude du tiers bénéficiaire ne peut d'ailleurs se poser que dans ces sortes d'assurances, dans les assurances cas de vie la personne du tiers bénéficiaire se confondant avec celle du stipulant sans existence juridique ne saurait se concevoir.

Nous nous proposons en deux mots d'étudier le tiers bénéficiaire.

I. — Dans sa désignation ;

II. — Dans ses rapports avec l'assuré.

Dans une première partie il nous sera d'abord nécessaire de rechercher quel est la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie, en ce qui regarde le tiers et l'assuré. Nous verrons qu'elle se ramène à une stipulation pour autrui créant dès le jour du contrat au profit du bénéficiaire un droit sur le capital de l'assurance.

Notre seconde partie sera consacrée à la question de la désignation c'est-à-dire à l'étude des modes et des conditions de l'attribution du bénéfice pour qu'il y ait création du droit direct.

Notre troisième partie traitera des rapports d'acceptation et de révocation liant le tiers et l'assuré qui rendront définitive l'acquisition du capital.

Enfin nous terminerons par un rapide aperçu sur deux lois récentes et un projet de loi de 1904, qui ont traité de la matière des assurances sur la vie.

PREMIÈRE PARTIE

Le Contrat d'Assurance sur la vie et le Tiers bénéficiaire

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE AU PROFIT D'UN TIERS

On sait que notre Code civil et notre Code de Commerce ne font pas allusion au Contrat d'Assurance sur la vie et qu'ils semblent l'ignorer. Aucune loi depuis n'est venue régler la matière, seul un projet de loi de 1904, dont nous nous proposons de faire une rapide étude, a été présenté aux Chambres sans avoir reçu encore de solution.

Aussi a-t-on pu se demander quelles règles, quels principes devaient être appliqués à ce contrat. Nous croyons pouvoir répondre que nous nous trouvons en présence d'un contrat *sui generis* soumis à l'application des règles

générales qui regardent les contrats. — L'art. 1107 du Code civil nous le commande impérieusement, c'est ce qui a toujours été admis par la Jurisprudence, un arrêt de la Chambre civile du 15 décembre 1873 (1) nous dit à ce propos : « A défaut de dispositions spéciales les effets de ces contrats « (d'assurance sur la vie) et le mode de transmissions des « droits qui en dérivent doivent être réglés et déterminés « d'après les dispositions générales du Code civil ».

Il nous faut donc rechercher quelles sont ces dispositions applicables à notre contrat.

a) Si l'on considère l'assureur et l'assuré, la question n'offre point de difficultés, il y a entre eux un contrat innomé dont les effets sont réglés par l'art. 1134 Code civil. « La Convention fait la loi des parties ».

b) Si d'autre part, on examine la question vis-à-vis du preneur d'assurance et du tiers bénéficiaire, quelle règle allons nous appliquer, quels principes vont nous diriger. L'article 1134 que nous invoquions plus haut ne nous est plus d'aucune utilité.

Le bénéficiaire est en effet complètement étranger à la Convention c'est un tiers. — Car l'assureur et le stipulant conviennent d'attribuer les effets du contrat d'assurance (paiement du bénéfice) à une personne envers laquelle ils ne sont tenus par aucun lien juridique, qui ignore bien souvent leur convention et qui n'y participe jamais. Comment concevoir alors que ce tiers bénéficiaire, selon.

(1) S. 1874, I, 199.

une dénomination qui nous semble très juridique, puisse prendre part aux effets d'un contrat auquel il n'est point partie. L'art. 1163 du Code civil qui n'est que la traduction du vieil adage : *res inter alios acta aliis nec nocere nec prodesse potest*, semble s'y opposer formellement. Faudrait-il admettre que le Contrat d'Assurance vis-à-vis du tiers bénéficiaire, produit les effets d'une gestion d'affaire ou d'une stipulation pour autrui ? Ce sont là en effet, les deux pôles d'une controverse qui a suscité de nombreux systèmes ingénieux. Pour arriver à bien comprendre et à bien déterminer les règles qui ont permis dans le dernier état de la doctrine et de la jurisprudence d'attribuer à ce tiers un droit personnel, émanant directement du contrat, il nous sera nécessaire de retracer l'histoire des principaux systèmes qui ont été édifiés pour arriver à une entente relative sans être même d'accord bien souvent sur le point de départ. Nous nous proposons donc de rappeler le système, aujourd'hui complètement abandonné, qui assimile le souscripteur de l'assurance à un gérant d'affaire. Cette idée expliquait fort bien la création immédiate et directe du droit du tiers, mais elle se heurtait par contre à des inconvénients qui auraient porté un coup fatal aux assurances sur la vie. Nous passerons ensuite à la théorie qui voit dans notre contrat une application de la stipulation pour autrui. Mais il faudra rechercher comment la concevoir : soit par l'idée d'une offre de la part du stipulant ou du promettant, soit par l'idée d'une offre avec effet rétroactif, soit par l'idée de la création directe

du droit au bénéfice, résultant du seul effet du contrat. Tel sera l'objet de notre première partie.

SECTION I

Systeme du stipulant gérant d'affaires

Ce système préconisé par De Montluc et plus tard défendu par M. Flurer (1) a été exposé avec un grand talent par le professeur Labbé dans plusieurs notes au Sirey (2).

Frappé de la difficulté que rencontraient les auteurs et la jurisprudence à expliquer la nature juridique des rapports entre l'assuré et le tiers bénéficiaire par l'explication d'une stipulation pour autrui considérée comme une offre faite par le stipulant au bénéficiaire qui devra être acceptée par ce dernier pour pouvoir produire effet, Labbé a été amené à défendre le système du stipulant negotiorum gestor. — Comment, en effet, concevoir dans le système de l'offre que l'acceptation puisse avoir lieu après la mort du pollicitant?

Faudra-t-il admettre le principe de la rétroactivité de l'acceptation? Difficulté que le savant auteur cherche à résoudre (3) en partant du principe : que toute personne

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1889, p. 315.

(2) Voir notamment au Sirey, S. 1877, 1, 393 ; 1885, 1, 5.

(3) Note au Sirey, 1877, 1, 393.

peut s'assurer sur la tête d'un autre pour se prémunir de sa mort. Le bénéficiaire pourrait donc souscrire dans son intérêt propre une assurance sur la tête du stipulant. Ce que le bénéficiaire est en droit de faire, le stipulant le fait pour lui-même comme gérant d'affaires. « Il faut, dit-il, locus « cité, faire du tiers appelé au bénéfice le véritable assuré « au nom duquel l'assurance a été contractée et faire du « stipulant un simple *gérant d'affaires* ». Il va alors en résulter naturellement que l'adhésion qu'exprime le tiers est une ratification qui rétroagira, le tiers deviendra ainsi créancier de l'assureur; le capital ne tombant pas dans le patrimoine du stipulant échappera aux règles de la réserve et à l'action de ses créanciers. De plus au point de vue de l'acceptation cette « adhésion pourra intervenir valablement après la mort du stipulant, c'est la règle en matière « de gestion d'affaires ». Voilà donc deux nécessités du contrat d'assurance qui trouvent une solution aisée :
1^o Création d'un droit immédiat au profit du bénéficiaire ;
2^o L'acceptation n'ayant qu'un caractère de ratification n'est plus une acceptation au sens propre du mot. Le concours de volontés n'est plus nécessaire. Il s'ensuit que cette ratification peut intervenir à toute époque : après la mort comme après la faillite de l'assuré. — Cette idée de voir dans le stipulant un *negotiorum gestor* est donc fort tentante mais elle n'échappe pas à de nombreuses critiques.

Tout d'abord il faut rechercher si tous les caractères d'une gestion d'affaires se trouvent bien réunis. La gestion du gérant, nous semble-t-il, à la lecture de l'article 1372 du

Code civil, doit être la continuation d'une gestion (1) « précédemment entreprise » ou avoir pour objet la conservation ou l'entretien du patrimoine du tiers (2).

Quel rapport peut-il y avoir entre le fait de contracter une assurance au profit d'un de ses créanciers ou d'un de ses enfants et une gestion précédemment entreprise ou la conservation et l'entretien de leur patrimoine ? Aucun et alors nous ne rentrons pas dans la lettre de l'article 1372.

Peut-être, comme on a pu le dire, faudrait-il admettre le dédoublement de la gestion d'affaires en une gestion d'affaires du droit civil, réglementée et prévue par les articles 1372 et suivants, l'autre indirectement admise par notre loi civile à laquelle les textes précités ne s'appliqueraient pas. — Rien dans les textes ne nous y autorise et au risque de passer pour formaliste disons qu'il ne faut pas trop élargir les cadres de notre code pour lui faire dire ce qu'il n'a pas voulu dire. Nous tomberions autrement dans des abus regrettables.] Il n'y a donc point selon nous gérance d'affaires, car l'intention du stipulant n'est pas de prendre en mains le soin des affaires du bénéficiaire.

Voici une objection plus grave encore (3) : le géré (bénéficiaire) ayant ratifié a fait sienne l'opération du mandant, créancier de l'indemnité, il devra le paiement des primes,

(1) Aubry et Rau, t. IV, 4^e éd., p. 309.

(2) Cf., Levillain, D. 1879, 2, 25.

(3) Levillain, D. 1879, 2, 25.

comment l'obliger à ce paiement puisque le bénéficiaire est donataire des primes dans la plupart des cas ?

On pourrait peut-être répondre à M. Levillain que le paiement des primes étant essentiellement facultatif dans la personne du gérant le sera aussi dans celle du géré.

Mais en partant de la même idée du paiement des primes ce qui nous choque c'est que d'après notre droit le représenté doit rembourser au représentant ses impenses, alors où se trouve la libéralité si le bénéficiaire doit compte des primes payées par l'assuré ?

Un dernier argument nous semble irrésistible et irréfutable ; avec ce système comment expliquer le droit de révocation reconnu indistinctement par la doctrine et la jurisprudence comme étant de l'essence du contrat d'Assurance sur la vie. — Comment concevoir la faculté pour le gérant de révoquer « le droit qu'il a fait naître ce serait une représentation d'une espèce bien particulière » nous dit M. Champéau (1). Nous ne pouvons moins faire que de citer à ce sujet M. Thaller (2) dont l'opinion fait autorité en la matière. « La gestion d'affaire confère immédiatement au géré absent le droit ferme irrévocable de ratifier la convention quand il en aura connaissance. Le gérant était libre de contracter : l'ayant fait, il ne peut plus se rétracter, retirer au tiers l'émolument de l'opération conclue par lui. Ce qui dans l'espèce revient à dire que l'assuré la police une fois

(1) *Thèse sur la stipulation pour autrui*, p. 174.

(2) Note au D, 1888, 2, 1.

signée demeure sans pouvoir à l'effet de priver le tiers de son expectative, de changer le nom du bénéficiaire, de transformer cette police pour autrui en une police pour lui-même dont le capital serait payé à sa succession, d'annuler les effets du contrat en cessant le service des primes, de pratiquer le rachat en son nom propre ». (1)

Nous pensons donc que la théorie de la gestion d'affaires malgré l'autorité de Labbé est condamnable et nous ne voyons pas la nécessité de faire rentrer à toute force le contrat d'Assurance dans le cadre de la gestion d'affaire comme le voudrait M. Flurer. (2) — On doit donc rechercher d'un autre côté pour expliquer le mécanisme juridique de l'Assurance au profit d'un tiers.

SECTION II

L'Assurance au profit d'un tiers est une stipulation pour autrui.

L'Assurance sur la vie au profit d'un tiers bien déterminé, il faut le remarquer, constitue une stipulation pour autrui

(1) Dans le même sens, voyez Lefort, II, p. 148, note 3.

(2) « La théorie proposée par M. Labbé, nous paraît seule conforme aux principes de notre droit actuel si l'on estime qu'elle ne répond pas aux exigences de la pratique une intervention législative est nécessaire ». Flurer, *Revue crit. de légis. de Jurisprudence*, année 1889, p. 328.

aux termes de l'art. 1121, C. c. ; M. le conseiller Crépon, nous dit en effet à ce sujet (1) « si la disposition a été faite au profit d'une personne déterminée c'est l'art. 1121 qu'il faut appliquer ».

Comment justifier cette affirmation ? Rien n'est plus simple et le doute à cet égard est impossible en présence de l'art. 1165 *in fine* qui nous dit qu'un tiers ne peut profiter d'une convention à laquelle il n'est pas partie que dans le « cas prévu par l'article 1121 ». Ce texte se passe de plus amples commentaires, aussi la majorité des auteurs n'a fait aucune difficulté pour l'admettre. (2)

Quant à la jurisprudence, elle est aussi d'accord avec la doctrine, elle n'a point fait de difficultés pour l'admettre. Un arrêt fort important de la Chambre civile du 16 janvier 1888 D 1888 1,77 le constate : « Attendu en droit que le contrat d'Assurance sur la vie lorsque le bénéfice de l'Assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée comporte essentiellement l'application de l'art. 1121, c'est-à-dire des règles qui régissent les stipulations pour autrui ». Nous retrouvons une formule identique dans un autre arrêt de la Chambre des requêtes du 23 janvier 1889, (3)

(1) Note au S, 1888, 1, 121.

(2) Lefort, *op. cit.*, t. I, p. 124. Dupuich, n. 13. Lambert, thèse précité, pp. 275 et s. Boistel, D. 1889, 2, 129. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. I, n. 192.

(3) D. 1890, 1, 73, *adde* ; Cass., 15 décembre 1873, D. 1874, 1, 123. Cf. civ., 7 février 1877. D. 1877, 1, 337. Civ., 4 mai 1904, D. 1905, 1, 165. Civ., 19 novembre 1907, D. 1908, 1, 129.

Les Cours d'appel elles-mêmes ont toujours été d'accord avec la Cour suprême (1).

La jurisprudence étant bien constante en ce sens, avant d'indiquer quels sont les effets de cette stipulation pour autrui il nous faut rechercher les motifs qui la valident.

§ 1. — *Validité de cette stipulation.*

La question de la validité de l'assurance au profit d'un tiers ne nous semble pas faire de doute en présence de l'art. 1973. C. civ. qui autorise la rente viagère au profit d'un tiers. Il y a dans notre matière un cas d'analogie évident (2).

Et d'ailleurs il nous suffit de démontrer que l'assurance au profit d'un tiers remplit bien les conditions exigées par l'art. 1121.

L'art. 1121, nous dit « on peut pareillement stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre ».

Remarquons tout d'abord, que cette seconde condition ne saurait exister dans notre hypothèse car entre le souscripteur de la police et la compagnie d'assurance les relations sont toujours à titre onéreux, Il nous faut rechercher

(1) Cours de Paris, 5 avril 1867, D. 1867, 2, 221. Bordeaux, 21 mai 1885, D. 1888, 1, 197. Amiens, 29 décembre 1886, D. 88, 1, 197. Trib. Seine, 3 avril 1897, D. 98, 2, 371.

(2) Cf., Avocat général Onofrio, D. 1863, 2, 119.

si dans le contrat d'assurance, l'assuré remplit bien la première condition, c'est-à dire s'il stipule pour lui-même. Ce qui revient à se demander quel intérêt il peut avoir à contracter une assurance au profit d'un tiers.

Tout d'abord, on peut y voir un intérêt purement moral (1) consistant dans le fait pour le stipulant, d'assurer la vie de ceux qu'il laissera après lui, le Trib. de la Seine, 16 janvier 1888 (2), nous dit en effet : « Attendu que le profit moral résultant des avantages faits aux personnes désignées suffit pour constituer un intérêt personnel ».

On peut citer de nombreux intérêts résultant du mécanisme même de l'assurance. (Rachat, emprunt sur police, participation aux bénéfices, droit de transmission) énumération que nous trouvons dans un jugement du Tribunal de Marseille du 16 juillet 1870 (4). « Attendu que l'assuré « pouvait ainsi tirer de la police, divers avantages pour lui-même, soit en vendant, soit en cédant à un tiers, soit en « touchant une part dans les bénéfices de l'association... « qu'il faut en conclure que F en signant le contrat avait « d'abord stipulé pour lui-même ». A cette longue liste ne pourrait-on pas ajouter encore la possibilité pour l'assuré de recueillir dans certains cas le bénéfice à défaut du tiers bénéficiaire (5).

(1) Lefort, t. I, p. 124. Dupuich, n. 13.

(2) S. 1888, 1, 127, et C. d'Amiens, 26 avril, 1888, S. 1888, 2, 220.

(3) Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. I, p. 192.

(4) D. 1872, 2, 219.

(5) Trib. Montélimar, 18 décembre 1896, D. 1898, 2, 382.

Pourtant M. Planiol, dans une note très intéressante au Dalloz (1) refuse de reconnaître que l'assuré, stipule pour lui-même « a y bien regarder l'assurance en cas de décès est un exemple de stipulation faite pour autrui sans stipulation pour soi-même, il est heureux qu'on ne l'ait pas reconnu tout de suite car l'application rigoureuse de l'article 1121 aurait empêché le développement de ce genre d'assurance, ce qui eût été regrettable à tous égards ». — Mais le savant professeur nous rassure car il reconnaît qu'il y a un profit moral pour l'assuré résultant du droit de désignation du tiers « ce droit, ajoute-t-il, a bien une valeur périodique ». D'ailleurs nous fait-il encore remarquer le stipulant en contractant l'obligation du paiement de primes fournit la contrepartie de la promesse qu'il obtient dans l'intérêt du bénéficiaire (2). Avec M. Planiol, il faut encore reconnaître un intérêt pour le stipulant dans l'action en répétition (*condictio sine causa*) que ce dernier pourrait exercer contre le promettant, cette voie de contrainte a elle seule suffirait, nous semble-t-il, à constituer un intérêt personnel suffisant (3).

(1) Planiol, D. 1893, 1, 401.

(2) Cf., Trib. de Montélimar, 18 décembre 1896, précité. Thaller, D. 1888, 2, 1. « La dette des primes incombe à l'assuré au signataire de la police qui par ce sacrifice, vivifie la convention lui inspire l'élément d'intérêt personnel qui ne saurait en être absent ».

(3) Lefort, t. I, pp. 124 et s. Herbault, *Traité des Assurances sur la vie*, n. 208.

Pourrait-on soulever en s'appuyant sur l'art. 1130 du Code civil une objection à la validité de la stipulation faite par l'assuré ? — Nous ne pensons pas en effet que cet article puisse s'appliquer à notre matière, car on ne peut pas dire qu'il y ait stipulation sur la succession du souscripteur de l'assurance. Le tiers comme nous le verrons, acquiert un droit dès le jour du contrat dont l'exigibilité seule est reculée, la succession de l'assuré n'est donc pas en jeu puisque le bénéficiaire n'a jamais pu être son ayant cause. — La question serait plus délicate peut-être dans la théorie qui considère la stipulation comme une offre faite par le stipulant au bénéficiaire, on peut répondre semblait-il que la pollicitation confère au tiers une sorte de droit éventuel problématique, le droit tout au moins de transformer cette pollicitation en un contrat parfait par l'effet de l'acceptation. Cette objection ne saurait donc nous arrêter plus longtemps.

La stipulation pour autrui opérée par l'assuré est donc bien valable, l'intérêt que le stipulant peut trouver au contrat semble bien démontré.

§ 2. — *Application de la stipulation pour autrui aux Assurances mixtes, à terme fixe et sur deux têtes.*

Mais *quid* des assurances mixtes ? Il nous faut prouver que la stipulation pour autrui s'applique aussi aux assurances mixtes, à terme fixe ou sur deux têtes, ce sera démontrer par le fait que toutes les règles que l'on déduira par

la suite à propos du cas d'assurances-décès habituel devront aussi être suivies dans ces variétés de l'Assurance-décès.

a) Pour l'assurance-mixte la question se résout facilement. Si c'est la stipulation principale l'assurance au profit de l'assuré qui se réalise dans le cas où celui-ci vit à l'époque fixée au contrat la question ne doit pas nous préoccuper nous ne sommes plus dans le domaine des assurances cas de décès mais dans celui des assurances cas de vie, aucune difficulté à cet égard. — Si au contraire nous nous trouvons dans le deuxième cas ; celui de la mort de l'assuré avant la date prévue, ce seront évidemment les règles de l'assurance-décès que l'on devra suivre, le droit du tiers s'étant ouvert par l'effet de la condition suspensive (mort de l'assuré).

De ce fait que nous reconnaissons à ce contrat d'assurance mixte le caractère d'assurance en cas de décès nous devons en déduire que nous rentrons bien dans l'application de l'art. 1121 (1). — Personne ne fit de difficultés pour l'admettre « attendu que si L a stipulé pour lui-même il a pareillement stipulé au profit de ses enfants » nous dit un arrêt de Rouen du 27 juillet 1875 (2).

Si l'on rencontre certains arrêts (3) qui semblent contradictoires c'est que dans l'espèce on se trouvait en présence

(1) Dupuich, n. 14.

(2) D. 1876, 2, 182, *adde* : Civ. cass., 6 février 1888, D. 88, 1, 198.

(3) *Contra* Civ., 7 février 1877, D. 1877, 1, 337. Lyon, 9 avril 1878, D. 1879, 2, 158.

de bénéficiaires indéterminés et nous verrons par la suite que, dans ce cas, c'est l'art. 1122 et non plus l'art. 1121 qui doit être appliqué.

La solution serait absolument identique dans l'assurance à terme fixe, l'échéance du droit au bénéfice est seule modifiée, elle se réalise au terme indiqué et non à la mort.

Dans l'hypothèse d'une assurance sur deux têtes, l'analogie avec l'assurance mixte est encore évidente. En effet, les droits du bénéficiaire survivant sont réglés comme si l'autre bénéficiaire avait contracté sur sa propre vie au profit de ce dernier : C'est ainsi que la Chambre civile, le 28 mars 1877 (1), nous dit à propos d'une assurance sur la vie au profit de deux époux : « Que de l'alternative prévue par ce contrat est résulté pour chacun des époux un droit éventuel à la somme assurée, soumis en même temps à la condition suspensive de sa propre survie et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint ».

Nous venons de voir que la doctrine, sauf quelques rares exceptions et la jurisprudence, étaient d'accord pour reconnaître aux assurances contractées au profit de tiers déterminés le caractère de stipulation pour autrui, il nous reste à en préciser les effets. C'est à ce propos que nous verrons les auteurs et les tribunaux se diviser profondément et admettre des théories différentes dans le but d'expliquer certaines anomalies relatives à notre matière.

(1) D. 1877, 1, 241, arrêt confirmant celui de Douai, 31 janvier 1876, D. 1876, 2, 121.

Nous croyons plus simple de ramener la question à deux systèmes principaux : celui de l'offre et celui du droit direct.

SECTION III

Effets de cette stipulation — Systèmes doctrinaux

§ 1. — *Théorie de l'offre.*

Cette théorie, qui a été longtemps la seule en honneur dans la doctrine et la Jurisprudence, a été soutenue notamment par M. Laurent, suivi en cela par de notables auteurs parmi les spécialistes de la matière, MM. Couteau, Herbault et Lefort.

Pour M. Laurent (1), la stipulation pour autrui peut s'expliquer : par une offre faite au tiers qui doit l'accepter. De cette acceptation va naître le contrat qui obligera toutes les parties intéressées. Il y a donc dans la stipulation pour autrui deux stades, un premier où le stipulant fait son offre (la sollicitation), un second dans lequel cette sollicitation va se joindre au consentement du tiers et former un contrat obligatoire.

Thèse très simple, expliquant très bien certains effets des

(1) Laurent, t. XV, n. 559. Cf. Larombière, sur l'art. 1121.

assurances tels que celui de la révocation. Mourlon (1) le remarque en ces termes : « En stipulant de mon acheteur ou de mon donataire un avantage qui doit profiter à un tiers, je fais à ce dernier offre de libéralité, et, tant qu'il ne l'a pas acceptée, il n'y a de lui à moi qu'une simple pollicitation qui ne me lie point, je puis donc révoquer. »

Mais quelles vont être les conséquences vis-à-vis des créanciers du stipulant. Ce bénéficiaire étant l'ayant cause du stipulant, le bénéfice du contrat aura fait partie du patrimoine jusqu'à l'acceptation de la pollicitation. Pendant cet état intermédiaire ce capital restera le gage des créanciers et, en cas de mort de l'assuré, il fera partie de sa succession. Effets contraires évidemment à l'intention de l'assuré qui désire avant tout gratifier le tiers d'un droit libre de toutes charges.

Au point de vue de l'acceptation, l'objection nous paraît plus sérieuse encore. Comment expliquer dans ce système l'acceptation *post mortem stipulatoris*, car l'offre du stipulant ne saurait survivre à son décès, ne fût-ce qu'un instant de raison, elle disparaît fatalement avec lui (2).

Mais alors, c'est l'arrêt de mort pour la plupart des cas d'assurance au profit des tiers, car habituellement ce der-

(1) Mourlon, *Répétitions écrites sur le Code civil*, n. 1077, t. II.

(2) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. I, p. 154. Dupuich, note au D. 1903, 1, 433, Demolombe, t. III, du *Traité des donations*, nn. 92-93.

nier ignore le plus souvent (1), jusqu'au décès de l'assuré, la libéralité qu'a voulu lui faire ce dernier.

L'acceptation va alors tomber dans le vide ; résultat contraire à toute équité au mécanisme normal de l'assurance et surtout en complète contradiction avec la volonté du stipulant qui entend bien, en se réservant le droit de révocation jusqu'à sa mort, permettre au bénéficiaire de n'accepter qu'après cette date.

Aussi faut-il abandonner sans regret ce système par trop défavorable au tiers bénéficiaire et qui aurait pu jeter le discrédit sur notre institution si les tribunaux l'avaient adopté sans restriction.

a) *Correction apportée par M. Thaller au système de l'offre.* — De même que nous repoussons le système du gérant d'affaires comme ne permettant pas au stipulant d'exercer le droit de révocation, de même nous avons repoussé celui de l'offre comme enlevant au tiers, dans la plupart des cas, l'exercice du droit d'acceptation. Il nous faut remarquer, de plus, que cette dernière interprétation de la stipulation pour autrui opérerait une sorte de dédoublement, et nous avons vu, dans notre paragraphe précédent, combien cette opération en double : acquisition de la créance par le stipulant d'une part, transmission de cette créance au bénéficiaire d'autre part, offrait de graves inconvénients. Aussi M. Thaller, justement pénétré de ces défauts

(1) Thaller, note au D. 1888, 2, 1.

de la théorie de Laurent, pose en principe (1) que la stipulation ne doit être qu'une opération unique : « Quant à la créance du capital, c'est sur la tête du tiers qu'elle doit naître et se former », et plus loin : « cette créance, le tiers doit l'acquiescer directement ».

C'est là un grand pas vers la théorie du droit direct, puisque le tiers acquiert le droit au bénéfice *omisso medio* contre le promettant sans que ce droit ait passé dans le patrimoine du stipulant. Pour arriver à ce résultat M. Thaller nous propose un moyen fort simple : « La Compagnie propose au stipulant dont elle encaissera les primes qu'à sa mort, elle fera offre, au tiers désigné, du produit de la capitalisation ou, pour autrement parler, de la somme convenue. Puis-je légalement stipuler de mon débiteur qu'il accomplira après mon décès un acte déterminé ? Puis-je convenir que cet acte aura pour objet la formation d'un bien juridique avec un tiers provisoirement écarté ? Pourquoi non ? » Cette espèce de contrat *do ut facias* peut se résumer en ces termes : l'offre au lieu d'être faite par le stipulant le sera par le promettant (la Compagnie d'assurance).

Mais, va-t-on dire, qui obligera le promettant d'accomplir sa promesse. A cela l'éminent professeur répond : « c'est le droit de l'assuré ou de sa succession de contraindre la Compagnie à poser l'offre au tiers au moment opportun et cela sous la sanction de la résolution ».

(1) Thaller, note au D. 1888, 2, 1.

Malheureusement, on se heurte ici à un inconvénient pratique considérable. — Supposons, en effet, que la date fixée pour l'échéance du bénéfice soit arrivée, le tiers étant étranger à la convention qui est *res inter alios ata* à son égard, l'assuré étant mort, les héritiers devront donc seuls provoquer l'offre de la Compagnie ; mais c'est précisément leur demander une chose contraire à leur intérêt (1), car en cas de résolution du contrat ils recueilleront les primes. Quant aux Compagnies, elles auront très souvent tout avantage à se refuser à faire l'offre si le total des primes est inférieur au bénéfice.

Autre inconvénient possible : la collusion entre les héritiers et la Compagnie. C'est ainsi une prime à l'indélicatesse, car il ne faut pas, selon nous, trop compter sur l'honnêteté des Compagnies et des héritiers. — Si certaines Compagnies sérieuses sont retenues, il est vrai, par la crainte de perdre leur renom et leur crédit, d'autres du moins pourraient ne pas éprouver tous ces scrupules. — Les héritiers, par contre, dans un esprit malicieux, ne craindraient pas de jouer un mauvais tour au bénéficiaire.

En définitive, le manque de lien juridique entre la Compagnie et le tiers laisse ainsi le contrat subordonné à la seule volonté de celle-ci. Le bénéficiaire n'ayant aucune action ne saurait recourir aux dommages-intérêts dans les termes de l'article 1142 du Code civil, sauf dans le cas

(1) Dupuich, n. 13.

cependant où il se trouverait réunir la qualité d'héritier et de bénéficiaire.

Il est dommage que ce système ingénieux se heurte à ce grave inconvénient pratique, car il est très favorable au mécanisme des assurances sur la vie : expliquant fort bien le droit de révocation et celui de l'acceptation, même lorsque cette dernière se produit après la mort de l'assuré. Il permet de plus d'admettre la désignation, au profit de personnes futures, désignation, nous le verrons, que n'a pas osé reconnaître la jurisprudence, et celle au profit des personnes indéterminées au jour du contrat, pourvu qu'elles le soient à l'époque de l'offre par la Compagnie.

b) Offre avec rétroactivité. — Nous verrons en étudiant les évolutions de la jurisprudence que, pour corriger le système trop absolu de Laurent et pour remédier à l'impossibilité de l'acceptation *post mortem* qui en découle, les Cours d'appel se fondent sur l'idée d'une offre mais tempérée par la rétroactivité de l'acceptation.

M. Lefort (1) s'est rangé de ce côté, combattant l'idée première que la stipulation ne peut se former qu'au jour de l'acceptation ; il n'admet donc pas la nécessité du concours de volonté, il faut pour lui que l'acceptation rétroagisse, par l'effet de l'article 1179 du Code civil ou par application de 1121, peu lui importe (2). Pour lui, « le tiers doit être « réputé bénéficiaire *ab initio* des effets du contrat ». L'avan-

(1) Lefort, t. II, pp. 112 et s.

(2) Lefort, t. II, p. 113.

tage de cette conception est de donner à la stipulation un caractère d'unité, et d'éviter, par le fait, tous les inconvénients qui sont la suite fâcheuse du dédoublement de notre contrat. C'est ainsi que M. Lefort ajoute (1) : « l'acceptation « rétroagit au jour du contrat, au jour de la formation du « contrat elle remonte à la stipulation dont elle prend « nécessairement la date, puisqu'elle vient en quelque sorte « faire corps avec elle. — Si l'on conteste cette solution, il « faut répudier un principe aujourd'hui indéniable ; la seule « signature du contrat au profit d'un tiers déterminé attribue à ce dernier, dès la conclusion du contrat, un droit « propre et exclusif. »

Nous arrivons donc ainsi au résultat désiré par nous : création au profit du tiers bénéficiaire d'un droit « propre et exclusif » remontant au jour du contrat, mais ce n'est pas là, nous semble-t-il encore, l'analyse la meilleure du contrat d'assurance sur la vie. Peut-on voir en effet une condition suspensive du droit au bénéfice dans la réalisation de l'acceptation qui alors « rétroagit au jour du contrat original », aux termes d'un arrêt de Bordeaux (2) rendu le 21 mai 1885. — Nous ne saurions voir en effet aucune condition dans l'accomplissement de la formalité d'acceptation, car, nous fait remarquer M. le conseiller Crépon (3), « l'engagement en lui-même est ferme et irrévocable », il n'y a

(1) Lefort, *loc. cit.*

(2) D. 1888, 4, 198. Cf. Douai, 12 juin 1886, D. 1888, 4, 199.

(3) Note au S. 1888, 4, 421.

point de condition entre la Compagnie et l'assuré pas plus qu'entre celui-ci et le tiers, il y a, dit-il plus loin : « offre
« de donation, un projet de donation en suspens jusqu'à
« l'acceptation, un embryon de convention qui peut-être
« deviendra parfaite, mais non une convention condition-
« nelle ». — Cette condition n'est, à notre avis, qu'une
simple fiction que l'on ne saurait admettre sans un texte
précis.

Labbé (1) condamne lui aussi cette rétroactivité : « L'accep-
« tation d'une offre ne saurait rétroagir et faire remonter
« les effets à l'offre qui est en soi un simple commence-
« ment », c'est alors qu'il en déduit cette idée que l'accep-
tation ne pouvant produire effet après la mort du stipulant
dans la théorie de l'offre pure il faut admettre : « que cette
« acceptation survenant après la mort, réalisera l'équiva-
« lent d'un legs ou d'un fidéicommiss ». Comment se peut-il
qu'un acte, qui offre tous les caractères d'une libéralité,
tout au moins dans la plupart des cas ainsi que nous le ver-
rons par la suite, puisse se transformer en un acte tout
différent, tel qu'un legs, par le seul fait que le gratifié a
accepté après la mort du donateur. Et d'ailleurs, trouvons-
nous dans cette donation les formes essentielles des testa-
ments. Cette dernière explication ne nous satisfait pas non
plus.

Mais si le droit propre reconnu au tiers ne dérive pas de
l'application d'une rétroactivité de l'acceptation aux termes
de l'art. 1179 C. civ., il ne saurait provenir que de l'applica-

(1) Note au S. 1885, 1, 5.

tion pure et simple de notre art. 1121 C. civ. Nous voilà maintenant amenés à justifier la théorie qui voit dans la stipulation pour autrui la création au profit du tiers d'un droit propre remontant au jour du contrat, indépendant pour son existence de l'acceptation de ce tiers, qui ne consistera plus qu'en une simple prise de possession de ce droit.

§ 2. — *Théorie du droit direct*

On vient de le voir, la création d'un droit propre, remontant au jour du contrat, est un résultat auquel tendaient les systèmes : de Labbé et de l'offre corrigée par la jurisprudence. La gestion d'affaires était celui qui répondait le mieux à cette conception nécessaire des effets de la stipulation pour autrui. Ayant abandonné ce système, il fallait trouver une explication de cet effet, d'où la théorie de l'offre rétroactive. Cette autre explication étant jugée insuffisante, recherchons-en une autre plus à l'abri des critiques.

Avec M. Lambert (1) et M. Baudry-Lacantinerie et Barde (2), nous admettons que la stipulation dès sa naissance confère par elle-même, indépendamment de toute acceptation, un droit propre et personnel au tiers bénéficiaire.

Pour nous en convaincre, opposons les deux art. 1121 et 1165 (C. civ.) l'un à l'autre. L'art. 1165 nous dit que : « les

(1) *Thèse sur la stipulation pour autrui*, nn. 56 et 68.

(2) *Op. cit.*, t. I, n. 154, *adde.* Dupuich, n. 14.

« conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne profitent à un tiers que dans le cas prévu « par l'art. 1121 ». L'art. 1121, nous l'avons déjà noté, établit une exception à l'art. 1165 consistant à permettre à un tiers qui n'est pas partie à un acte de participer aux effets de cet acte. Autrement dit, le tiers étant assimilé aux parties contractantes, ses droits découleront de la stipulation même et prendront naissance en même temps qu'elle. C'est donc bien un droit direct émanant du contrat d'assurance lui-même.

D'où l'acceptation postérieure à la stipulation ne semble plus devoir être que « confirmative et non acquisitive du droit (1) ». Le texte de l'art. 1121 nous confirme bien cette proposition en employant sciemment des termes bien nets. « Si le tiers a *déclaré* vouloir en profiter », cette déclaration n'est, en somme, le mot l'indique suffisamment, qu'une simple manifestation du bénéficiaire ayant pour but de ne pas abandonner les effets de la stipulation. On ne saurait y voir une véritable acceptation. Les termes de l'art. 1121 nous sont donc favorables.

La Tradition en outre vient nous prêter son appui : l'ancien droit, en effet, était d'accord avec nous sur ce point. Nous ne pouvons entreprendre la démonstration de cette question historique, aussi proposons-nous de lire à ce sujet la très belle étude que lui consacre M. Lambert (2) dans son

(1) Lambert, *Thèse précitée*, n. 73.

(2) *Thèse précitée*, nn. 60 et s. Cf. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, n. 154.

chapitre de la « Théorie traditionnelle du droit direct ». Ajoutons que rien ne nous prouve que le code ait voulu innover à ce sujet, il aurait d'ailleurs fait connaître son intention de rompre avec une règle toute traditionnelle.

Nous ajouterons que cette théorie se trouve plus conforme que celle de l'offre pure à l'intention de l'assuré, en ce sens qu'elle permet l'acceptation du tiers à toute époque après la mort comme après la faillite, puisque le droit au bénéfice est déjà né à cette époque et ne fait point partie de son patrimoine. Le bénéfice échappera donc ainsi aux règles de la succession de l'assuré et à l'action des créanciers de ce dernier. Avantages évidents, qui sont le souci constant des contractants, dont il faut tenir compte surtout dans une matière où la volonté de l'assuré doit être la principale règle d'interprétation à défaut d'une réglementation spéciale.

Nous verrons en outre, à propos d'une étude sur quelques lois récentes étrangères, qu'un projet de loi de 1904, dont l'exposé des motifs a été présenté par M. Lyon-Caen, a confirmé à la suite de la dernière jurisprudence notre théorie à ce sujet en déclarant, dans son art. 59, que « les « sommes stipulées payables à un bénéficiaire déterminé ne « font pas partie de la succession de l'assuré ».

Il nous semble bien qu'en présence de tous ces arguments on puisse tenir pour démontrée la théorie du droit direct. Mais cependant elle n'échappe point à toute critique, et, un partisan de l'offre, M. le professeur Chavegrin, s'op-

pose (1) à ce que la créance ou plutôt le bénéfice parvienne directement sans aucun intermédiaire au tiers. « Saine-ment entendu, l'art. 1121 suppose donc que la créance « n'est pas de tous points en dehors des biens du stipulant. » Car, pour M. Chavegrin, la substitution d'un nouveau bénéficiaire, le rachat, la réduction... en un mot la révocation est un droit qui paraît contraire à l'idée que nous soutenons. C'est pourquoi M. Chavegrin prétend que la : « créance « contre le promettant est passée dans le patrimoine du « tiers après avoir séjourné un instant de raison dans celui « de l'assuré », et cela même dans le cas où le tiers assistait au contrat.

Ce raisonnement quelque peu mathématique ne nous convainc pas complètement, car cet « instant de raison » semble bien pris de 0, il tend en effet vers cette limite, selon l'expression des algébristes. C'est dire qu'il atteindra, si nous poussons plus loin l'analyse, en supposant que l'acceptation vienne à se produire, à l'époque même du contrat. C'est pourquoi nous aimons mieux dire avec M. Lambert (2) : que le droit est acquis révocablement au tiers jusqu'à son acceptation et qu'après cette acceptation il lui est acquis irrévocablement. C'est un droit infirme, incomplet, si l'on veut, mais il existe et reste incertain tant que l'acceptation ne l'aura pas confirmé, il est soumis il est vrai à la « conditionnalité de la révocation », selon M. Saleilles (3).

(1) Voir *Le Droit* du 4 novembre 1888.

(2) *Thèse précitée*, n. 73.

(3) *Traité des obligations*, n. 248 et s.

Mais nous n'insisterons pas sur cette question qui trouvera mieux sa place au chapitre de la révocation.

Arrivés à une théorie qui semble mieux répondre aux besoins de la pratique des assurances sur la vie, à l'intention de l'assuré, expliquant bien la plupart des clauses contradictoires des polices et qui nous semble être la meilleure présentée jusqu'à ce jour, nous ne pouvons donc que l'adopter. Il nous reste à voir de quel côté s'est rangée la jurisprudence qui a dans cette matière une part prépondérante. « Les décisions rendues par la Cour de cassation ont, dans le silence de la loi, pris une importance exceptionnelle », selon les propres termes de M. le conseiller Crépon (1).

SECTION IV

Etat de la Jurisprudence

La doctrine de la gestion d'affaires aujourd'hui complètement abandonnée occupe une faible place parmi les nombreux cas d'une jurisprudence très fournie. — Nous trouvons deux jugements qui énoncent un peu timidement la possibilité pour le stipulant d'agir en *negotiorum gestor*, tout en reconnaissant à l'Assurance cas de décès le caractère d'une stipulation aux termes de 1121. « Ba pu agir, dit le Tribunal

(1) S. 1888, 1, 121.

de Saint-Omer, le 12 juillet 1889 (1), en gérant d'affaires comme précédemment il avait agi en la même qualité en stipulant en faveur de ses enfants. » — Un jugement du Tribunal de Bruxelles du 1^{er} septembre 1882 (2) emploie des termes analogues. — Signalons encore un jugement du Tribunal de Morlaix du 19 décembre 1891 (3) qui est beaucoup plus net et prétend que le stipulant doit être « généralement « présumé avoir géré l'affaire du tiers qu'il représente », et plus loin il affirme sa thèse en répondant à l'objection relative à la nécessité de la préexistence d'une administration des biens du géré pour constituer une gestion d'affaires, car il prétend en effet que rien ne s'y oppose : alors même que cette « gestion d'affaires serait unique et étrangère à l'administration des biens préexistants de ce tiers ».

A part ces quelques décisions isolées, le système du stipulant *negotiorum gestor* ne trouve aucune répercussion dans la jurisprudence qui semble avoir passé par les mêmes stades que la doctrine, s'attachant d'abord à la théorie de l'offre pure qui fera entrer la créance du bénéfice dans le patrimoine de l'assuré pour donner lieu, par la suite, à une transmission au profit du tiers. Interviendra alors un favorable arrêt de la Chambre civile du 2 juillet 1884 (4) qui va renverser cette théorie et accordera un droit personnel *jure proprio* au bénéficiaire qui ne sera plus un ayant cause de

(1) S. 1892, 1, 177.

(2) *Journ. des Ass.*, 1883, p. 62.

(3) *Journ. des Ass.*, 1892, p. 86.

(4) D. 1885, 1, 150.

l'assuré et n'acquérera plus *jure hereditario* le droit au bénéfice. C'est alors que la Cour de cassation et les Cours d'appels vont se diviser : la Cour suprême, par une série d'arrêts de 1888 restée célèbre, condamnera définitivement la théorie de l'offre pure pour admettre celle du droit direct, tandis que les Cours conserveront la première idée de Laurent, mais en la corrigeant comme nous le savons par l'idée de la rétroactivité de l'acceptation.

a) Dans la première période il nous faut signaler un jugement du Tribunal de Bône du 3 novembre 1875, confirmé par Alger le 15 juin 1876 (1). — La Cour d'Alger se refuse en termes très énergiques à admettre le droit direct : « Attendu « qu'en présence de ces faits apparaît l'inanité ou la subtilité évidente à prétendre que l'assuré B ayant, par le « même contrat et par application de 1121 C. c., désigné le « bénéficiaire de l'Assurance, le capital stipulé payable avait « passé directement sur la tête de ce bénéficiaire sans « émaner du droit ou du patrimoine de l'assuré ».

La Cour ne nous laisse point de doute sur son opinion et nous fait clairement entendre que le bénéficiaire est un ayant droit de l'assuré, mais elle précise encore sa pensée dans cet attendu non moins suggestif : « attendu, en résumé, qu'il y a, dans l'acte de police, stipulation d'assurance au profit de B (l'assuré), transmission gratuite du « bénéfice de l'Assurance au profit d'un tiers par application « de 1121, C. c. ». Il s'ensuivait dans l'espèce que le béné-

(1) D. 1878, 2, 116.

fice tombait sous le coup de l'art. 446, C. com., comme assurance contractée dans la période prohibée. — Voilà donc le dédoublement du contrat contre lequel nous nous élevons. Ce dédoublement nous le trouvons encore dans un arrêt de la Cour suprême du 2 mars 1881 (1) : « Attendu, dit « la Chambre civile, qu'en contractant avec la Compagnie « d'Assurances générales, P. a d'abord acquis pour lui- « même, puis transmis à sa femme à titre de donation « conformément au principe de 1121 et 1773. »

Il nous faut signaler un jugement du Tribunal de Lunéville du 30 mars 1881 (2), reconnaissant que le droit au capital reste dans le patrimoine de l'assuré tant que le bénéficiaire n'a pas accepté. Nous avons cru devoir mentionner ce jugement qui va être le point de départ de la nouvelle théorie de la Cour de cassation.

b) *Deuxième période.* — En effet, l'arrêt de la Chambre civile du 2 juillet 1884, à la suite de l'arrêt de la cour de Nancy du 25 février 1882 infirmant le jugement précité de Lunéville, reconnaît que le bénéficiaire est appelé à recueillir le bénéfice *jure proprio* car : « ce droit personnel au « tiers bénéficiaire ne repose que sur sa tête et ainsi ne « constitue pas une valeur successorale », la Cour suprême justifie cette solution en disant : « ce capital (le bénéfice) « ne se forme et ne commence d'exister que par le fait « même de la mort du stipulant, et que d'un autre côté le

(1) D. 1881, 1, 401, *adde*, Paris, 1^{er} août, 1879, au D. *ibid*.

(2) 1885, 1, 150, *adde*, Douai, 9 juin 1886, D. 1889, 1, 118.

« contrat n'en attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel ni « la disposition ». — Quelle est donc la raison de ce revirement ? Sans doute la Chambre civile n'a point encore adopté une théorie complète et définitive, car elle se borne à affirmer que le droit du bénéficiaire lui est personnel et qu'il prend naissance à la mort du stipulant, mais le principe du droit personnel est posé. La Cour suprême, pensons-nous, frappée des inconvénients de la théorie antérieure, a voulu rompre définitivement avec les errements précédents, en cherchant une solution plus conforme à la nature du contrat. Pour atteindre ce but, elle s'est appliquée à concilier l'intérêt des parties en accordant une plus grande part à leur intention commune.

En si bonne route, la Chambre civile va préciser et confirmer sa nouvelle théorie par une série d'arrêtés mémorables des 6, 8, 22 février et 27 mars 1888 (1).

L'arrêt du 6 février, à la suite d'un arrêt d'Amiens du 29 décembre 1886 (*locus cité*), déclare que le droit du bénéficiaire est censé remonter *ab initio* au jour du contrat. Voilà évidemment un grand progrès sur l'arrêt de 1884 : le droit du tiers prend naissance au jour du contrat.

Mais nous croyons que la théorie définitive se trouve dans l'arrêt du 8 février, c'est à notre avis celui qui va fixer la Cour suprême dans un sens qu'elle n'abandonnera plus : « Attendu, y est-il dit, que la stipulation pour autrui,

(1) S. 1888, 1, 121, D. 1888, 1, 193, *adde*, 7 août 1888, Ch. civ. D. 1889, 1, 118.

« lorsqu'elle est pure et simple, confère immédiatement un
« droit au tiers au profit duquel elle a eu lieu, qu'à la vérité
« ce droit peut être révoqué par le stipulant, mais qu'il
« devient irrévocable du jour où le tiers a déclaré vouloir
« en profiter, que l'art. 1121 n'impose aucune autre condi-
« tion de validité ; qu'il n'y a donc lieu d'appliquer en
« pareille matière, ni l'art. 932 du Code civil, aux termes
« duquel les donations doivent être acceptées du vivant du
« donateur, ni les principes généraux qui régissent *la for-*
« *mation des contrats par l'acceptation d'une offre*, et qu'en
« conséquence la déclaration dont parle l'art. 1121 peut être
« faite postérieurement au décès du stipulant tant que
« l'acceptation n'a pas été révoquée... »

Voilà donc la théorie de l'offre condamnée, c'est ce qui nous a invité à attirer plus spécialement l'attention sur cet arrêt. Cette décision intervenait à la suite de celui de Douai du 21 juin 1886, déjà signalé, pour condamner la tendance des Cours d'appel à admettre le droit direct du bénéficiaire, grâce à la fiction de la rétroactivité de l'acceptation. Nous n'insisterons pas sur cette théorie que nous avons déjà rencontrée, nous ne ferons que constater qu'un assez grand nombre des cours ont adopté ce point de vue (1) à cette époque où la faveur pour le droit direct semble l'emporter.

Voilà donc la théorie du droit direct bien posée, et l'on

(1) Bordeaux, 21 mai 1885, S. 1886, 2, 38, D. 1888, 4, 198.
Douai, 12 juin 1886, précité. C. de Paris, 5 mars 1886, S. 1888,
2, 227. Douai, 14 février 1887, S. 1888, 2, 49. Besançon, 2 mars
1887, S. 1887, 2, 213.

verra encore les arrêts des 22 février, 27 mars et 7 août de l'année 1888, donner une solution identique à celle du 8 février.

La reconnaissance du droit direct semble être mise par le reste de la jurisprudence, cependant, nous pourrions citer une décision isolée de la Cour d'Amiens du 8 mai 1888 (1) qui se rattache encore à l'idée d'offre, mais ce n'est plus qu'une exception, la jurisprudence de la Cour de cassation semble si bien établie que toute résistance serait inutile. Aussi de nombreux arrêts pourraient encore être cités (2) en sa faveur ; et, cependant, nous voyons encore deux Cours admettre la théorie de Laurent ; l'une : Rouen, le 29 mai 1897 (3), s'est-elle laissé influencer par l'introduction de la clause à ordre de la police ? L'autre : Besançon, 11 novembre 1898 (4), ne nous donne point de raison de sa décision.

Ce sont là des résistances qui devront plier devant la persistance de la Cour de cassation, dont un revirement semble bien improbable.

(1) D. 1890, 1, 383, arrêt condamné par celui de la Ch. civ. du 23 juillet 1889, D. *Ibid.*

(2) Ch. civ., 9 juin 1890, D. 1890, 1, 409. Ch. civ., 9 mars 1896, D. 1896, 1, 391. Ch. civ., 24 février 1902, D. 1903, 1, 433 et du côté des Cours et des tribunaux. Trib. de la Seine, 3 avril 1897, D. 1898, 2, 371. Trib. de Morlaix, 19 décembre 1891. *Journ. des Assur.*, 1892, p. 86. Cour de Dijon, 11 avril 1900, D. 1901, 2, 309.

(3) D. 1898, 2, 289.

(4) D. 1899, 2, 81.

Avant d'examiner quelles sont les conditions de détermination du tiers autrement dit de désignation qui permettront d'accorder à ce tiers un droit direct, il faut rechercher quelle peut être la nature juridique des rapports du stipulant et du bénéficiaire.

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DES RAPPORTS DE L'ASSURÉ ET DU TIERS BÉNÉFICIAIRE. LE CONTRAT D'ASSURANCE EST-IL UN CONTRAT A TITRE ONÉREUX OU A TITRE GRATUIT ?

La question de la nature juridique des rapports liant l'assuré et le tiers revient à se demander : quelle est la nature du contrat d'Assurance sur la vie vis-à-vis de ce tiers et de l'assuré. Sera-ce un contrat à un titre onéreux ou à titre gratuit ? Il y a là de nombreux intérêts :

Au point de vue des formes de donations : faudra-t-il appliquer les règles de solennité établies par le Code ?

b) Au point de vue des règles de fond : faudra-t-il appliquer celles concernant les successions relatives au rapport ou à la réduction ?

c) Au point de vue plus spécial de notre matière : les cas de révocation des art. 299, 953 et 1096, seront-ils applicables ?

Si en général l'assurance sur la vie présente les caractères

d'une libéralité nous verrons qu'elle peut aussi être établie à titre onéreux.

A l'égard de l'assureur, il est utile de le noter, le contrat est toujours à titre onéreux.

A l'égard du bénéficiaire répondons avec M. Couteau (1) : qu'il « peut-être à titre onéreux ou gratuit suivant la volonté « des parties ».

Cela dépendra des relations antérieures du stipulant et du tiers et de leur intention, à ce sujet un arrêt de la Cours d'Amiens du 26 avril 1888 (2) nous dit : « Que la sti-
« pulation peut constituer une libéralité de la part du stipu-
« lant, si tel est le but qu'il a voulu atteindre, qu'elle peut
« constituer une dation en paiement ou tout autre con-
« trat commutatif, en un mot, cette seconde opération doit
« être appréciée suivant les rapports que le stipulant a
« entendu établir entre lui et le bénéficiaire. » L'assurance au regard du stipulant et du bénéficiaire, peut donc affecter la forme onéreuse avec des modalités diverses, car « il en
« est de cette attribution comme d'un versement d'espèces
« qui peut être un don, un prêt, un dépôt, le paiement
« d'une dette, un cautionnement et d'autres choses encore », nous dit M. Planiol (3).

Comment va se manifester cette intention ? A quels signes

(1) Couteau, *op. cit.*, n. 217, *adde*, Périgueux, 27 août 1884, S. 1886, 2, 38.

(2) S. 1888, 2, 220, cf., Douai, 16 janvier 1897, D. 1897, 2, 425.

(3) D. 1893, 1, 401.

la reconnaître ? Il suffira pour cela de voir s'il y a un équivalent à l'acte du stipulant (1). La recherche de cet équivalent, ou mieux de cette contrepartie, semble devoir être alors une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux (2).

Y a-t-il contrepartie, toute la question est là ? Il n'est pas douteux que le « paiement d'une dette » (3), le désintéressement d'un créancier forme la contrepartie suffisante à démontrer l'intention d'imprimer au contrat un caractère onéreux. On a pu voir avec raison le trib. de Bourges, le 17 juillet 1890 (4), en décider ainsi. Il s'agissait dans l'espèce : d'une assurance contractée par un mari au profit de sa femme, alors que celle-ci s'était obligée par un contrat précédant cette stipulation « conjointement et solidairement » au paiement d'une dette égale au bénéfice de l'assurance. Les juges de Bourges avaient reconnu à cette stipulation un caractère onéreux, car ils voyaient, avec juste raison, entre ces deux contrats une relation de cause à effet, et cependant la Chambre civile casse l'arrêt le 22 février 1893 (au D. *ibid.*) et déclare qu'il ne peut y avoir là qu'une donation. La Chambre civile a sans doute ici : « un peu dépassé sa mission en prêtant d'elle-même aux parties une intention

(1) Herbault, *op. cit.*, n. 208.

(2) Req., 21 juin 1876, S. 1876, 1, 400. Req., 9 mai 1881, D. 1882, 1, 97.

(3) Bordeaux, 21 mai 1885, S. 1886, 2, 38.

(4) S. 1894, 1, 65 et D. 1893, 1, 401.

« particulière. C'est comme si elle avait établi une présomption or les donations ne se présument pas (1). »

D'ailleurs, Labbé, en note au Sirey sous ce même arrêt de Bourges, reconnaît aux juges le pouvoir de rechercher l'intention des parties et critique avec M. Planiol cette décision de la Chambre civile comme « trop étroite ».

Certains tribunaux, voyant dans l'assurance sur la vie un contrat d'indemnité, lui reconnaissent par le fait un caractère onéreux, car le père ou l'époux se propose le plus souvent en contractant une assurance d'indemniser les siens de la perte du sinistre que leur causera sa mort (2). Nous repousserons plus loin, d'ailleurs, cette idée aujourd'hui abandonnée de l'assurance contrat d'indemnité qui a trouvé crédit près de notables auteurs.

L'élément intentionnel, la contrepartie, constituant l'acte à titre onéreux, faisant défaut dans bien des cas, le caractère d'indemnité du contrat d'assurance n'étant pas admis provisoirement, nous devons bien souvent reconnaître au contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers la qualité d'acte à titre gratuit (3). C'est d'ailleurs le cas qui se présente le plus fréquemment (4).

(1) Planiol au D., *loc. cit.*

(2) Lyon, 2 juin 1863, D. 1863, 2, 119. Aix, 24 mars 1886, S. 1887, 2, 214. Besançon, 2 mars 1887, S. *ibid.* Tribunal de Draguignan, 17 mars 1887, S. 1889, 2, 18. Paris, 10 janvier 1900, D. 1900, 2, 489.

(3) Trib. de Troyes, 13 juillet 1887, *Journ. des Ass.*, 1888, p. 57.

(4) Voir notamment : Lyon, 2 juin 1863, D. 1863, 2, 119.

§ 1. — *Le contrat d'Assurance au profit d'un tiers
est-il un contrat d'indemnité ?*

M. Herbault et M. Couteau (1), partant de l'idée que notre institution a pour but de réaliser une opération d'assurance, en tirent la conséquence que comme dans toute assurance nous devons retrouver ici l'élément : indemnité.

En quoi consistera-t-il ? Écoutons M. Lefort (2). « L'assurance sur la vie ayant pour but de réparer le préjudice causé par la mort, il semble impossible de lui refuser le caractère de contrat d'indemnité (3) ». L'assurance servira donc à couvrir le risque de mort de l'assuré, cette mort survenant prématurément constitue pour la famille de celui-ci un sinistre dont il les indemnise. On se trouve donc en présence d'un contrat de *damno vitando*.

Selon ces auteurs l'assurance ne saurait être un contrat de *lucro captando*, l'esprit de notre droit condamne, en effet, les assurances de bénéfices espérés, elles ne sauraient donc couvrir que le dommage réel éprouvé (4). D'autre part,

Chambre des requêtes, 21 juin 1876, S. 1876, 1, 400. Req., 10 novembre 1879, D. 1880, 1, 175. Trib. civ. Seine, 10 décembre 1884, S. 1886, 2, 46. Paris, 10 mars 1896, D. 1896, 2, 465. Amiens, 4 août 1898, D. 1902, 2, 24.

(1) Herbault, *op. cit.*, n. 48, Couteau, *op. cit.*, n. 32, cf., Troplong, *des contrats aléatoires*, n. 165.

(2) Lefort, t. I, p. 180.

(3) Même langage de M. de Courcy, *Procès d'Assurance*, p. 37 (édit. de 1877).

(4) Cf., 347 C. com.

l'article 1130 du Code civil, autorisant les conventions pour les choses futures, leur semble autoriser l'assuré à prémunir les siens contre le préjudice éventuel que leur causera sa mort. Ils voient alors dans l'indemnité les deux éléments de l'article 1149 du Code civil : le *damnum emergens* consistant dans le préjudice actuel et le *lucrum cessans* dans la perte pour l'avenir.

Evidemment nous acceptons fort bien ce raisonnement, mais tout d'abord cette idée que la vie de l'homme constitue toujours un capital, une valeur économique (1), est-elle toujours exacte ? Nous ne le croyons pas. Dans le cas où le père de famille est un homme jeune et actif assurant la vie des siens nous ne discutons point. Mais nous n'avons pu suivre M. Lefort dans son raisonnement, dont il aperçoit d'ailleurs le défaut, quand il prétend qu'un homme oisif s'il ne produit pas est du moins capable de « devenir productif ». Il semble plutôt que l'on doit voir dans la vie de ces oisifs une charge pour leur famille et leur mort ne saurait être assimilée à une diminution du patrimoine familial ; il y aurait en somme là tout le contraire d'une indemnité. On pourrait évidemment répéter le raisonnement pour ceux dont les facultés se trouvent amoindries (les vieillards, les faibles d'esprit ou les fous). L'idée de préjudice peut donc bien exister dans certains cas, mais il ne faudrait pas en faire une règle générale.

Prenons les cas où il y a préjudice, le capital assuré ne

(1) Lefort, t. 1, p. 182.

saurait constituer une indemnité, l'indemnité en effet doit être la représentation exacte de ce préjudice(1). Pouvons-nous la trouver dans l'évaluation forfaitaire établie par l'assuré et la compagnie? Le bénéfice de l'assurance restera toujours le même quelles que soient les personnes appelées à en profiter; la prévision du dommage éprouvé et du gain manqué aux termes de l'article 1149 du Code civil est donc impossible.

Nous pouvons donc nous résumer en disant que dans les assurances sur la vie le caractère de contrat d'indemnité fait bien souvent défaut et en tous cas, la condition d'une évaluation du préjudice, nécessaire pour constituer l'indemnité ne peut se trouver remplie.

En tenant pour vrai le principe du contrat d'indemnité, s'ensuivra-t-il que l'intention de l'assuré de réparer le préjudice causé par sa mort, suffira à imprimer au contrat un caractère onéreux? Non, selon M. Dupuich (2) : « L'intention, « dit-il, chez le stipulant de réparer plus ou moins un préju-
« dice subi par le bénéficiaire est de nulle influence sur le
« caractère gratuit ou onéreux de son acte. » Car il n'y a là que le mobile de la stipulation « ce qui en détermine le
« caractère gratuit ou onéreux, c'est la cause juridique de
« l'acquisition ».

(1) Planiol, *Cours de dr. civ.*, n. 247.

(2) Dupuich, n. 17, p. 56, cf. MM. Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 544. « L'*animus donandi* n'a rien d'incompatible avec l'intention de protéger le tiers contre l'éventualité d'un risque... celle-ci est le motif déterminant de celle-là. »

Or, accomplir un devoir purement moral, n'est pas une obligation civile ou naturelle pouvant former la cause juridique d'une acquisition à titre onéreux. Et d'ailleurs où trouver cette obligation pour un père d'indemniser les siens, il ne saurait être rendu responsable des conséquences de sa mort (1). L'assurance au profit d'un tiers n'est qu'un simple acte de prévoyance, très louable de la part du père de famille ou de l'époux, mais auquel il n'est point obligé ni civilement ni même naturellement.

Aussi avons-nous vu, que si quelques décisions de jurisprudence ont adopté cette thèse, la Cour de cassation n'a jamais voulu l'admettre. L'arrêt de la Chambre civile du 8 février 1888 (2), qui nous a déjà servi à condamner la théorie de l'offre, a repoussé, dit M. Crépon (3) : « la doctrine qui ne veut voir dans le bénéfice du contrat d'assurance qu'une indemnité, qu'une stipulation ayant pour but d'indemniser le bénéficiaire de l'assurance du préjudice matériel que leur causerait la mort de l'assuré. »

§ 2. — *Le contrat d'assurance doit-il être fait en la forme des donations ?*

Mais alors, va-t-on nous dire, le contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers quand il constitue une libéralité

(1) Trib. Troyes, 13 juillet 1887, *Journ. des Ass.*, 1888, p. 51.

(2) S. 1888, 2, 129.

(3) Note au S. 1888, 1, 124.

devra être fait en la forme des donations. Nous pouvons répondre avec l'avocat général Onofrio sous l'arrêt précité de Lyon du 2 juin 1863 (1), « que ce contrat n'est pas une « donation, mais une libéralité indirecte et qu'il n'est « aujourd'hui plus contestable qu'on peut donner indirectement sous la forme d'un contrat onéreux comme la « convention qui se noue au moment de l'acte, c'est le contrat onéreux, c'est lui qui en règle la forme il en sera « de même dans notre espèce, la donation faite au tiers qui « doit bénéficier du capital est subordonnée au contrat onéreux et en subit la forme ».

En somme cela revient à dire avec le vieil adage *accessorium principale sequitur* que le contrat, vis-à-vis du bénéficiaire, doit suivre les formes du contrat principal, qui se forme entre l'assuré et la compagnie (2). D'ailleurs rien dans l'article 1121 ne nous autorise à vouloir appliquer ici les règles de formes des donations. Les auteurs sont d'accord sur ce point (3).

Quant aux règles de fond, nous verrons au cours de notre étude et pour les points qui nous intéressent que « l'opération reste néanmoins soumise aux règles de fond « applicables à sa nature particulière (4) ».

(1) D. 1863, 2, 119.

(2) Besançon, 15 décembre 1869, D. 1870, 2, 95. Trib. de Bône 3 novembre 1875, D. 1878, 2, 116. Amiens, 8 mai 1888, D. 1890, 1, 383.

(3) Notamment : Lefort, t. II, p. 186-187, Dupuich, n. 172.

(4) Cour d'Amiens le 8 mai 1888, arrêt précité.

DEUXIÈME PARTIE

Désignation du tiers bénéficiaire

Nous nous proposons de voir dans cette seconde partie à quelles règles doit se conformer l'assuré pour instituer le bénéficiaire, autrement dit pour réaliser l'attribution du bénéfice. — Nous avons préféré ce titre de désignation, car il nous semble plus restrictif et plus net que celui d'attribution, qui bien souvent détourné de son sens, a été entendu dans celui plus large de : Transmission du bénéfice. — C'est là une question qui a été étudiée par M. Guillon (1) dans une thèse très remarquée.

Ce que nous recherchons, en définitive, c'est à définir les conditions nécessaires et suffisantes pour faire acquérir directement, dès le jour du contrat, à un tiers bien déterminé, le bénéfice de l'assurance.

(1) Guillon, *De la transmission du bénéfice sur l'assurance sur la vie*.

Nous pouvons maintenant établir le plan fort simple de notre seconde partie : Dans un premier chapitre nous allons rechercher, dans quels actes peut se faire cette désignation ou selon l'expression de M. Dumaine (1), quels sont les modes de désignation de ce tiers. Dans un second chapitre se placera la question de la désignation proprement dite, c'est-à-dire les conditions nécessaires à la détermination du tiers, quand et comment ce dernier sera-t-il suffisamment déterminé pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 1121 et non de l'article 1122 du Code civil ?

(1) Dumaine, *Contrat d'assurance sur la vie*, n. 54 et s.

CHAPITRE PREMIER

MODES DE DÉSIGNATION

§ 1. — *Dans la police*

Plusieurs moyens se trouvent à la portée du stipulant pour opérer l'attribution du bénéfice. Le plus souvent l'assuré emploiera la police, c'est-à-dire l'écrit dressé pour constater le contrat d'assurance. Dans ce cas nous n'éprouvons aucune difficulté en supposant le tiers bien déterminé : soit qu'il soit nominativement désigné, soit qu'il soit individualisé d'une façon précise, il y aura lieu à l'application de l'article 1121, avec création du droit direct selon la doctrine à laquelle nous nous sommes ralliés.

§ 2. — *Dans l'avenant*

La question est beaucoup plus délicate. On sait que l'avenant est un acte postérieur au contrat, au moyen duquel,
Faucompré. 5

les parties peuvent en modifier les conditions, c'est, nous dit M. Bailly (1), « l'acte qui constate une modification survenue dans les conditions de l'assurance et qui en détermine les effets ». — Cet avenant devra donc être établi comme la police avec le consentement mutuel des deux parties contractantes : la Compagnie et l'assuré ; la présence du tiers bénéficiaire n'est aucunement nécessaire, il y sera d'ailleurs le plus souvent complètement étranger.

Cet acte modificatif de la police portera le nom « d'avenant d'attribution » dans le cas qui nous intéresse celui où il opère une nouvelle attribution au profit d'une autre personne.

Quels effets va produire cet avenant au regard du second bénéficiaire. « On doit réputer la désignation passée dans les termes de l'article 1121..... lorsqu'elle est contenue dans un avenant (2). » Comment concevoir qu'il y a bien là application de l'article 1121 et non transmission (3) du bénéfice et que cette désignation puisse remonter non pas à l'époque de l'avenant, mais au jour de la stipulation primitive : celui de la rédaction de la police ? En deux mots, l'avenant d'attribution produirait les mêmes effets que la police. — L'explication en sera aisée quand nous serons bien pénétrés que l'avenant fait corps avec la police et qu'il

(1) Bailly, *Assurances sur vie de la transmission du bénéfice*, n. 173.

(2) Lefort, t, II, p. 220, note 1.

(3) Comme le voudrait M. Bailly, *op. cit.*, n. 14, p. 44-46.

n'est autre chose qu'une clause additionnelle de cette même police.

Examinons donc les systèmes qui ont pu être émis sur la nature juridique de l'avenant.

a) *Avenant considéré comme une cession civile.* — Certains, comme M. Couteau (1), ont voulu voir dans l'avenant une cession de créance. Cette théorie a été repoussée à juste titre par tous les auteurs (2), car tous les éléments de la cession de créance font défaut. — Où trouver en effet : le cessionnaire puisque le tiers n'est jamais partie au contrat ; le cédant, peut-être dans le cas où l'assuré serait à la fois : nouveau bénéficiaire et stipulant, cas assez rare, ou il y aurait alors confusion de la qualité de cédant et de cessionnaire ? Seul l'élément cédé ne suffit point, comment admettre alors une cession civile où le cédant, le cessionnaire et le prix lui-même de la cession font totalement défaut ?

« On ne trouve dans cet avenant ni cédant ni cessionnaire — on n'y trouve pas davantage de prix de cession », nous dit un arrêt d'Amiens du 31 janvier 1889 (3). — Aussi faut-il écarter, avec un arrêt de la Chambre civile du 16 janvier 1888 (4), cette idée de cession civile émise par le Tribunal de commerce de Lille, le 17 mars 1885, et confirmée par Douai, le 3 juin 1885 : « Attendu, dit la Chambre civile,

(1) Couteau, *op. cit.*, n. 460.

(2) Lefort, t. II, p. 186-187, Bailly, nn. 174 et s., Guillon thèse précitée, p. 223.

(3) D. 1891, 2, 9.

(4) D. 1888, 1, 77.

« qu'une police peut être modifiée par un avenant, substituant un autre nom à celui qui avait été primitivement inscrit... qui ne saurait être confondu avec un contrat de transport dont la validité et les effets seraient subordonnés aux significations prescrites par les articles 1690 et 2075 du C. civ. »

b) Avenant considéré comme une novation par changement de créancier. — D'autres auteurs ont voulu voir dans l'avenant une novation par changement de créancier, c'est l'opinion soutenue notamment par M. Guillon (*op. cit.*, p. 230 et s., et par M. Lascour, dans son *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, n^o 48, à la suite de quelques arrêts (1).

Ce cas de novation doit ainsi rentrer dans l'application de l'art. 1271, al. 3, mais où trouver l'engagement nouveau exigé par ce texte, c'est-à-dire une dette préexistante jointe à l'intention de nover ? Il y a bien la dette préexistante de la première stipulation celle de la compagnie d'assurances. Mais où verrons-nous l'intention de nover, c'est-à-dire d'éteindre cette première dette pour en créer une autre ?

Il nous semble que les parties n'ont pas eu en vue de créer une deuxième obligation, mais qu'ils ont voulu simplement modifier l'obligation antérieure en en changeant seulement le tiers bénéficiaire. En décider autrement serait aller à l'encontre même de la volonté du stipulant qui

(1) Trib. Seine, 5 mars 1894, *Journ. des Ass.*, 1894, p. 173. Trib. Seine, 17 novembre 1894, *id.*, an 1895, p. 154.

veut faire une attribution nouvelle du bénéfice et non transmettre ce droit au deuxième bénéficiaire. Il s'ensuivrait, dans cette seconde hypothèse, que la nouvelle désignation ne prenant naissance qu'au moment de la rédaction de l'avenant le droit au bénéfice est tombé dans le patrimoine du stipulant, et que ce dernier l'a transmis au nouveau gratifié. Nous retombons alors dans tous les inconvénients signalés à propos de la théorie de l'offre. Notons de plus que le nouveau bénéficiaire devrait forcément participer, à la confection du contrat, puisque nous nous trouverions dans le cas de transmission du bénéfice. Inconvénients considérables et qui sont par trop contraires à la volonté de l'assuré.

Aussi M. Guillon (1), comprenant tout ce qu'il y a d'osé dans ce système, fait une cote mal taillée en admettant le point de départ de l'avenant-novation pour le cas seulement où la première désignation est faite au profit de personnes indéterminées. Dans celui où la désignation serait faite au profit de personnes déterminées nous resterions dans le cas de l'art. 1121, la désignation prendrait alors effet du jour de la police puisque l'avenant ne serait alors qu'une clause additionnelle de cette police.

Pourquoi ce dédoublement dans la nature de l'avenant ? Peut-on l'admettre si l'on reconnaît avec la jurisprudence (2), que l'assuré quand il laisse dans la police la dési-

(1) Thèse précitée, pp. 233 et s.

(2) Ch. civ. arrêt du 7 août 1888, D. 1889, 1, 118.

gnation incertaine, indéterminée entend se réserver pour plus tard cette désignation. Nous devons en conclure que sa volonté est bien de faire produire à l'avenant les mêmes effets que ceux de la police : en un mot identifier l'avenant à la police et réaliser l'attribution directe.

En outre, la participation obligatoire du nouveau bénéficiaire, aux termes de l'art. 1271, al. 3, suffirait à elle seule à nous faire abandonner cette théorie, car elle est manifestement contraire à la rédaction habituelle des avenants, qui se produit dans les mêmes conditions que celle de police, c'est-à-dire en l'absence du tiers. L'idée de novation par changement de créancier ne nous satisfaisant point complètement, celle de cession civile, nous paraissant impossible à admettre, nous ne pouvons que nous arrêter au système suivi par les auteurs et la jurisprudence celle de l'avenant équivalent à une clause additionnelle de la police.

c) *Assimilation de l'avenant à la police.* — Nous avons vu dans la définition, que nous donnions avec M. Bailly, de l'avenant qu'il était une « modification à la police » nous croyons mieux dire encore en l'assimilant à une clause additionnelle de la police. En effet, il faut remarquer que si la Compagnie n'est pas obligée de consentir à une modification de cette police, l'assuré peut l'y contraindre en fait par la cessation du paiement des primes. Il s'ensuit que, l'avenant doit être assimilé à une nouvelle police, par laquelle le stipulant consent à maintenir en vigueur le pre-

mier contrat, à la condition que la Compagnie lui permette de le modifier dans le sens qu'il indique (1).

Tous les auteurs d'ailleurs sont d'accord sur ce point (voir MM. Lefort-Dupuich, n° 31), M. Wahl, dans une note au Sirey (2), résume fort bien cette idée et constate que « l'avenant fait corps avec la police, ne forme avec elle « qu'un acte unique prenant date au jour de la police. Telle « est l'opinion unanime ». Ce qui nous amène tout naturellement à concevoir alors les effets de la nouvelle désignation : « on admet, en conséquence, poursuit M. Wahl, que le « tiers désigné dans l'assurance est réputé bénéficiaire de « l'assurance dès le jour où elle a été passée. »

Le nouveau bénéficiaire acquiert donc tous les droits qu'il aurait pu acquérir s'il avait été institué dans la police elle-même. — Cela ne fait aucun doute, et la jurisprudence (3) n'a fait aucune difficulté pour le reconnaître.

En premier lieu, au cas où le premier bénéficiaire est déterminé, la Chambre civile, le 16 janvier 1888 (4), décide que l'avenant laisse au contrat son caractère spécial d'assurance sur la vie qui comporte essentiellement l'application de l'art. 1121, lorsque le capital de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée.

En second lieu, la Cour de cassation poussera jusqu'au

(1) Cf. Dupuich, note au D. 1897, 2, 233.

(2) S. 1903, 2, 19.

(3) Arrêt d'Amiens, 31 janvier 1889, D. 1891, 2, 9. Qualifie en effet l'avenant de « modification du contrat primitif ».

(4) S. 1888, 1, 121.

bout la déduction logique de cette idée : au cas où le premier bénéficiaire n'est pas déterminé, elle décidera que le tiers désigné dans l'avenant est réputé aussi acquérir directement dès le jour de la police. L'arrêt du 7 août 1888 (1) s'exprime ainsi : « attendu, qu'il importe peu d'ailleurs que
« la désignation du bénéficiaire résulte d'un simple avenant
« qu'en effet en stipulant au profit de ses héritiers, R. se
« servait implicitement, mais nécessairement, la faculté de
« désigner ultérieurement la personne à laquelle il enten-
« dait attribuer le bénéfice de l'assurance. »

Solution un peu hardie, il est vrai, qui a été contestée par certains (2), car à son début le contrat se trouvait régi par l'art. 1122, C. c. Mais elle est une conséquence forcée du caractère reconnu à l'avenant, on peut la défendre en se fondant comme la Chambre civile sur l'idée d'une réserve implicite de l'assuré dans la police (3). — Il nous faut, d'ailleurs, constater que l'avenant forme avec la police « un tout indivisible » comportant comme celle-ci l'application de l'art. 1121, C. c. Cette idée d'indivisibilité permet aisément de défendre cette dernière solution sans être obligé de faire intervenir celle de rétroactivité (4) pour faire bénéficier le second tiers désigné des effets de l'art. 1121, C. c.

(1) Ch. civ. D. 1889, 1, 118, *adde*, 22 juin 1891, Ch. des req., D. 1892, 1, 205.

(2) Bailly, *op. cit.*, n. 14, p. 44-46.

(3) Même sens : arrêt du 31 janvier 1889 (Amiens, précité), Paris 23 juin 1898, D. 1898 2, 273.

(4) Paris 10 janvier 1900, D. 1900, 2, 489.

Il ne faudrait donc pas admettre, comme M. Bailly, *loc. cité*, que ce dernier article ne saurait régir la nouvelle attribution sous le prétexte que le contrat était d'abord tombé sous le coup de l'art. 1122, C. c.

Le droit du 2^{me} bénéficiaire prend donc naissance au jour du contrat primitif (1), sans aucune idée de rétroactivité. Le seul effet de la réserve, même implicite, contenue dans la police suffit à donner au tiers une sorte de droit qui ne s'est pas encore fixé sur sa tête mais qui lui parviendra par la suite.

§ 3. — *Par déclaration unilatérale de volonté*

En règle générale la désignation est faite dans le contrat principal ou dans l'avenant, passé entre le stipulant et le promettant, mais il se peut que le souscripteur de la police veuille ne pas faire connaître immédiatement le nom de la personne en vue de laquelle il contracte. L'assuré, pour faire cette déclaration procédera au moyen « d'une déclaration unilatérale » au profit d'une personne déterminée. Comment justifier, dans ce cas, l'acquisition directe du bénéfice ? Nous ne rencontrons plus ici l'accord des 2 parties contractantes, la compagnie complètement étrangère à cette désignation ne devrait pas être obligée par cette modification, car il est de principe que pour apporter un changement quelconque à un contrat, l'accord des volontés est

(1) Grenoble 22 janvier 1901, D. 1901, 2, 337.

indispensable. Pour justifier cette solution de l'attribution au tiers du bénéfice, en vertu de 1121 C. civ., on peut s'appuyer sur le remarquable arrêt de Grandmaison de la Chambre civile du 27 décembre 1853 (1). « Attendu, dit cet arrêt, que d'après 1121, celui qui a fait la stipulation ne peut la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter, « d'où il suit que jusqu'à cette acceptation et en conformité des règles ordinaires sur les contrats, la stipulation favorable au tiers peut être retirée et à plus forte raison modifiée sans qu'il soit besoin du concours de la volonté du donataire (le promettant). » Cet arrêt avait à solutionner l'espèce suivante : Une dame G. avait fait donation à ses enfants de ses biens sous réserve d'usufruit, à charge par eux de servir une rente à une dame M. (la bénéficiaire). Mais quelques jours plus tard, la dame G. annule la donation faite à cette dame M., parce qu'elle n'avait pas encore accepté la donation. En définitive cet arrêt décide, en principe que le stipulant peut révoquer et « à plus forte raison modifier » sans le concours du promettant la stipulation qu'il avait faite au profit d'une personne déterminée.

La doctrine a toujours approuvé cette manière de voir : Laurent s'exprime ainsi dans son traité de droit civil (2) : « en disant que celui qui a fait la stipulation au profit d'un tiers ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir

(1) D. 1854, 1, 350,

(2) T. XV, n. 564, cf. Demolombe, t. XXIV, n. 249, Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*. t. I, n. 164.

« en profiter, l'art. 1121 dit implicitement que le stipulant « peut révoquer sans le concours du promettant puisque la « loi ne l'exige point. »

Mais alors si l'on admet la révocation sans le concours du promettant, il faut, à plus forte raison, selon notre arrêt, en admettre la contrepartie nécessaire : la désignation d'un nouveau bénéficiaire par la seule volonté du stipulant. Et, si l'on applique notre solution aux assurances sur la vie, nous dirons que l'assuré doit pouvoir faire une désignation nouvelle par une simple déclaration unilatérale de volonté.

Ce principe ne rencontre pas de difficulté dans le cas que nous venons de signaler celui, où le tiers désigné dans la police, est bien déterminé et, par conséquent, où il y a une stipulation pour autrui dès le contrat primitif. Mais la Chambre civile ne décide rien pour le cas où la désignation primitive est indéterminée, c'est-à-dire dans le cas où le contrat d'assurance tombe sous le coup de l'art. 1122. Pourquoi ici, par analogie avec ce que nous avons admis pour l'avenant, ne déciderions-nous pas, comme dans l'arrêt précité du 7 août 1888, que le fait de stipuler au profit de ses héritiers (désignation considérée par la jurisprudence comme indéterminée) implique aussi de la part de l'assuré « une réserve implicite » de la faculté de désigner ultérieurement le bénéficiaire ? La décision est osée, nous en avons convenu. Mais si nous admettions le raisonnement pour le premier cas nous devons l'admettre (1) pour le second, en

(1) Contra Dupuich, D. 1897, 2, 233.

partant du principe démontré que la déclaration unilatérale de volonté peut comme l'avenant, réaliser une désignation nouvelle.

Ayant admis cette solution pour une espèce où la réserve est implicite à plus forte raison l'admettrons-nous pour celle où la réserve est explicite, l'assuré s'étant réservé expressément de désigner ultérieurement le bénéficiaire. Nous pouvons ajouter qu'en admettant comme nous le verrons plus tard le droit direct même au profit des personnes indéterminées, mais déterminables (1) c'est que cela est sous entendu nécessairement dans la police la désignation résultera d'indication ou de faits postérieurs. Pourquoi cette indication ou ces faits postérieurs ne consisteraient-ils pas dans une déclaration unilatérale de volonté ? Nous n'y voyons pas d'inconvénient. Cette solution est généralement admise par les auteurs.

« On peut dire en effet que dans une police qui contient
« la réserve..... il y a d'ores et déjà stipulation au profit
« d'un tiers..... c'est donc dans la personne même du bénéficiaire que le droit se forme directement. » selon les termes de M. Bailly, *op. cit.*, n° 15, p. 47 (2).

Nous ne sommes point arrêtés par une solution contraire de la Chambre des requêtes du 10 novembre 1874 (3) estimant qu'une désignation intervenant deux jours après le

(1) Dans ce sens, Dupuich, note précitée.

(2) Cf. Dumaine, *Contrat d'assurance sur la vie*, n. 56. Lefort t. II, p. 220.

(3) D. 1875, 1, 248.

contrat, selon la réserve expresse qu'en avait fait l'assuré, constituait un transfert et en déduisait : « Que le droit au capital avait été irrévocablement acquis au stipulant dès le jour du contrat et était entré dans son patrimoine ; que dès lors le transfert consenti au profit de la dame X n'est pas la stipulation prévue par l'article 1121 Code civil. »

Nous répondrons avec M. le conseiller Crépon (1) que cet arrêt est bien antérieur à la doctrine émise par la Cour de cassation en 1884 et 1888, et qu'il est ainsi forcément en contradiction avec l'idée du droit direct, la théorie de l'offre paraissant alors être celle de la jurisprudence.

Passons maintenant à différents cas d'application de cette désignation par déclaration unilatérale.

a) *Blanc-seing*. — Il est facile d'étendre la solution au blanc-seing (2) qui n'est en somme qu'une des formes multiples que peut revêtir la déclaration unilatérale de volonté dont nous avons reconnu la possibilité pour opérer une attribution du bénéfice.

Le blanc qui consiste ici dans la signature donnée à l'avance par la Compagnie pour ratifier la désignation que l'assuré fixe par la suite est bien valable. Car nous dit Larombière (3) : « il a envers le signataire la même foi que s'il

(1) S. 1888, 4, 122.

(2) Dumaine, *op. cit.*, n. 56. Dupuich, D. 1897, 2, 233.

(3) Larombière, *Traité des obligations* à l'art. 1325, n. 5. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VIII, p. 221, 756 « la signature peut être donnée en blanc c'est-à-dire avant la rédaction par écrit des conventions arrêtées entre les parties ».

« n'avait été signé qu'après sa rédaction complète et définitive. »

Il suffira donc pour que le blanc puisse produire effet, qu'il soit signé par l'assuré puisque la police constate un contrat synallagmatique. C'est ainsi que nous voyons avec raison la Cour de Bordeaux valider le 27 novembre 1896(1) la désignation faite dans un blanc ménagé à cet effet, par l'assuré dans une police souscrite auparavant.

b) *Testament et lettre missive*. — On sait que le testament est un mode habituel de transmission, mais ne pourrait-on pas admettre ici aussi la théorie de la réserve implicite. Le testament serait alors un simple mode de désignation tout comme l'avenant(2). Assurément, mais la Cour de cassation prétend(3) : « qu'il en est autrement lorsque le bénéficiaire « tient le bénéfice non du contrat d'assurance, mais d'un « testament fait par le stipulant, que le droit au capital assuré dérivant du contrat fait partie du patrimoine du testateur jusqu'au décès de ce dernier. »

M. Dupuich (en note) défend l'arrêt en prétendant que le bénéfice était tombé dans le patrimoine du stipulant aux termes de l'article 1122 du Code civil comme faite au profit de personnes indéterminées.

Il ne pouvait donc qu'être transmis par le testament et non attribué directement au tiers. Alors pourquoi les au-

(1) D. 1897, 2, 233.

(2) Balleydier et Capitant, *op. cit.*

(3) Chamb. civ. 24 février 1902, D. 1903, 1, 433.

teurs admettent-ils, et M. Dupuich avec eux, que l'avenant au profit d'un tiers ne constitue pas une transmission même au cas où la première stipulation serait tombée sous le coup de l'article 1182 du Code civil ?

Il semble bien qu'il y ait là plus qu'une analogie, une identité de cas.

Quoi qu'il en soit ce mode de désignation se rencontrant assez peu fréquemment dans la pratique, nous n'insisterons pas plus longtemps.

Signalons un cas très rare aussi : celui de la désignation par lettres missives ; un arrêt de la Chambre des requêtes du 17 juillet 1906 (1), à la suite d'un arrêt de Bourges, du 14 novembre 1904, a refusé de reconnaître à la lettre missive un pouvoir d'attribution directe. Il semble bien, cependant que nous nous trouvions en présence d'une manifestation unilatérale de volonté analogue au blanc-seing, plutôt qu'au testament dont la lettre n'emprunte point les formes et n'est point comme ce dernier un mode de transmission : Quoi qu'il en soit dans cette espèce unique la Chambre des requêtes avait dû s'incliner car : « les juges du fond avaient « voulu subordonner la réalisation de l'attribution à la ré- « daction d'un écrit contradictoire », dit avec raison M. Dupuich, en note sous l'arrêt.

c) *Endossement*. — Ce mode de transfert (2) en nous référant à ce que nous disions à propos du testament, nous

(1) D. 1907, 1, 121.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 9^e éd., p. 427, nn. 596 et 599, cf. Wahl., S. 1903, 2, 19.

pouvons sans aucun doute le considérer comme un simple mode de désignation. C'est ce qu'à très bien fait remarquer un arrêt de la Chambre civile du 4 mai 1904 (1). « Attendu « que dans une assurance ainsi constituée au profit d'un tiers, « cet endossement n'est qu'un mode d'exécution de la clause « de la police, qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire « de son choix et que la substitution d'un nouveau titulaire « au primitif avant l'acceptation de ce dernier, laisse au « contrat le caractère juridique de stipulation pour autrui. »

Il s'agissait en l'espèce d'une assurance mixte dont le tiers bénéficiaire était désigné nominativement, plus tard, le stipulant avait endossé la police, la Cour de Grenoble (2), le 22 janvier 1901, approuvée en cela par M. Whall, s'était refusé à y voir une formule attributive.

L'arrêt de la Chambre civile semble bien en conformité avec la théorie de la Cour suprême permettant au stipulant de se réserver explicitement et implicitement la faculté de faire une nouvelle désignation ayant la valeur d'une stipulation pour autrui. Alors peu importe le moyen dont se sert l'assuré pour réaliser cette désignation, il faut y voir une simple déclaration attributive : « analogue à celle qu'on « rencontre dans les avenants d'attribution, c'est vers cette « dernière conception de l'endos que par une pente insen- « sible la jurisprudence tend depuis longtemps. L'arrêt du

(1) D. 1905, 4, 165.

(2) S. 1903, 2, 19, note de M. Wahl sous cet arrêt.

« 4 mai 1904 assimile pleinement l'endos d'une police d'assurance sur la vie à une simple formule attributive (1) ».

Il ne faudrait pas cependant croire la jurisprudence complètement fixée dans ce sens, quelques jours après la Chambre des requêtes le 15 mai 1905 (2) rend un arrêt en sens contraire.

Mais il faut remarquer que le cas était différent, la stipulation primitive ne contenait « la désignation d'aucun tiers « déterminé, la stipulation faite dans ces termes était régie « non par l'art. 1121 Code civil mais par 1122... » Le capital était donc tombé dans le patrimoine de l'assuré.

Nous nous étonnons avec M. Dupuich (3), que la Chambre des requêtes n'ait pas comme dans le cas du testament poussé l'assimilation plus loin avec l'avenant et qu'elle ne soit pas partie de la même idée de « réserve implicite » admise par l'arrêt du 7 août 1888.

En définitive, le cas était identiquement le même que celui solutionné par l'arrêt du 7 août, avec cette seule différence qu'il s'agissait ni d'endossement et non plus d'avenant. — La jurisprudence semble donc faire un pas en arrière et avec M. Dupuich (*loc. citée*) concluons en ces termes : « L'arrêt de la Chambre des requêtes... ne contient « donc pas, semble-t-il, une justification suffisante de la

(1) Dupuich en note, D. 1905, 1, 465.

(2) D. 1905, 1, 465.

(3) Note sous cet arrêt.

« solution qu'il adopte, car il ne permet pas de saisir quels
« motifs lui ont fait abandonner dans un cas spécial une
« théorie d'ensemble édifiée par la Chambre civile en 1888
« et 1904, et dont elle-même dès 1891, avait contribué à
« poser les bases ».

CHAPITRE II

DÉSIGNATION DU TIERS BÉNÉFICIAIRE

Nous venons de voir au chapitre précédent dans quels actes pouvait se faire la désignation, il nous reste à voir quelles conditions doit remplir la formule pour que cette désignation soit valable en tant que stipulation pour autrui. Cette question va se ramener, dans notre première section, à l'étude de la « volonté de désignation » selon l'expression de MM. Balleydier et Capitant (1) qui nous conduira à un rapide aperçu des formules habituelles de désignation, pour terminer dans notre section II par une critique de la jurisprudence relative aux personnes incertaines et futures.

SECTION I

Volonté de désignation

L'hypothèse à examiner se présente d'elle-même à la lec-

(1) *Op. cit.*, p. 570.

ture de l'arrêt de la Chambre civile du 15 décembre 1873 (1).
« Attendu que l'article 1121 ne peut recevoir d'application
« que lorsque la disposition est faite au profit d'une *per-*
« *sonne déterminée*..... que si le stipulant se borne à conve-
« nir que ce capital sera payé, lors de son décès, à ses
« héritiers, à son ordre ou aux personnes qu'il se réserve
« de désigner, la stipulation tombe sous l'application, non
« plus de l'article 1121, mais de l'article 1122 du Code
« civil..... que cette indication vague et indéterminée ne
« peut de son vivant conférer un droit propre à ses héritiers
« encore incertains ».

De cet arrêt, fort important en la matière, nous tirons cette conclusion avec M. le conseiller Crépon (2) :

1^o La désignation est-elle faite au profit d'une personne bien déterminée, c'est-à-dire lorsque le stipulant ayant désigné nominativement et individuellement, le tiers appelé au bénéfice recueilli, son droit en vertu de l'article 1121 du Code civil, c'est le cas normal sur lequel nous avons toujours raisonné jusqu'ici.

2^o La disposition est-elle faite au profit d'une personne indéterminée, c'est-à-dire lorsque le stipulant désigne, par exemple, « sa succession ou lui-même » comme bénéficiaires ; la désignation ici, volontairement « vague et indéterminée » fera tomber évidemment le bénéfice dans le

(1) S. 1874, 1, 199.

(2) S. 1888, 1, 121.

patrimoine de l'assuré, par application pure et simple de l'article 1122 du Code civil.

Nous connaissons les conséquences de cette seconde hypothèse : le bénéfice de l'assurance ne pouvant reposer sur la tête du bénéficiaire restera dans le patrimoine de l'assuré, il servira de gage à ses créanciers, tombera sous le coup de sa faillite, fera partie de sa succession, en un mot subira toutes les fluctuations de sa fortune. Il s'agit donc de rechercher à quelles conditions on pourra reconnaître une personne comme déterminée ou au contraire comme indéterminée.

En droit romain, au dire de Gaius : « *Incerta autem videtur quam per incertam opinionem animo suo testator subiecit* » (1). L'acception que se faisaient les Romains des personnes incertaines ou indéterminées était donc assez peu large, puisque le testateur devait pouvoir se représenter l'individualité du légataire. Ce qui excluait évidemment toutes les personnes futures et toutes celles dont sa pensée ne pouvait se former une idée précise. — Notre ancien droit a élargi ce cadre un peu étroit. C'est ainsi que nous voyons Pothier (2) admettre la validité du legs fait « par un testateur à celui qui épousera sa fille ou sa nièce », « il y a cependant là une personne dont le testateur ne peut se faire une opinion nette et déterminée.

(1) Gaius, 2, 238.

(2) *Traité des donations testamentaires*, chap. II, sect. 2, art. 5, n. 92, édit. Beugnet.

C'est sans doute de cette dernière conception plus élargie que s'est inspiré notre droit, car si nous prenons la définition donnée par Demolombe (1), les personnes incertaines ou indéterminées seraient celles : « dont l'acte même de « disposition ne détermine pas actuellement l'individualité « et n'indique non plus aucun moyen, aucun événement « par l'accomplissement desquels elles pourraient être plus « tard déterminées. »

Définition très explicite qui se ramène à cette idée : la personne désignée est-elle individuellement déterminée ou est-elle tout au moins déterminable (2)? Il s'agit donc de rechercher si les bénéficiaires sont « déterminables au « jour où la convention doit recevoir effet à leur profit » selon les propres termes de M. Planiol (3), qui nous cite à l'appui des cas de stipulations valables quoique faites au profit de personnes indéterminées actuellement mais qui ne le seront point toujours. Tels que : l'assurance contractée « pour le compte de qui il appartiendra » — « les clauses insérées en faveur des ouvriers dans les cahiers des charges » — les fondations au profit des pauvres.

Recherchons donc dans quels cas nous pourrions trouver des caractères suffisants de déterminabilité. — Pour cela, il suffira de passer en revue certaines formules habituelles de désignation que l'on retrouve le plus souvent dans les

(1) *Traité des donations et des testaments*, t. 1, n. 608.

(2) Cf. Lambert, thèse précitée, n. 129, Dupuich, n. 35.

(3) *Traité de droit civil*, 4^e éd., t. II, n. 1326.

polices. — Remarquons auparavant avec de nombreux arrêts (1) qu'il y a dans cette recherche de la déterminabilité une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux, que l'on ne saurait préjuger à priori.

Ajoutons que l'intention des parties doit d'abord guider les juges, en vertu du grand principe de l'art. 1156 du Code civil qui doit trouver ici plus que jamais son application. Nous n'admettrons cependant pas, comme M. Deslandres (2), qu'il faut établir une présomption en faveur des tiers indéterminés c'est-à-dire les présumer investis du droit direct. On ne saurait le suivre jusque là, le texte de l'art. 1122 du Code civil s'y oppose selon nous. Mais il nous laisse une large interprétation possible quand il dit : « On est censé avoir stipulé pour soi et pour « ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la « convention ». C'est donc la nature du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers dont le but est de favoriser le plus possible le bénéficiaire qui nous permettra dans certains cas d'élargir le cadre un peu étroit des formules.

§ 1. — Recherche de la Déterminabilité. — Les Formules.

Notre définition nous permet de dire que pour qu'un

(1) Chambre des requêtes, 15 juillet 1875, D. 1876, 1, 232. Ch. civ., 12 février 1877, D. 1877, 1, 342. Ch. civ., 2 juillet 1884, D. 1885, 1, 150. Ch. des requêtes, 22 juin 1891, S. 1892, 1, 177.

(2) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1891, pp. 174 et s.

tiers soit déterminé il n'est pas nécessaire que celui-ci soit désigné nominativement. M. Lefort(1) nous donne en effet des exemples de tiers déterminés, tels que : ma femme, ma fiancée, avec le nom et le prénom, mon père, mon mari, ma mère, etc.

Il suffit donc de la « personnalité » pour déterminer le bénéficiaire : « Il n'est pas nécessaire, dit un arrêt de « Besançon du 23 juillet 1872 (2), que le tiers appelé à profiter de la disposition soit nominativement désigné s'il « n'existe aucun doute sur les véritables bénéficiaires », on retrouve la même solution avec des termes analogues dans un autre arrêt de Besançon du 14 mars 1883 (3).

D'ailleurs rien dans les termes de l'art. 1121 du Code civil ne nous permet d'exiger une désignation nominative, en décider autrement serait certainement fort préjudiciable pour le développement des Assurances. Cette constatation fort importante va nous permettre de reconnaître dans des formules souvent un peu ambiguës une désignation suffisante pour admettre l'application de l'art. 1121 du Code civil.

a) *Désignation des héritiers, ayants-cause et ayants-droit.* — Certaines formules contiennent une désignation au profit : des héritiers, des ayants-cause ou ayants-droit. — On a pu y voir une désignation suffisante en partant de

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 137.

(2) D. 1872, 2, 220.

(3) D. 1883, 2, 129, *adde.* Trib. de Marseille, 16 juillet 1870, D. 1872, 2, 218.

l'idée que l'assuré ignorant des termes juridiques en faisant cette désignation ne considérerait pas seulement sa succession mais avait surtout en vue une catégorie de personnes tels que : ses ascendants, ses frères et sœurs, ses père et mère appelés à lui succéder. Le stipulant croyait par là assurer l'avenir des siens : « en désignant comme bénéficiaires du « contrat d'assurances ses héritiers, il se servait pour « exprimer sa volonté du langage usuel dans l'acceptation « vulgaire et non doctrinale du terme approprié à la cir- « constance et par conséquent s'appliquant à des individua- « lités et non à un être moral, son hérédité (1) ».

Cette acceptation très favorable aux bénéficiaires peut s'appuyer sur l'art. 1156, C. c. La commune intention des parties doit évidemment l'emporter sur le sens littéral des mots. Cette solution admise par d'autres tribunaux nous semble fort juste, étant donné que nous avons toujours reconnu qu'en notre matière il fallait interpréter les clauses dans un esprit très libéral.

Mais la jurisprudence reste en cela dans le domaine du formalisme, car elle ne s'est pas tout à fait dégagée d'une application rigoureuse des termes employés, en considérant ces sortes de désignation comme indéterminées et en dénaturant ainsi bien souvent la volonté des parties.

C'est ainsi que nous relevons de nombreux arrêts qui font

(1) Cour de Colmar, 27 février 1865, D. 1865, 2, 93.

(2) Rouen, 12 mai 1871, D. 1872, 2, 203. Dijon, 4 août 1875, D. 1880, 1, 170.

entrer le bénéfice dans le patrimoine du stipulant (1). Un arrêt du Tribunal de Marseille, du 16 juillet 1870 (2), est bien net à cet égard. « Attendu que dans l'espèce au lieu de se servir du mot enfant, ce qui eût dissipé tous les doutes, l'assuré a employé le mot héritiers c'est-à-dire une expression qui correspond à l'hérédité, à la continuation de la personne à la succession ». Il est vrai, le jugement le rappelle, que la mention héritiers était accompagnée du mot encore plus vague : ayant cause.

Cela nous amène à remarquer que la question se pose et s'est rencontrée pour la désignation au profit des ayants cause, ayants droit. A part quelques décisions isolées (3) considérant la désignation comme suffisamment déterminée la jurisprudence pour être logique avec elle-même devait à fortiori la condamner par analogie avec le cas précédent, ces termes étant encore plus vagues. — C'est dans ce sens que l'on trouve : l'arrêt précité du Trib. de Marseille, du 16 juillet 1870, celui d'Amiens, du 30 décembre 1873, D 1873 2-41 et l'arrêt déjà analysé du 15 décembre 1873, — ce dernier résume toute cette discussion en classant parmi les formules indéterminées toute désignation au profit : « des héritiers, à

(1) Trib. co. Colmar, 19 décembre 1864, D, 1865, 2, 93. Ch. civ., 7 février 1872, S. 1872, 1, 86. Besançon, 14 mars 1883, D. 1883, 2, 129. Arras, 27 mars 1872, D. 1872, 3, 38.

(2) S. 1872, 2, 65, cf. l'arrêt du 15 décembre 1873 précité.

(3) Paris, 5 avril 1867, D. 1867, 2, 221. Trib. Saverne, 21 mai 1869, D. 1870, 3, 13. Besançon, 23 juillet 1872, D. 1872, 2, 220. Dijon, 4 août 1875, D. 1880, 1, 170.

« l'ordre du souscripteur ou aux personnes que celui-ci se « réserve de désigner ».

Ce ne sont là que des exemples et il serait fastidieux et inutile d'énumérer un plus grand nombre d'arrêts, on ne peut ici que constater une tendance de la jurisprudence à voir dans les mots (héritiers, ayants droit ou ayants cause, à l'ordre du souscripteur) une désignation « vague et indéterminée ».

En cela, les auteurs approuvent nos tribunaux (MM. Lefort, t. 2, p. 138, Dupuich, n° 36, Balleydier et Capitant, p. 572), car ils partent de l'idée que l'assuré en contractant veut faire honneur à sa situation et que sa volonté n'est point de créer un droit propre au profit de ses héritiers (1). Interprétation possible à notre avis mais qui ne doit pas résister, nous le répétons encore, devant le moindre indice contraire puisque nous nous trouvons en présence de questions de fait, la présomption s'il pouvait y en avoir une devrait plutôt exister au profit des bénéficiaires.

b) Désignation des enfants. — 1° Enfants déjà nés ;

Dans le cas où les enfants sont désignés nominativement et individuellement, la question de déterminabilité ne

(1) A noter. « Il faut admettre aussi, dit à ce propos la Cour « d'Amiens du 30 décembre 1873, D. 1873, 2, 41, que le bien-
« être des siens ou leur avantage exclusif ne saurait être son seul
« mobile, qu'il peut et doit avoir également le sérieux souci de
« leur laisser un nom intact, et que le désir de remplir ses enga-
« gements avec honneur n'a pas moins sujet de le pousser à
« augmenter son patrimoine par les chances d'un contrat dont il
« bénéficie même de son vivant. »

saurait se poser car nous rentrons dans le cas d'application de l'article 1121, le tiers étant bien déterminé.

La question que nous nous proposons d'étudier est celle de la désignation sous le terme générique d'enfants ; supposons d'abord pour plus de simplicité tous les enfants nés.

Certains auteurs (1) considèrent cette désignation comme indéterminée. Les enfants recueilleraient alors le bénéfice à titre héréditaire. La jurisprudence manquant encore de hardiesse suit ce mouvement et refuse aux enfants « toute attribution immédiate et effective (2) ». Un arrêt d'Amiens (3) en ce sens semble nous donner la raison de cet ostracisme, car pour lui le terme générique d'enfants comprendrait ceux « nés et à naître », c'est-à-dire des personnes encore inconnues qui seront un jour ses héritiers. Cette stipulation est ainsi faite au profit des enfants à naître, autrement dit de personnes futures dont la désignation, comme nous le verrons, n'a jamais été admise par la jurisprudence.

Ces solutions nous semblent souvent injustes et contraires à la volonté du père de famille. Cependant, l'arrêt de la Chambre civile du 7 février 1877 (4) considérant qu'il y avait dans cette appellation d'enfants une assimilation avec les héritiers appelés à la succession, puisque dit l'arrêt « l'attri-

(1) Lefort, t. II, p. 137, Dupuich, n. 37.

(2) Paris, 1^{er} août 1879, D. 1881, 1, 401.

(3) 19 décembre 1877, D. 1878, 2, 224, *adde.*, Lunéville, 30 mars 1881, D. 1882, 1, 150.

(4) D. 1877, 1, 337. Req. 27 janvier 1879, D. 1879, 1, 230.

« bution du capital (était) faite aux enfants héritiers ou
« ayants droit par une disposition commune et conçue en
« termes identiques » devait, conformément à la jurispru-
dence relatée plus haut, décider logiquement que le béné-
fice serait recueilli à titre héréditaire.

En principe, nous ne saurions admettre cette tendance jurisprudentielle qui ne répond pas au but de prévoyance de notre institution.

Déjà nous avons remarqué avec regret le formalisme apporté à l'interprétation de la clause en faveur des héritiers et maintenant nous comprenons encore moins ce formalisme, étant donnée la précision beaucoup plus grande que comporte le terme d'enfants.

La jurisprudence n'a pas cependant assimilé dans tous les cas les enfants aux héritiers en vertu d'un principe que nous avons déjà reconnu (1) : que cette question doit se résoudre par une interprétation de la volonté de l'assuré et qu'il faut ainsi laisser aux juges du fait le soin de décider. Aussi les tribunaux ont-ils admis dans certains cas cette désignation comme suffisante. Dans certaines espèces, le doute ne semble plus possible : l'assuré a stipulé au profit de ses enfants nés et vivants (2), ou simplement au profit de ses enfants nés (3), ou lorsque le mot enfants se trouve en opposition avec le mot héritiers ceux-ci étant appelés

(1) Ch. civ. 2 juillet 1884, S. 1885, 1, 5.

(2) Douai, 6 décembre 1886, D. 1888, 2, 140.

(3) Rennes, 5 décembre 1899, D. 1903, 2, 377.

subsidairement, ou lorsque l'assuré est veuf ou que lui et sa femme sont parvenus à un âge avancé (1).

§ 2. — *Enfants à naître*

Jusqu'à présent, nous avons considéré les tiers indéterminés quant à leur individualité, si l'on peut dire ainsi, mais il est possible qu'ils le soient quant à leur existence, c'est le cas des personnes futures.

La désignation des enfants à naître est-elle valable, c'est-à-dire peut-on la considérer comme déterminée ? Remarquons tout d'abord que la jurisprudence, logique avec elle-même, a considéré cette désignation comme vague et indéterminée. Un arrêt de la Chambre civile du 7 février 1877 (2) bien net à cet égard, assimile la dénomination générale « d'enfants » à une disposition faite au profit de personnes futures ou du moins incertaines et leur refuse ainsi de leur conférer un droit personnel au bénéfice de l'assurance.

Le mot « enfants » implique dans l'idée et des enfants déjà nés et de ceux à naître. On pourrait à la rigueur « valider, dit un arrêt de Lyon, 9 avril 1878 (3), la disposition en supposant qu'il n'avait voulu contracter qu'en

(1) Nancy, 25 février 1882, D. 1885, 1, 150.

(2) D. 1877, 1, 377.

(3) D. 1879, 2, 158.

« faveur des enfants nés et vivants au moment de la signature de la police ». Il en résulte donc que la dénomination d'enfants à naître, impliquant désignation au profit de personnes futures, c'est-à-dire indéterminées, ne sera pas valable (1).

A priori donc pour la jurisprudence la qualification d'enfants à naître rendant la désignation future ne saurait lui conférer qu'un caractère indéterminé. Elle avait bien admis dans certains cas, quand il s'agissait d'enfants vivants que, le doute ne pouvant exister, la déterminabilité était alors reconnue suffisante pour créer un droit propre aux bénéficiaires. Mais il suffit que la qualification « d'enfants à naître » intervienne, nous sommes en présence de personnes futures, donc indéterminées.

Qu'arrivera-t-il alors, les enfants à naître ne pouvant acquérir de droit propre, dans le cas spécial où la désignation comprendra, ce qui est fréquent : les enfants nés et à naître ? La stipulation va-t-elle tomber pour le tout ou accroître aux enfants déjà nés ; autrement dit, le bénéfice va-t-il faire partie de l'hérédité ou sera-t-il attribué aux enfants vivants seulement ? En admettant le point de vue de la jurisprudence il faut décider que la stipulation doit tomber pour le tout.

C'est, à notre avis, plus logique et plus conforme à l'inten-

(1) Besançon, 23 décembre 1891, D. 1892, 2, 411. Rennes, 5 décembre 1899, D. 1903, 2, 377. Agen, 22 novembre 1880, D. 1882, 2, 221.

tion de l'assuré qui très certainement a voulu attribuer un droit égal à ses enfants sans aucune distinction entre les enfants déjà nés et ceux dont la naissance serait postérieure à la signature du contrat. C'est ce qu'habituellement ont décidé les tribunaux (1) justement approuvés en cela par Labbé (2).

A ce propos permettons-nous une digression qui trouve bien ici sa place, car on peut lui appliquer le même raisonnement. La stipulation *conjointe* donne-t-elle lieu à l'accroissement? La question se pose dans le cas où plusieurs bénéficiaires (souvent les enfants ou la femme et les enfants) sont désignés. Si un des bénéficiaires vient à décéder avant d'avoir accepté sa part : celle-ci va-t-elle retomber dans le patrimoine du stipulant ou va-t-elle accroître celle des autres bénéficiaires? Ici la question d'intention semble plus douteuse, car l'espèce diffère du cas précédent en ce que la stipulation ne doit pas, ici, tomber pour le tout puisqu'elle subsiste à l'égard des bénéficiaires survivants. Nous croyons cependant que l'accroissement serait illogique et contraire à l'intention des parties puisque le droit du tiers semble attaché exclusivement à sa personne (3).

C'est encore là une question de fait selon M. Dupuich

(1) Lyon, 9 avril 1878, D. 1879, 2, 158. Agen, 22 novembre 1880, D. 1882, 2, 221. Besançon au 22 décembre 1891 précité.

(2) Note au S. 1894, 1, 161.

(3) Lascour, *Traité d'assurance sur la vie*, n. 67.

n. 38, c'est ainsi qu'un arrêt de Douai du 14 août 1890 (1) a pu admettre l'accroissement.

Pour terminer cette question des formules de désignation il y a un cas qui se rencontre quelquefois, c'est celui où il y a un tiers nommé subsidiairement en cas de défaut du premier. Dans cette hypothèse la première stipulation tombée, la seconde désignation vaudra selon ses règles propres (2). Il ne saurait plus ici être question de mettre sur le même pied les bénéficiaires subsidiaires et les premiers bénéficiaires en leur donnant des droits égaux à ces derniers. La nullité de la première stipulation ne pourrait entraîner celle de la seconde, la volonté de l'assuré étant précisément d'obtenir l'inverse de ce résultat. Il y a en somme deux stipulations bien distinctes, l'une étant soumise quant à son existence à la défaillance de la première.

SECTION II

Critique de la théorie jurisprudentielle sur les personnes futures

Nous venons de voir que la jurisprudence des cours d'appel se refusait à considérer comme valable la désignation au profit des personnes futures, pour elles en

(1) D. 1892, 1, 205.

(2) Dijon, 4 août 1875, D. 1880, 1, 170. Nîmes, 25 février 1880, D. 1880, 2, 181.

somme ce sont des tiers qui revêtent à la fois deux caractères incompatibles avec l'acquisition d'un droit propre :

1^o L'indétermination et l'incertitude ;

2^o La qualité de personnes futures.

1^o Nous savons que la question des personnes indéterminées doit se résoudre, selon Demolombe et M. Planiol, par cette seule question : le tiers est-il déterminable au jour où la convention doit recevoir effet, c'est là un fait facile à constater. Au moment où le capital doit être attribué aux bénéficiaires ces derniers sont-ils déterminables ? Les enfants qui au moment de la stipulation étaient des personnes futures sont-ils vivants ou tout au moins conçus à l'époque de la réalisation du contrat ? A l'appui de la validité des stipulations au profit de personnes indéterminées à l'époque de la convention mais déterminables par la suite nous pouvons citer, avec M. Saleilles (1), l'exemple du contrat d'adhésion, c'est ainsi que l'on a pu admettre le contrat d'utilité publique qu'une ville passe au profit de ses habitants. Cassat. belge, 21 juillet 1888 (2).

2^o Cet exemple va nous fournir un argument contre l'objection principale des tribunaux. En admettant que l'indétermination des enfants à naître soit insuffisante pour faire annuler la stipulation à leur profit, leur seule qualité de personnes futures, semble dire la jurisprudence, sera suffisante pour amener ce résultat. En effet, les articles 725 et

(1) *Théorie générale de l'obligation*, nn. 248 et s.

(2) S. 1888, 4, 9.

906 C. civ. partent d'un principe certain et général au dire de M. Mulle (1), car « ce qui n'existe pas ne peut avoir de « droit », et c'est ainsi que les personnes non conçues sont incapables. De plus, les assurances contractées au profit de personnes futures impliquent nécessairement un caractère de gratuité puisqu'aucune contrepartie n'est possible entre deux personnes dont l'une n'a encore aucune existence juridique, d'où l'incapacité spécialement édictée par les articles précités pour les acquisitions à titre gratuit finira à l'égard des enfants à naître.

Ces articles 725 et 906 n'ont pas, à notre avis, une portée générale, et il ne faudrait pas les sortir du cadre étroit pour lequel ils ont été établis car en matière d'incapacités tout est de droit étroit.

D'abord, l'art. 725 ne saurait s'appliquer qu'en matière de testament car cet article n'est que la traduction du vieux proverbe : « la mort saisit le vif... », de même que l'art. 906 n'a été établi que pour prohiber les donations faites directement à une personne non conçue (2) et non celles recueillies indirectement par l'intermédiaire d'autrui, en l'espèce par celui de la compagnie. D'autre part, une étude historique de ces articles nous le ferait saisir et nous amènerait à admettre que la tradition n'avait pas fait une règle générale de l'incapacité des personnes futures. Nous ne saurions entreprendre cette démonstration, nous ne pouvons que

(1) Note au D. 1877, 4, 338.

(2) Planiol, *Traité de droit civil*, t. III, n. 2916, 2^e éd.

renvoyer à la thèse précitée de M. Lambert (1) et à une note de M. Dupuich (2), combattant cette interprétation donnée par M. Mulle à la suite de la jurisprudence.

Ne voyons-nous pas cette dernière, en dehors de la matière des assurances, admettre des cas de stipulation pour autrui (3) au profit de personnes futures. On peut citer, dans ce sens, l'exemple classique des fondations (donations avec charge au profit des pauvres), celui de contrat d'utilité publique que nous rapportons plus haut... etc. Pourquoi alors refuser une telle solution à notre institution des assurances ?

D'ailleurs tournons nos regards du côté du Code civil : ne voyons-nous pas par l'art. 1130 admettre la convention portant sur des choses futures ? M. Deslandres (4), à ce propos, émet l'opinion que si en parlant de 1130 on reconnaît la validité de la vente d'une chose future, pourquoi à l'instar d'une vente conditionnelle n'admettrait-on par une stipulation conditionnelle ? De même que dans le premier cas l'existence de la chose est *in conditione*, de même dans le second l'existence du bénéficiaire serait *in conditione*. Raisonnement d'analogie il est vrai mais qui a bien sa valeur.

L'art. 1082 nous paraît plus probant encore, l'analogie nous semblant ici encore plus grande avec notre cas quand

(1) N. 148 et s.

(2) D. 1903, 2, 377.

(3) Cf. Dupuich, note précitée.

(4) *Rev. crit. de législation et de jurisprudence*, pp. 174 et s.

il permet aux pères et mères de : « disposer de tout ou « partie des biens qu'ils laisseront au jour de leur décès « tant au profit desdits époux qu'au profit des enfants à « naître de leur mariage ». Cet article ne résout-il pas un cas identique au nôtre en validant une convention portant non plus sur une chose future, mais faite au profit de personnes futures. A ce cas, nous pourrions ajouter encore ceux où la substitution contractuelle est permise en vertu des articles 1048 et 1049 du Code civil.

N'y a-t-il pas, de plus, là une preuve que la règle de l'incapacité des personnes non conçues, établie par les articles 725 et 906 du Code civil, n'a pas une portée générale.

On comprendra mieux peut-être cette résistance de la jurisprudence, si nous nous rappelons que les Cours d'appel se sont difficilement dégagées de l'idée d'offre pour expliquer la stipulation. — On conçoit assez mal, en effet, une sollicitation faite à une personne dont l'existence est hypothétique.

Tandis que dans le système de la stipulation avec création d'un droit direct, nous pouvons dire que si « les parties sont libres de subordonner l'acquisition directe à tel « délai ou à telle condition qu'il leur plaît, il faut en conclure que si un droit a été stipulé au profit d'un tiers non encore né, la stipulation est valable puisque les parties « peuvent toujours subordonner l'acquisition du droit à un « délai et à telle condition qu'il leur plaît », nous dit

M. Saleilles (1). — Il ne resterait donc plus que l'indétermination pour rendre la désignation inefficace.

Aussi croyons-nous qu'une législation sur les assurances ne ferait point de difficultés pour admettre, comme l'article 55, alinéa 4, du projet de loi de 1904, parmi les bénéficiaires déterminés « les enfants nés et à naître sans qu'il soit « nécessaire d'inscrire leur nom dans la police », alors que l'article 58, selon le desiderata des auteurs, ne reconnaît pas ce caractère de bénéficiaires déterminés aux : héritiers et ayant cause, suivant ici en cela la jurisprudence qui ne tient peut-être pas toujours compte de la volonté du souscripteur en le décidant ainsi.

Nous avons vu, dans notre première partie, quelle était la nature des rapports juridiques au regard de l'assuré et du bénéficiaire. — Dans notre seconde partie nous avons recherché de quelle façon s'établissait ces rapports, en étudiant dans quels actes et par quels modes devait se faire l'attribution pour qu'il y ait création d'un droit direct au profit du bénéficiaire. — Il nous reste à voir dans notre troisième partie les rapports d'acceptation et de révocation liant le tiers et l'assuré pour que l'acquisition du capital soit définitive à l'égard du bénéficiaire.

(1) *Op. cit.*, nn. 248 et s., cf. Deslandres, *loc. cit.*

TROISIÈME PARTIE

Rapports de l'assuré et du tiers bénéficiaire

CHAPITRE PREMIER

ACCEPTATION DU TIERS BÉNÉFICIAIRE

Nous nous proposons de voir dans ce chapitre en quoi consiste l'acceptation. Nous chercherons en premier lieu à démontrer que celle-ci n'étant pas une formalité nécessaire à l'acquisition du droit, elle ne peut être qu'une prise de possession de ce droit, en second lieu se placera l'étude des conditions de forme, c'est alors que nous verrons (§ 3) à quelle époque doit intervenir l'acceptation : cette dernière est-elle possible après la mort de l'assuré ? Dans un 4^e paragraphe nous nous demanderons qui peut accepter (cas spécial du père administrateur), enfin pour terminer nous indiquerons l'effet principal de l'acceptation : l'irrévocabilité du droit du bénéficiaire.

§ 1. — *L'acceptation n'est point constitutive
du droit du tiers*

Nous avons repoussé la théorie qui voit dans l'assurance au profit d'un tiers une offre qui réclame nécessairement pour produire effet l'acceptation de ce tiers. — Jusqu'à cette acceptation il ne fallait voir dans la désignation qu'une simple pollicitation toujours instable, que la seule volonté du pollicitant pouvait faire tomber et que le concours de volonté de l'assuré et du tiers rendait seul irrévocable.

C'est ce que nous dit fort bien un arrêt de Douai du 14 août 1890 (1). « Ce qui, jusqu'à ce moment, n'a été qu'une « simple pollicitation restée à la discrétion du stipulant « toujours maître de la retirer est devenu irrévocable dès « que l'acceptation de l'offre, en réunissant les deux « volontés, en a fait un contrat. » L'acceptation serait ici constitutive ou mieux acquisitive du droit du bénéficiaire.

Mais nous nous sommes tenus à l'idée que la stipulation de l'assuré produisait un effet direct à l'égard du bénéficiaire, son droit naissant au jour du contrat sans qu'une acceptation soit nécessaire pour opérer attribution à son profit. L'acceptation dans ce système n'est donc point acquisitive de droit (2), elle ne saurait être qu'une prise de

(1) D. 1892, 1, 205, *adde.* Besançon, 11 novembre 1898, D. 1899, 2, 81.

(2) Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 543.

possession de ce droit. Nous croyons y voir une application du principe : *invito beneficium non datur* personne ne peut être obligé de subir les conséquences d'un contrat auquel il n'a pas été partie, ce serait en somme une simple renonciation du droit de renoncer.

Cette acceptation ne peut donc avoir d'autre but que de consolider le droit sur la tête du bénéficiaire, elle a, autrement dit, un effet confirmatif (1). D'ailleurs si nous examinons les termes de l'article 1121, ceux-ci loin de nous contredire nous sont au contraire très favorables. « Celui, y
« est-il dit, qui a fait cette stipulation ne peut plus la révo-
« quer si le tiers a déclaré vouloir en profiter. » Cette acceptation n'étant ainsi qu'une simple déclaration que le tiers veut bien profiter de la stipulation, on doit conclure nécessairement à la regarder comme une simple prise de possession du droit. A la lecture de l'arrêt du 8 février 1888 (2) qui nous a servi de base pour établir le système du droit direct, nous reconnaissons bien ce caractère confirmatif de l'acceptation. « Attendu, dit-il, qu'à la vérité ce droit peut-être révoqué par le stipulant mais qu'il devient irrévocable du jour où le tiers a déclaré vouloir en profiter, que l'article 1121 n'impose aucune autre condition de validité. »

(1) Lambert, nn. 73 et s. Dupuich, n. 47.

(2) D. 1888, 1, 193.

(3) Trib. civ. de Seine, 4 Juillet 1882, *Journ. des Ass.*, 1882, p. 520. C. civ., 8 avril 1895, D. 1895, 1, 441.

§ 2. — *Formes de cette acceptation*

Nous avons vu que lorsque l'assurance sur la vie a pour objet de réaliser une libéralité elle n'a pas besoin de revêtir les formes de donations entre-vifs, par la simple raison qu'elle est l'accessoire d'un contrat à titre onéreux. Nous ne reviendrons donc pas sur cette question.

De plus l'article 1121 ne nous indique aucune règle de forme particulière. Nous en déduisons donc qu'elle peut être « tacite ou expresse », la question est admise sans aucune contestation par la doctrine (1) et par la jurisprudence. L'acceptation peut « être expresse ou tacite », affirmation que l'on rencontre fréquemment dans les arrêts (2).

a) Elle peut d'abord être expresse, dans ce cas aucune difficulté ne saurait surgir, pourvu que la formule dont se sert le bénéficiaire soit suffisamment nette et que le doute ne puisse exister. L'acceptation dans ces conditions produira tous ses effets. Il n'y aura donc qu'une simple déclaration du bénéficiaire : qu'il entend profiter de l'assurance (3). Cette déclaration dans l'hypothèse où l'assurance revêt un caractère onéreux se fera dans le corps même de la police ou de l'avenant, dans l'hypothèse inverse elle

(1) Lefort, t. II, p. 105. Dumaine, n. 50. Herbault, n. 242.

(2) Caen, 14 mars 1866, D. 1877, 2, 131. Bordeaux, 21 mai 1885, D. 1888, 1, 198. Rouen, 21 mars 1893, D. 1894, 2, 171. *Contra* : arrêt du Trib. d'Orléans, 28 décembre 1886, D. 1888, 2, 140, (qui exige une acceptation expresse).

(3) Trib. d'Epernay, 17 août 1882, D. 1883, 3, 71.

pourra se produire dans tout acte postérieur à cette police ou à cet avenant.

b) L'acceptation peut aussi être tacite. Nous venons de l'admettre avec les auteurs et la jurisprudence. Mais à quel signe reconnaître lorsqu'il y a acceptation tacite ? M. Lefort (1) nous répond que l'acceptation tacite « doit résulter d'un « acte ou d'un fait ne laissant aucun doute sur la manifesta-
« tion de la volonté du bénéficiaire d'accepter la stipulation
« faite à son profit. » En somme cela revient à dire, avec le tribunal de Nantes du 15 mai 1899 (2) qui emploie une formule identique, qu'il n'y a plus là qu'une question de fait (3).

Quelques exemples pourront nous édifier à ce sujet, aussi on a pu regarder avec juste raison comme suffisant pour constituer une acceptation le fait : du concours du bénéficiaire au contrat d'Assurance (Chambre civile, 28 mars 1877; D 1877, 1, 241); celui pour le bénéficiaire de réclamer à la Compagnie le montant de l'Assurance (Bordeaux, 21 mai 1885; D 1888, 1, 198); celui pour le bénéficiaire de défendre à une demande en validité d'une saisie-arrêt faite par les créanciers de la Compagnie (Tribunal de Bernay, 21 décembre 1880, S 1882, 2, 40); celui pour le mari intervenant au contrat en vue d'autoriser sa femme qui stipule à son profit (Paris, 5 mai 1899; D 1901, 2, 240).

(1) Lefort, *loc. cit.*, t. II, p. 105.

(2) D. 1903, 2, 377.

(3) Dupuich, n. 50. Ch. des requêtes, 23 janvier 1889, D. 1890, 1, 73. C. de Rouen, 21 mars 1893, D. 1894, 2, 171.

Dans d'autres cas les tribunaux se sont refusés à reconnaître une acceptation dans le fait : pour une femme d'avoir été présente au moment où ont été arrêtées les conditions du contrat qui devait devenir définitif par la ratification du directeur (Tribunal de Nantes, 15 mai 1899, au D 1903, 2, 377), le contrat dans ce cas n'était pas « définitivement créé » comme le fait remarquer le tribunal ; dans celui pour une femme de s'engager solidairement avec le mari au paiement des primes pour conserver le gage dont le transfert était promis par ce dernier au profit d'un créancier (Rouen, 21 mars 1893 ; D 1894, 2, 171), il y aurait plutôt là la négation d'une acceptation qu'une acceptation proprement dite comme le fait remarquer la Cour : dans celui pour le bénéficiaire de donner avis à l'assureur du décès du stipulant (Douai, 10 décembre 1895 ; D 1896, 2, 417) ; dans celui pour une femme bénéficiaire d'avoir cédé de concert avec son mari (l'assuré) le bénéfice de l'assurance quand ce prétendu acte de cession est reconnu frauduleux (Req., 23 janvier 1889 ; S 1889, 1, 353).

Il semble bien qu'on pourrait regarder comme une acceptation tacite le fait pour le bénéficiaire de continuer le paiement des primes. Cette question que nous ne trouvons pas résolue par les tribunaux semble avoir été admise implicitement par deux arrêts (1) : celui du 29 juin 1896 notamment nous dit que : « le stipulant a la faculté de rendre nuls les « effets de la convention par le non paiement des primes

(1) Ch. civ., 29 juin 1896, 1, 361. Ch. civ., 2 juin 1884, D. 1885, 1, 150.

« au cas où elles ne seraient pas payées par d'autres », c'est donc au contraire que le paiement des primes par d'autres rend la convention valable et irrévocable.

§ 3. — *Qui peut accepter ?*

En principe toute personne peut accepter. Seuls la femme, les mineurs, ou les interdits ne sauraient accepter. Toutefois il suffit pour la femme, selon les articles 217 et 219, C. c., d'être autorisée de son mari en définitive *ne uxor turpem quæstum faciat*.

Pour le cas du mineur non émancipé il faudra recourir au tuteur autorisé du conseil de famille, art. 463, 509 et 935, C. c.

Quant au mineur émancipé il sera capable d'accepter avec le concours de son curateur, 935, C. c.

Ce ne sont là que des cas d'application des règles de la tutelle et de l'interdiction, mais il s'est rencontré souvent une hypothèse originale et curieuse : le père du mineur étant son seul représentant ayant qualité pour accepter et recevoir, l'acceptation d'une assurance faite par un père à son fils ne résultera-t-elle pas implicitement de la stipulation même ? En d'autres termes peut-on considérer comme une acceptation tacite le seul fait pour ce père de contracter une assurance au profit de son fils ?

Au premier abord il semble que le père étant la seule personne qui puisse accepter pour le mineur, refuser de voir une acceptation tacite dans le fait même de la stipulation

c'est refuser à ce mineur les avantages de l'acceptation tacite « puisqu'autrement l'acceptation aurait été impossible « au profit du mineur » selon les propres termes d'un arrêt d'Orléans du 26 mars 1887 (1). — Nous répondrons à cela qu'une acceptation expresse postérieure au contrat, faite par le père étant toujours possible, l'inconvénient est bien faible.

Cette opinion d'acceptation implicite soutenue notamment par Herbault (2) a trouvé crédit dans certaines décisions (3).

Remarquons en premier lieu que si l'on adopte la théorie de l'offre nous concevons assez mal ce double rôle joué par le stipulant (de pollicitant et d'acceptant, c'est que, selon Labbé (4), « une même personne ne saurait dans un acte rem-
« plir à la fois deux rôles essentiellement différents, celui d'au-
« teur d'une libéralité et celui de bénéficiaire acceptant, deux
« volontés nécessairement distinctes parce qu'elles sont
« destinées à concourir se réduiraient à deux mouvements
« de volonté successifs se produisant dans une même per-
« sonne ce qui est impossible. » Aussi voyons-nous des auteurs partisans de l'offre, Lefort, Laurent et Delise (5), repousser

(1) D. 1888, 2, 140.

(2) *Op. cit.*, n. 242.

(3) Cours de Caen, 11 janvier 1863, *Journ. des Ass.*, an. 1863, p. 234. C. de Bruxelles, 2 août 1866, *Journ. des Ass.*, an. 1867, p. 15. Orléans, du 26 mars 1887, précité. Lyon, 14 avril 1892, *Journ. des Ass.*, an. 1893, p. 20.

(4) S. 1889, 1, 290.

(5) Lefort, t. II, pp. 105-106. Laurent, t. XII, n. 249. Delise, S. 1889, 1, 292.

avec énergie cette interprétation car « nemo potest esse auctor in rem suam... Ces auteurs s'appuient à juste titre sur l'autorité de Furgole disant à propos de l'art. 7 de l'ordonnance de 1731 que : « le Donateur ne pouvait pas soutenir les « qualités de donateur et donataire entre lesquelles il doit y « avoir une différence spécifique. » Ceux-ci, se refusant à admettre l'acceptation par le père administrateur, se demandaient qui remplacerait celui-ci ; sans vouloir entrer dans la discussion, constatons seulement qu'ils reconnaissaient ce droit au subrogé tuteur ou à un tuteur ad hoc (1).

Oui, va-t-on nous répondre, dans la théorie admise du droit direct il n'y a point de contrat de donation, ce raisonnement ne saurait donc plus s'appliquer. L'acceptation n'étant plus constitutive du droit, elle n'est plus un élément nécessaire à son acquisition, d'où pourquoi ne pas admettre l'acceptation tacite par le père, l'acceptation se réduisant pour nous à une simple formalité.

C'est une autre raison qui nous fera repousser, avec M. Dupuich (n. 51), l'acceptation implicite du père... L'admettre reviendrait en effet à dire qu'une « semblable acceptation emporte renonciation pour le stipulant au droit de révoquer la stipulation (2). Or si le droit de révocation est de l'essence de la stipulation, il est encore et « surtout de l'essence même du contrat d'assurance » (3).

(1) Demolombe, *Traité des donations*, t. III, nn. 197-198.

(2) Ch. civ., 25 avril 1903, D. 1904, 1, 150.

(3) Bordeaux, 12 août 1889, *Annales de dr. com.*, 1890, p. 37.

Or la renonciation à un droit ne saurait se présumer (1), « elle nécessite une manifestation non équivoque » de la part du renonçant pour la Chambre civile, arrêt précité du 25 avril 1903.

C'est donc en arriver à dire que l'acceptation par le père administrateur légal, si elle ne peut être tacite, doit forcément être expresse en fait.

Nous pensons donc avoir démontré que l'on ne peut concevoir une acceptation implicite tacite résultant de la stipulation même, soit que l'on parte de l'idée d'offre (2) en raison de l'impossibilité de réunir selon le mot de Furgole les deux qualités de « donateur et donataire » dans la même personne du donateur, soit que l'on se fonde sur l'idée de droit direct en raison de l'impossibilité d'une renonciation tacite à son droit de la part du titulaire (3).

Ajoutons pour terminer que le père n'a pas à provoquer aux termes de 942 C. civ. la nomination d'un tuteur *ad hoc* pour que ce dernier accepte « une libéralité que le père était libre de ne pas faire » (4). Ce serait alors, en rendant le droit au bénéfice irrévocable, obliger d'une autre façon le père à renoncer à son droit de révocation, ce qui serait alors retomber dans le même reproche que pour le cas de l'admission de l'acceptation implicite tacite.

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., t. 4, § 323.

(2) Besançon, 11 novembre 1898, D. 1899, 2, 81.

(3) Dupuich, note au D. 1899, 2, 81. Lascour, *op cit.*, n. 59. Trib. d'Orléans, 28 décembre 1886, D. 1888, 2, 141.

(4) Agen, 25 mai 1894, D. 1895, 2, 515.

§ 4. — *Epoque de l'acceptation*

Quand l'acceptation doit-elle se produire? Vieille question qui a été l'objet de nombreuses controverses. Une division fort simple s'offre à notre esprit :

1° L'acceptation *ante mortem stipulatoris* ;

2° L'acceptation *post mortem stipulatoris*.

1° *Ante mortem stipulatoris*. — Cette première combinaison ne saurait nous arrêter et n'a d'ailleurs jamais suscité l'ombre d'une difficulté. — L'acceptation dans cette hypothèse produit alors son effet principal : rendre la stipulation irrévocable, c'est-à-dire empêcher tout retour de volonté du stipulant. Il ne reste plus qu'à transposer ce principe admis par tous dans le contrat d'assurance et on dira que le bénéficiaire après son acceptation se trouvera définitivement titulaire du droit à l'indemnité, sauf certaines règles spéciales à la matière (telles que la limitation de ce droit par le non paiement des primes).

2° *Post mortem stipulatoris*. — Ici les auteurs se divisent sur la question de la validité de l'acceptation *post mortem*. Deux grands courants avec des variantes selon les auteurs se sont formés.

A) Le premier système exige l'acceptation avant la mort sous peine de déchéance. — C'est celui des partisans de l'offre, tels que Laurent, t. 15, n° 571 (1).

(1) Mourlon, Répét. écrites, t. II, n, 1078. Colmet de Santerre, t. 5, n. 33 *bis*, VIII, p. 44. Herbault, nn. 244-246.

Ces auteurs, analysant la stipulation par l'idée d'une offre pure et simple, devaient fatalement arriver à conclure que l'offre du pollicitant tombait à sa mort et par suite aucune acceptation n'était plus possible ; résultat tout à fait inadmissible, contraire à l'essence même de notre contrat où le bénéficiaire ne peut dans la majorité des cas accepter qu'après la mort de l'assuré, en fait la conséquence serait ainsi la condamnation presque complète d'une institution aussi avantageuse. — C'est d'ailleurs la raison principale qui nous a fait rejeter avec la majorité une théorie édifiée à propos de la stipulation et non des assurances.

B) Le second système permet l'acceptation après la mort de l'assuré.

α) Opinion de *Duranton*. — *Duranton* (1), suivi en cela par *Aubry et Rau* (2), admet l'acceptation *post mortem*, mais, par contre, il accorde aux héritiers du stipulant « le droit, dit « *Duranton*, qu'avait leur auteur de révoquer la stipulation » tant que le tiers ou ses héritiers ne l'ont point acceptée.

Nous répondrons que le droit de révocation ou celui de l'acceptation, comme nous nous proposons de le voir par la suite, est essentiellement personnel et ne saurait ainsi passer aux héritiers. Nous retrouvons d'ailleurs la même raison que plus haut pour repousser cette opinion : l'incompatibilité du contrat avec ce droit quelque peu exorbitant des héritiers.

(1) T. X, nn. 248 et 249.

(2) T. IV, § 343 *ter*, p. 523, 5^e édit. et note 27.

Remarquons que ce système se conçoit bien : les héritiers étant continuateurs de la personne du défunt, la pollicitation ne tombe pas et le droit de révocation qui ne vas pas sans elle subsiste aussi pour eux. — En définitive, pour Duranton, la mort du stipulant ne rend pas encore la stipulation irrévocable, il faut attendre l'acceptation du tiers ou de ses héritiers.

β) Dans une autre opinion plus généralement adoptée : le décès du stipulant rend la stipulation irrévocable. C'est celle émise par Demolombe (1) et de nombreux auteurs (2). — Le conseiller Crépon nous rappelle dans une note au Sirey (S. 1888, 1, 1) que la question remonte au jurisconsulte Scævola « qui, nous dit-il, présentait cette question « comme controversée et n'hésite pas à décider que l'acceptation *post mortem* est valable à condition bien entendu « que le donateur n'ait pas retiré la libéralité. » Pothier (3) est aussi de cet avis, « la mort du donateur, dit-il, empêche « qu'il ne puisse désormais intervenir un consentement « contraire. »

Demolombe (*loc. cité*) justifie cette décision en disant que la stipulation pour autrui n'est qu'un mode, une charge d'un contrat formulé par la volonté des deux parties qui y figuraient, l'une des deux étant décédée, le principe : (*nihil tam naturale est quaeque eodem modo dissolvi quo*

(1) T. III du *Traité des donations*, nn. 92-94.

(2) Lefort, t. II, pp. 107 et s. Crépon, S. 1888, 1, 121.

(3) *Traité des obligations*, n. 73.

colligata sunt) ne peut jouer, il ne saurait donc plus y avoir de changement dans le contrat, la libéralité subsiste sans modification possible.

γ) Quant à nous, la solution de l'acceptation *post mortem stipulatoris* ne fait pas de doute si l'on se place dans la théorie qui confère un droit personnel et immédiat au tiers, soumis il est vrai au droit de révocation du vivant du stipulant, mais indépendant de l'acceptation. Cette acceptation, simple déclaration du tiers qu'il entend s'approprier le droit, peut alors intervenir à tout instant (1). Ajoutons que cette interprétation est bien conforme à l'esprit du contrat d'assurance et à la tendance de la jurisprudence qui est de favoriser autant que possible le droit des bénéficiaires.

C) *Le droit d'acceptation passé-t-il aux héritiers du bénéficiaire ?* Nous ne le croyons pas (2) car à notre avis le contrat d'assurance est un contrat : « *Intuitu personæ* » et le décès du bénéficiaire nous apparaît ainsi comme une condition résolutoire du contrat d'assurance (3). — Cette solution était d'ailleurs admise par les partisans de l'offre (4).

Mais, en tout cas, ce résultat qui prend un caractère obligatoire pour l'instant ne résisterait certainement pas, selon nous, à une manifestation contraire de la volonté de l'assuré, étant donné que nous avons toujours admis que la plus

(1) Balleydier et Capitant, p. 543. Cf. Crépon, S. 1888, 1, 121.

(2) Dumaine, *op. cit.*, n. 52.

(3) Ch. civ., 7 août 1888, D. 1889, 1, 118.

(4) Laurent, t. 15, *loc. cit.* Moulon, t. II, *loc. cit.*

large interprétation de l'intention des parties doit leur être accordée dans notre matière.

D) *Opinion de la jurisprudence.* — Quant à la jurisprudence elle a généralement admis que l'acceptation *post mortem stipulatoris* était possible : un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 juin 1859 (1) s'exprime ainsi : « Attendu
« qu'aucune disposition de loi n'obligeait les cinq nièces
« (bénéficiaires) ainsi avantagées d'accepter les avantages
« de la stipulation du vivant même de l'auteur des libérations ». Cet arrêt bien net nous est donc favorable, mais remarquons en passant qu'il ne nous satisfait pas complètement, car il se range du côté de l'opinion de Duranton en reconnaissant le droit de révocation aux héritiers.

Si nous passons aux espèces concernant les assurances, nous remarquons une jurisprudence touffue en faveur de l'acceptation après la mort de l'assuré. Notre arrêt du 8 février 1888 (2), que nous avons rencontré bien souvent, part du principe que l'art. 1121 n'impose aucune autre condition que celle de la déclaration, qu'il ne faut donc en pareille matière appliquer « ni l'article 932 du Code civil aux termes
« duquel les donations doivent être acceptées du vivant du
« donateur, ni les principes généraux qui régissent la formation des contrats par l'acceptation d'une offre, et qu'en
« conséquence la déclaration peut être faite postérieurement au décès du stipulant (3) ».

(1) S. 1861, 1, 151.

(2) D. 1888, 1, 201.

(2) Ch. civ., 7 août 1888, D. 1889, 1, 118. Req., 22 juin 1891,

On rencontre pourtant certains arrêts partant de l'idée d'offre pour en décider autrement(1) :

Ayant reconnu au bénéficiaire le droit d'acceptation après la mort de l'assuré, il faut en déduire par analogie à la possibilité de cette acceptation après la faillite de ce dernier(2) et même, selon M. Dupuich (n^o 48), ou après la perte de la raison.

Ces situations produisent des effets juridiques analogues à la mort du stipulant. Ainsi il importe peu « que la déclaration intervienne après la faillite du stipulant, l'art. 1121 « n'exigeant autre chose que la déclaration elle-même (3) », de nombreux arrêts viennent appuyer cette décision (4).

De même que plus haut nous voyons certains arrêts décider logiquement, en partant de la théorie de Laurent, que l'acceptation après la faillite est impossible puisque le

D. 1892, 1, 205. Les Cours d'appel sont en ce sens : 2 arrêts du Trib. de la Seine, l'un du 16 février 1882. *Journ. des Ass.*, an. 1882, p. 458 ; l'autre du 4 juillet 1882, au *Journ. des Ass.*, même année, p. 520. Douai, 14 février 1887, S. 1888, 2, 49. Paris, 5 mars 1886, S. 1888, 2, 227. Douai, 14 août 1890, D. 1892, 1, 205. Grenoble, 11 décembre 1894, D. 1894, 2, 97. Trib. de Mâcon, 12 juillet 1899, D. 1901, 2, 309.

(1) Tels : Cours de Caen, 14 mars 1876, D. 1877, 2, 131. Besançon, 26 octobre 1892, D. 1894, 2, 57.

(2) Lefort, t. II, p. 108. Balleydier et Capitant, p. 543.

(3) Ch. civ., 8 avril 1895, D. 1895, 1, 441.

(4) Trib. d'Epernay, 17 août 1882, D. 1883, 3, 71. Besançon, 2 mars 1887, D. 1888, 2, 1. Rouen, 6 avril 1895, D. 1895, 2, 545. Dijon, 11 avril 1900, D. 1901, 2, 309.

droit à l'assurance se trouve dans l'actif du failli qui ne peut plus l'aliéner (1).

§ 5. — *Effet de l'acceptation.*

Le principal effet que nous connaissons déjà est de rendre le droit du bénéficiaire irrévocable et définitif. « Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer « si le tiers a déclaré vouloir en profiter », — nous dit l'art. 1121 en termes non ambigus ; c'est là un principe admis par tous les auteurs (2), on en rencontre l'affirmation à tout propos car il est de l'essence même de la stipulation pour autrui. — Il suffira donc que cette acceptation intervienne pour qu'elle empêche tout retour de volonté de l'assuré (3).

Ainsi le droit du tiers devient immédiatement irrévocable « du jour où celui-ci a déclaré vouloir en profiter (4) ».

Nous verrons au chapitre de la révocation si on ne doit pas admettre certains cas de révocation, résultant de règles

(1) Cours de Douai, 9 juin 1886, D. 1889, 1, 118. Dijon, 13 janvier 1888, D. 1890, 1, 73. Trib. de commerce d'Elbeuf, 21 août 1894, D. 1895, 2, 545, ce dernier jugement a été cassé par l'arrêt précité de Rouen du 6 avril 1895.

(2) Dumainé, n. 51. Lefort, t. II, pp. 104 et s. Dupuich, n. 52. Balleydier et Capitant, p. 543.

(3) Douai, 14 février 1887, D. 1887, 2, 136. Douai, 10 décembre 1895, D. 1896, 2, 417.

(4) Arrêt du 8 février 1888, *adde*, Civ., 8 avril 1895, D. 1895, 1, 441. Civ., 16 janvier 1888, D. 1888, 1, 77. Douai, 6 décembre 1886, D. 1888, 2, 140.

propres aux donations, et cela même dans l'hypothèse où l'acceptation du tiers se serait déjà produite.

Nous n'avons pas à examiner la question de savoir s'il faut reconnaître à l'acceptation un effet rétroactif. Nous avons déjà repoussé cette idée émise par M. Lefort et suivie par beaucoup de tribunaux en vue de corriger l'idée de l'offre pure : en permettant de faire rétroagir les effets de l'acceptation au jour du contrat en la considérant comme une condition suspensive de l'acquisition.

Pour compléter l'étude des rapports de l'assuré et du tiers il ne nous reste plus qu'à voir la question fort importante de la révocation.

CHAPITRE II

DROIT DE RÉVOCATION

Il nous faut maintenant, dans notre second chapitre, étudier un des droits les plus curieux des stipulations pour autrui dont l'application aux assurances donnent lieu à beaucoup de combinaisons, nous voulons parler du droit de révocation de l'assuré. Nous l'étudierons autant que possible en parallèle avec l'acceptation car dans la stipulation pour autrui ces deux questions vont de pair, c'est ainsi que l'exercice de l'un de ces droits met obstacle à celui de l'autre et inversement.

§ 1. — *Possibilité et époque du droit de révocation.*

Il est sans conteste possible que l'assuré a le droit de révoquer l'attribution du bénéfice tant que le tiers n'a pas accepté, c'est ce qui résulte implicitement des termes de l'article 1121 *in fine*. Celui qui a fait cette stipulation ne

« peut plus la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter. »

Ce droit de révocation semble favorable à la théorie de l'offre et s'opposer à l'idée d'une acquisition directe par le tiers du droit au bénéfice. Nous pouvons répondre que dans toute stipulation il faut concevoir deux phases (1) :

1^o *Avant l'acceptation* le droit serait acquis au tiers révocablement, c'est-à-dire sous la condition qu'aucune révocation ne viendrait l'enlever au tiers.

2^o *Après l'acceptation* le droit serait acquis au tiers irrévocablement.

C'est donc, peut-on ajouter avec M. Saleilles (*loc. cit.*), que le droit du bénéficiaire est un droit soumis « à la condition d'un droit révocable. »

C'est en effet cette possibilité pour le stipulant de réduire à néant sa libéralité qui a toujours été l'argument principal des partisans de l'offre. Le caractère principal d'une pollicitation n'est-il pas d'être révocable *ad nutum*, puisqu'elle peut être retirée à tout instant tant qu'une acceptation du tiers n'est point intervenue pour fixer le droit sur sa tête.

C'est aussi, il nous faut le rappeler, ce droit qui nous a fait abandonner la théorie de Labbé comme étant absolument incompatible avec la nature de la gestion d'affaires, puisque cette dernière confère au géré un droit immédiat et essentiellement irrévocable dès le début du contrat.

(1) Cf. Lambert, n. 73. Saleilles, nn. 248 et s. Pothier, *Traité des obligations*, n. 73.

Nous devons aussi nous poser la question de savoir à quel moment peut et doit intervenir la révocation. Aucune difficulté à cet égard, l'article 1121 *in fine* que nous citions plus haut nous a déjà répondu : la révocation est impossible lorsque le tiers a accepté, le droit au bénéfice est irrévocable.

Mais une difficulté surgit ; l'acceptation « post mortem stipulatoris » étant possible, va-t-il falloir par corollaire admettre avec Duranton et Aubry et Rau que le droit de révocation subsistera lui aussi après la mort de l'assuré au profit de ses héritiers. Sans vouloir trancher la question, disons simplement que nous ne le pensons pas, nous allons en effet le démontrer en reconnaissant au droit de révocation un caractère éminemment personnel.

§ 2. — *Personnalité du droit de révocation.*

Le droit de révocation est personnel à l'assuré et ne passe pas ainsi à ses héritiers et à ses créanciers. C'est un principe admis par les auteurs (1).

Rien dans l'article 1121 ne nous autorise à le prétendre, et l'on doit rechercher dans d'autres matières qui permettent de le déduire par analogie. Si nous prenons par exemple un cas analogue, celui de la révocabilité des libéralités entre époux (art. 1096), nous remarquons que le caractère

(1) Lefort, t. II, p. 146. Dupuich, nn. 212 et 230. Balleydier et Capitant, p. 539.

de personnalité lui est reconnu par tous les auteurs : « c'est là une faculté essentiellement personnelle », dit Demolombe (1). Laurent, après avoir lui aussi constaté ce caractère vis-à-vis des créanciers, nous en donne d'ailleurs la raison : « tel est certes, ajoute-t-il (2), le droit de révoquer « une donation puisque la loi l'accorde dans la supposition « que l'époux n'a pas donné en pleine liberté ou l'époux seul « peut savoir si sa libéralité est viciée ou si elle ne l'est pas ». MM. Baudry-Lacantinerie et Maurice Colin (3) l'admettent eux aussi et reconnaissent qu'il ne peut être « exercé même après la mort par les héritiers de l'époux donateur. »

Si donc on admet cette solution pour les libéralités entre époux, pourquoi ne l'étendrait-on pas à un cas tout à fait analogue, nous croyons qu'il y a là une raison *à fortiori* à le décider.

L'esprit du contrat le réclame car, en nous appropriant l'idée du conseiller Crépon (4), celui qui est mort sans avoir révoqué la stipulation « a manifesté d'une façon certaine la « volonté de voir passer le bénéfice de la police aux mains « du tiers qu'il a désigné », et bien plus « donner à ses héritiers le droit de révoquer c'est-à-dire de s'attribuer à eux-mêmes ce qui était destiné à d'autres ce serait fausser le « caractère et les conditions du contrat, lui faire produire

(1) T. VI, *Des Donations*, n. 476.

(2) T. XV, n. 334.

(3) *Traité théorique et pratique du Droit civil, Des donat. entre vifs*, n. 4017.

(4) S. 1888, I, 121, § 3, *in-fine*.

« des effets contraires à ceux en vue desquels il a été « souscrit ».

La tendance de la jurisprudence semble bien en effet orientée de ce côté : le tribunal d'Epernay, jugement du 17 août 1882 (1), ne met pas le moins du monde en doute la question et pour lui toute modification du contrat postérieure au décès de l'assuré est plus possible, car « il n'appar-
« tient plus à qui que ce soit d'en modifier les termes ».

Nous ne comprenons pas le tribunal de Bruxelles qui, dans un jugement du 19 janvier 1897 (2), semble faire découler cette personnalité de l'effet rétroactif de la révocation (cet effet rétroactif a été admis par certains auteurs) (3). Peut-être, pour le tribunal, si la révocation *post mortem* était possible, elle ne saurait remonter en vertu de son effet rétroactif qu'au jour du décès du stipulant, car jusque-là on peut être sûr que la volonté de celui-ci de gratifier le bénéficiaire ne s'est point modifiée. Il est impossible alors de la concevoir puisqu'elle ne saurait émaner de l'assuré et qu'elle n'en produit plus les mêmes effets.

Quoi qu'il en soit, les héritiers n'ont pas le droit de révocation.

Notons cependant deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un du 21 juin 1859, S. 1861, 1, 151, l'autre du 27 février 1884, D. 1884, 1, 389, qui accordent aux héritiers le droit de révoquer, mais, il faut le remarquer, ces deux arrêts

(1) D. 1883, 3, 71.

(2) *Journ. des Ass.*, an. 1897, p. 175.

(3) Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, n. 4024.

isolés ne sont pas intervenus à propos d'espèces touchant les assurances (1).

A l'appui de ces décisions, signalons-en quelques-unes qui reconnaissent ce caractère de personnalité vis-à-vis des créanciers (2).

§ 3. — *Formes de la Révocation*

De même que pour l'acceptation l'article 1121 ne nous indique aucune condition de formes relatives à l'exercice du droit de révocation, nous en concluons donc encore avec les auteurs (3) qu'elle peut être « expresse ou tacite ».

a) Expresse. — Il est bien évident que cette révocation produira tous ses effets, car la volonté de l'assuré est certaine si la déclaration en est faite en termes exprès (4). — Cette révocation peut, comme nous dit M. Lefort (*loc. citée*), se faire par avenant et c'est là le plus souvent le but de cet acte modificatif de la police, déposséder le bénéficiaire pré-

(1) Voir cependant en matière d'assurances : Trib. de Lille, 30 avril 1895, validé par C. de Douai, le 10 décembre 1895, D. 1896, 2, 417, réadmettant le droit de révocation des héritiers, ces deux décisions furent cassées par la Ch. des requêtes par arrêt du 24 février 1897, *Journ. des Ass.*, 1897, p. 205.

(2) Trib. d'Épernay, 17 août 1882, précité. Rouen, 6 avril 1895, D. 1895, 2, 545. Cour de Paris, 10 mars 1896, D. 1896, 2, 465. Contrà, Trib. de Lille, 30 avril 1895, précité.

(3) Lefort, t. II, p. 148. Dupuich, n. 41.

(4) En voir un exemple dans un arrêt de Paris du 18 mai 1867, rapporté en note au D. 1893, 1, 178.

cédemment nommé pour attribuer le bénéfice à un autre. Elle pouvait encore résulter d'un testament, de lettres missives d'un endossement ou de tout autre acte unilatéral de volonté. — D'ailleurs ici peu nous importe que cet acte soit attributif au translatif du droit au bénéfice, pourvu qu'il dépossède le tiers et pourvu que l'on y trouve une mention de révocation : Je révoque... je retire la libéralité... ou toute autre expression analogue ; la révocation sera alors expresse.

b) *Tacite*. — La mention de révocation peut ne pas exister car elle n'est point nécessaire, nous nous trouvons alors dans le cas de révocation tacite. Mais ici, certaines conditions sont requises pour que l'on puisse dire qu'il y a révocation tacite de la part de l'assuré. Il faut à notre avis une double condition :

1° Intention révocatoire ;

2° Acte incompatible avec la stipulation primitive :

1° Il faut, tout d'abord, l'intention de la part de l'assuré (1), cela est de toute évidence ; le Tribunal de Toulouse, le 7 février 1895 (2), a pu refuser de reconnaître qu'une « opposition au paiement pratiquée entre les mains de la compagnie puisse équivaloir à une révocation... ces oppositions « n'exprimant nullement la manifestation d'une telle volonté ».

Un arrêt de Rouen du 21 mars 1893 (3) sous-entend bien

(1) Dupuich, n. 42.

(2) *Journ. des Ass.*, an. 1895, p. 196.

(3) S. 1893, 2, 250, *adde.* Dijon, 11 avril 1900, D. 1901, 2, 309.

cette intention quand il considère la promesse de l'assuré à ses créanciers de faire le nécessaire pour lui assurer le transport régulier du bénéfice comme « révoquant par là « même la stipulation primitive ».

Mais d'autre part, le consentement de l'assuré ne saurait être vicié (1) sans quoi la révocation tombera, il n'y a plus en effet intention révocatoire puisqu'elle est inexistante. Selon M. Dupuich en note sous l'arrêt précité : « Un acte ne « peut constituer une révocation implicite... qu'autant que, « dans l'intention de son auteur, il a pour but de dépouiller « le bénéficiaire primitif et de lui substituer un tiers désor- « mais préféré ». Mais si comme dans l'espèce l'assuré était persuadé que le tiers primitif n'avait plus aucun droit au bénéfice « on ne peut dire, poursuit M. Dupuich, que cet « acte ait eu pour but de le priver de ce droit ». L'intention révocatoire fait donc défaut.

2^e Mais l'intention révocatoire ne suffit pas, elle doit se manifester par des actes inconciliables avec la stipulation primitive (2). Il est naturel en effet de l'exiger car une intention quelle qu'elle soit qui ne se manifeste pas par des actes doit rester sans effet, et pour que le doute ne puisse subsister sur cette intention, il sera nécessaire que les effets de l'acte devant constituer la révocation soient incompatibles avec ceux de la police primitive.

(1) Paris, 10 mars 1896, D. 1896, 2, 465.

(2) Chamb. des Req., 22 juin 1891, D. 1892, 1, 205. Req., 17 juillet 1906, D. 1907, 1, 121. Paris, 10 mars 1896, précité.

Quels seront donc ces actes, à quelles conditions devront-ils répondre ? Question de fait évidemment qui variera avec chaque espèce.

Nous pouvons les diviser en deux catégories :

α) Les actes entraînant la suppression de l'assurance. Dans cette catégorie nous devons ranger, avec M. Lefort (1), le non paiement des primes qui va amener au gré de l'assuré : soit *le Rachat* qui n'est, nous dit encore M. Lefort (2), « qu'une des formes du droit de révocation que le stipulant « peut exercer au préjudice du tiers ». Nous l'avons où le rachat est le règlement de compte entre la Compagnie et le stipulant ; le tiers y reste donc complètement étranger et son droit au bénéfice va s'évanouir par le fait. Ici nous pensons que « la demande, Lefort p. 33, qui doit être nécessairement adressée à l'assureur » constitue l'intention révocatoire ; soit la *Réduction* : dans ce cas, la question fait plus de doute, car bien souvent le tiers pouvant continuer le service des primes où trouverons-nous l'intention révocatoire manifestée par un acte incompatible avec la première stipulation, ces deux conditions ne nous apparaissent pas de toute évidence.

Mais d'ailleurs la révocation ne saurait être que partielle (3) dans l'espèce où le paiement des primes ne pourrait plus être assuré par une tierce personne, l'anéantissement

(1) T. II, p. 148.

(2) T. III, p. 31.

(3) Trib. Seine, 29 mars 1899. *Droit* du 3 mai 1899.

et la volonté d'anéantir l'Assurance n'étant que partielle, le stipulant n'ayant pas opéré le rachat.

On pourrait signaler aussi l'emprunt sur police (1) comme entraînant la suppression du bénéfice, car il a pour effet d'anéantir provisoirement tout au moins pour le tout ou pour partie le droit du tiers au bénéfice.

β) *Actes déplaçant le bénéfice.* — Un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 juin 1891 (2) nous laissent sous entendre qu'ils comprennent les actes très nombreux entraînant nouvelle attribution au transfert du bénéfice de l'assurance : « le stipulant aurait pu, tant que l'acceptation n'a pas rendu » sa promesse irrévocable, anéantir ou restreindre sa liberté et substituer un tiers au bénéficiaire primitif. » — Cette substitution opérant déplacement du bénéfice comprend ainsi : tous les modes de désignation tendant à établir une attribution nouvelle (avenant ou déclaration unilatérale de volonté) et de plus tous ceux pouvant réaliser un transfert tels : la Cession civile (3), endossement (4), le testament (5).

Il faut le remarquer avec M. Lefort s'appuyant sur l'arrêt usité de 1891 (6) que le droit conféré au tiers doit être irrévocable, expression qui manque peut-être un peu de

(1) C. Paris, 10 mars 1896, précité.

(2) D. 1892, 1, 205.

(3) Paris, 10 mars 1896, précité.

(4) Grenoble, 22 janvier 1901, D. 1901, 2, 337.

(5) Rouen, 12 mai 1871, D. 1872, 2, 203.

(6) T. II, p. 148, note 5.

justesse. Nous dirons plus justement que le premier bénéficiaire doit être dépouillé complètement et définitivement au profit du second qui, lui aussi, restera soumis au droit de révocation de la part du stipulant si nous nous trouvons toujours dans le cas d'une stipulation pour autrui.

Aussi comprenons-nous assez difficilement que le Tribunal de Belfort, le 13 décembre 1891 (1), ait pu admettre que la cession en garantie du bénéfice d'une assurance pouvait être considérée comme une révocation tacite, où se trouve, en effet, le déplacement du bénéfice ? Lorsque l'assuré remet la police il ne remplace pas un bénéficiaire par un autre, l'absence d'endossement empêche le tiers nanti d'avoir acquis un droit de propriété, car la propriété des valeurs à ordre ne se transmet que par endossement (2). — La révocation, résultant du nantissement, pourra donc être admise si on y trouve, nous dit M. Dupuich (en note au D 1896, 2, 465), « un acte endossement, transfert, etc., qui confère au « créancier gagiste le droit de toucher le montant de l'assurance ». Car alors le créancier gagiste est un véritable bénéficiaire et nous trouvons bien ici la substitution réclamée par l'arrêt précité de 1891. — Ajoutons, avec M. Dupuich,

(1) D. 1894, 2, 57, *adde.* Rouen, 21 mars 1893, D. 1894, 2, 171.

(2) Voir Nantissement. Dalloz, rép. n. 151, où il est dit : « Il résulte de l'intention même qu'avaient les parties en contractant que le débiteur, nonobstant la mise en possession du créancier n'en reste pas moins propriétaire du gage, de telle sorte que le gage n'apparaît plus que comme un dépôt fait entre les mains du créancier pour assurer à son profit l'exercice d'un privilège, vis-à-vis du tiers. »

que cette révocation a un caractère conditionnel puisque le droit au bénéfice de ce créancier gagiste cessera dès qu'il sera désintéressé.

§ 4. — *Application aux assurances de certains cas de révocation du droit commun.*

a) *Application de l'Art. 299.* — On sait qu'aux termes de l'article 299, C. c., l'époux divorcé perd tous les avantages que l'autre avait pu lui faire par contrat de mariage ou depuis le mariage. — Cette règle d'ailleurs s'applique au cas de séparation de corps (1). — Faudra-t-il aussi l'appliquer à l'assurance au profit d'un tiers ? Rien ne s'y oppose, semble-t-il, car le texte de l'art. 299 est d'une portée générale et selon le principe *specialia generalibus non derogant* nous ne voyons aucune raison d'en décider autrement (2). D'ailleurs, les auteurs ne font point de difficultés pour le reconnaître (3).

Nous croyons, même en face des termes impératifs de l'art. 299, que l'acceptation par l'époux bénéficiaire n'empêcherait pas la libéralité de tomber. Matière dont l'intérêt est restreint puisque l'époux stipulant a toujours le moyen de modifier la désignation à son gré ou d'anéantir le contrat

(1) Caen, 11 février 1880, D. 1881, 2, 183.

(2) Cf., Baume-les-Dames, 5 août 1886, *Journ. des Ass.*, an. 1887, p. 239.

(3) Lefort, t. II, p. 149.

aussi trouve-t-on assez peu d'arrêts à cet égard. La question nous semble présenter plus d'intérêt dans le cas où l'épouse bénéficiaire aurait accepté, car l'époux stipulant n'aurait plus aucun mode de révocation que ceux incomplets du non paiement des primes ou de l'emprunt sur police (1).

b) *Application de l'article 1096.* — Aux termes de cet article : « toutes donations faites entre époux pendant le « mariage seront toujours révocables ». — C'est encore là un principe d'ordre général qui doit recevoir application dans notre matière (2).

Pourtant M. Lefort (*loc. cit.*, note 6) n'est pas de cet avis car il voit dans l'assurance : une libéralité d'un ordre particulier, de plus l'art. 1096 emploie le mot donation entre vifs, au lieu de l'expression générique d'avantages que l'on trouve dans l'art. 299. — Nous répondrons, avec M. Dupuich (3), que selon l'esprit du texte le mot : donation comprend aussi bien les donations proprement dites que les libéralités sous quelque forme qu'elles se présentent. Ce n'est qu'une querelle de mots car le législateur a statué ici : *de eo quod plerumque fit*. D'ailleurs nous croyons encore, avec M. Dupuich, qu'il faudrait, *a fortiori*, étendre ce cas de révocation aux assurances, car le droit de révocation est de l'essence même de notre matière puisque « l'assuré se

(1) Planiol, note au D., 1893, 1, 401.

(2) Dupuich, *loc. cit.* Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, n. 4015.

(3) *Journ. des Ass.*, 1907, p. 228.

« réserve implicitement mais nécessairement » (1) le droit de modifier au cours du contrat l'attribution du bénéfice. D'ailleurs tous les auteurs reconnaissent le caractère de généralité de l'art. 1096 : « Quelle que soit la forme qu'affecte une libéralité dès l'instant qu'elle est faite entre époux elle est révocable (2). »

Aussi estiment-ils que la jurisprudence a eu raison d'étendre l'application de cette règle aux assurances sur la vie : « Attendu, dit un arrêt de la Chambre civile, du 22 février 1893 (3), que la stipulation faite par M. au profit de sa femme ne pouvait constituer en droit qu'une libéralité essentiellement révocable. »

c) Application de l'article 953. — Les trois cas d'application : révocation pour inexécution des conditions, pour ingratitude ou pour survenance d'enfants prévus par cet article sont fort rares. Les tribunaux, sauf un jugement du Tribunal de Toulouse, le 21 février 1902 (4) (cas de survenance d'enfants), n'ont pas eu, semble-t-il, à statuer sur la matière. Un raisonnement identique à celui que nous avons émis à propos de l'art. 1096, nous conduirait à admettre

(1) Civ., 7 août 1888, D. 1889, 1, 118.

(2) Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, n. 4015. Laurent, t. XV, n. 327. Cf., Planiol, D. 1893, 1, 401.

(3) D. 1893, 1, 401, voir en ce sens : Rennes, 23 juin 1879, D. 1879, 2, 155. Rouen, 21 mars 1893, D. 1894, 2, 171. Amiens, 4 août 1898, D. 1902, 2, 24. Rennes, 5 décembre 1899, D. 1903, 2, 377.

(4) D. 1902, 2, 329.

l'application de l'art. 953, C. civil (1). — « Il est permis, « nous dit M. Dupuich (en note sous l'arrêt du 21 février « 1902), de se référer par analogie aux décisions assez nombreuses qui visent une autre hypothèse de révocation ; la « révocation *ad nutum* des libéralités entre époux autorisée par l'article 1096, C. civ. »

En s'appuyant, d'autre part, sur le texte de 965, C. civ., qui enlève au donateur le droit de renoncer à ce droit de révocation, il faut admettre logiquement l'application de l'art. 953 à notre matière.

Aussi M. Dupuich critique-t-il, avec raison, la décision du Trib. de Toulouse rapportée plus haut, qui refusait d'appliquer la révocation pour survenance d'enfants en s'appuyant sur ce fait que le capital de l'assurance, n'étant jamais sorti du patrimoine du stipulant, ne saurait y rentrer au moyen d'une révocation. Admettre ce raisonnement serait évidemment condamner l'application des règles édictées par les art. 299 et 1096, admise jusqu'ici par la jurisprudence et les auteurs en la matière. Répétons ce que nous disions plus haut le droit de révocation étant de l'essence des stipulations pour autrui il faudrait plutôt chercher à étendre ces règles spéciales qu'à les restreindre par une interprétation trop littérale des textes.

Rappelons pour terminer que l'intérêt qu'il y a à admettre la révocation des articles 1096 et 953, C. civ., semble le même

(1) Cf., Dupuich, note précitée, *Journ. des Ass.*, 1907, p. 228.

que pour l'art. 299, car ici aussi ces cas de révocation anéantissent complètement le droit au bénéfice (1) alors que le non paiement des primes laisserait subsister le contrat pour partie et pourrait donner lieu à la réduction du contrat.

(1) Cf. Planiol, D. 1893, 1, 401.

APPENDICE

APERÇU SUR LES LOIS SUISSE ET ALLEMANDE ET NOTRE PROJET DE LOI DE 1904

Nous n'avons pas cru devoir passer en revue toutes les législations qui ont traité de la question des assurances. Car généralement les Etats d'Europe, dans leur Code de commerce, ont accordé une faible attention à la question des assurances au profit d'un tiers et se sont bornés à émettre quelques règles d'ordre général. Nous voulons simplement rechercher quelle tendance semble inspirer deux lois récentes relatives à notre matière des assurances sur la vie :

La loi fédérale suisse du 2 avril 1908 (article 73-97);

La loi allemande (1) du 30 mai 1908 (article 159-179).

Remarquons auparavant que l'idée, que nous avons toujours soutenue et qui accorde au tiers une action directe

(1) Voir *Annales de lég. étrangères*, année 1908, p. 456 pour la loi suisse et 160 pour la loi allemande.

dès le jour du contrat, semble être admise par la majorité des pays. La loi anglaise du 9 août 1870 dans son article 10 reconnaît, en effet, que les sommes payées par la Compagnie ne font pas partie du patrimoine de l'assuré. La loi belge du 11 juin 1874 semble dans l'article 48 l'admettre : « la somme stipulée payable au décès de l'assuré appartient à la personne désignée par le contrat. » L'article 477 du Code roumain est dans le même sens.

Si nous passons aux deux lois dont nous voulons donner un aperçu rapide, nous faisons la même constatation :

Article 78 de loi suisse : « Sauf dispositions prises à te-
neur de l'article 77, alinéa 1^{er}, de la présente loi la clause bé-
néficiaire crée au profit des bénéficiaires un droit propre
sur la créance que cette clause lui attribue. » Quant à l'ar-
ticle 167 allemand, il nous le laisse entendre implicitement
quand il accorde aux héritiers, désignés comme bénéficiaires,
le droit de recueillir le bénéfice même au cas où ils auraient
renoncé.

Au point de vue de la *désignation* elle est possible sans le
consentement de l'assureur.

Article 76 suisse : « Le preneur d'assurance a le droit de
désigner un tiers comme bénéficiaire sans l'assentiment
de l'assureur. »

L'article 166 allemand est conçu dans le même sens,
ce qui nous laisse supposer qu'une désignation dans un
acte postérieur à la police, avenant excepté, produira les
mêmes effets que dans le contrat lui-même.

Quant à la question de la *détermination* : nos deux lois allemande et suisse admettent comme désignation suffisante celle des enfants nés ou à naître : « Lorsque (1) les « enfants d'une personne sont désignés comme bénéficiaires « il faut entendre par enfants les descendants successeurs. »

Le droit au bénéfice leur échoit même au cas où ils répudieraient la succession (Cf. article 85.)

La loi allemande, moins explicite, nous laisse cependant entendre qu'elle admet les enfants nés ou à naître comme déterminés, puisqu'elle reconnaît que dans la désignation au profit des héritiers sans indication plus précise : « les « bénéficiaires sont en cas de doute ceux qui sont appelés à « la succession au moment du décès chacun d'eux dans la « mesure de sa part successorale, la renonciation à la succession n'a aucune influence sur le droit du bénéficiaire » (article 167 all.). Si cet article admet la désignation des héritiers comme suffisante il faut, *a fortiori*, l'admettre pour les enfants, car ces derniers joignent à leur qualité de descendants celle de successibles au premier chef. La loi allemande est ainsi plus libérale que la loi suisse en ce qui regarde les héritiers ou ayants cause qui ne jouissent d'un droit propre que lorsque ce sont : les descendants successibles, le conjoint survivant, les pères ou mères, les grands parents et les frères ou sœurs (articles 83 et 85 suisses combinés.)

(1) Art. 83, al. 1, Suisse.

Quant au cas de révocation il est admis dans les deux législations, mais la loi suisse offre une particularité fort intéressante en ce que aux termes de l'article 77, alinéa 2 ce droit ne « cesse que si le preneur d'assurance a re-noncé par écrit signé à la révocation dans la police « même et a remis celle-ci au bénéficiaire ». Il en découle tout naturellement que l'acceptation du bénéficiaire n'a plus un effet irrévocable.

Ce rapide aperçu nous donne une idée suffisamment nette des lois suisse et allemande et l'on peut remarquer, qu'à part quelques légères différences, ces lois consacrent les principales solutions de notre jurisprudence et confirment ce principe que la volonté des parties, et principalement celle de l'assuré, doit être la préoccupation constante dans les assurances sur la vie au profit d'autrui.

Avant de terminer cette étude il semble nécessaire de dire quelques mots de notre projet de loi de 1904 (1), dont l'exposé des motifs a été rédigé avec une grande clarté par M. le Professeur Lyon-Caen. — Ce projet suit le mouvement général qui tend à reconnaître au tiers un droit direct. « Les sommes, » dit l'article 59, stipulées payables lors du « décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé, ne font pas « partie de la succession de l'assuré. » Cf. article 55, alinéa 5.

Au point de vue du mode *désignation*, notons : que l'attribution (2) peut avoir lieu par voie de cession civile,

(1) *Journal officiel*, année 1904, Chambre annexe 1918, p. 933.

(2) Art. 55, al. 9.

d'endossement ou de testament. C'est là le desiderata que nous formions de voir la jurisprudence admettre cette solution en considérant ces modes de déclaration unilatérale comme attributifs du droit au bénéfice quand la volonté du souscripteur est bien nette à cet égard. — Remarquons de plus que l'article 55, alinéa 6, fait avec les lois suisse et allemande un pas net et décisif dans la voie du progrès en condamnant la vieille théorie des personnes futures, car la désignation : « des enfants nés ou à naître sans qu'il soit « nécessaire d'insérer leurs noms » entraîne attribution du capital à leur profit.

Solution heureuse qui n'a pas été étendue à la désignation au profit des héritiers : l'article 58 se refuse, en effet, à voir en eux des personnes suffisamment déterminées. M. Capitant (1), comparant notre projet de loi aux projets (allemand de 1903 et suisse de 1904) : qui donnèrent lieu aux deux lois étudiées précédemment, préfère la solution qui considère les héritiers comme déterminés, car c'est plus conforme au but même de l'assurance.

D'autre part, dit M. Capitant, il faut : « tenir compte de ce « fait que l'assuré souvent ne voit pas l'importance qu'il y « a à stipuler au profit de sa femme et de ses enfants plutôt « qu'au profit de ses héritiers, il emploiera donc fréquem- « ment la deuxième expression comme synonyme de la « première. »

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1906, pp. 582 et s.

L'acceptation du tiers produit toujours son effet d'irrévocabilité (article 56, 1^{er} alinéa); l'alinéa 3, même article, reconnaît la personnalité du droit de révocation vis-à-vis des créanciers et des représentants légaux. Mais il nous faut signaler une innovation que nous rencontrons dans l'alinéa 4 :
« Ce droit de révocation ne peut être exercé après la mort du
« stipulant par ses héritiers que trois mois au moins après
« que le bénéfice de l'assurance est devenu exigible, et un
« mois au moins après que le bénéficiaire de l'assurance a
« été mis en demeure d'avoir à déclarer s'il accepte. »

Remarquons-le, ce texte qui admet implicitement l'acceptation *post mortem stipulatoris* (1) ne donne pas aux héritiers un véritable droit de révocation car : « il importe, dit
« l'exposé du motif, que l'incertitude ne se prolonge pas
« sur le point de savoir si le bénéfice de l'assurance sera
« recueilli par le bénéficiaire. »

Signalons pour terminer l'article 56, alinéa 6, qui confirme une solution que nous avons cru devoir soutenir : l'attribution du bénéfice d'une assurance est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital « à moins, y est-il ajouté, que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ou des circonstances ». — Le projet de loi voit donc dans la mort du tiers une condition résolutoire de l'assurance.

Ces quelques notions nous conduisent tout naturellement à rechercher dans notre conclusion si le besoin d'une loi se fait sentir.

(1) Cf., art. 59.

CONCLUSION

NÉCESSITÉ D'UNE LOI RÉGLANT LA MATIÈRE DES ASSURANCES SUR LA VIE

Comment conclure cette modeste étude si ce n'est en recherchant ce qui peut favoriser notre institution ? Une loi réglant la matière des assurances est-elle nécessaire, viendrait-elle à son heure ? Nous le croyons. — Écoutons ce que nous dit un spécialiste de la matière à ce sujet (1) : « J'entends parfois se plaindre du silence de la loi et exprimer le désir qu'on élabore un code des assurances. — Je ne saurais partager ces regrets ni ces vœux. — Je suis convaincu que toute législation, improvisée sur une institution qui n'a pas encore assez pénétré dans nos mœurs, aurait plus d'inconvénients que d'avantages Laissez faire la coutume et la jurisprudence, les bonnes lois sont celles qui suivent les coutumes pour les coordonner, pour les unifier lorsqu'elles sont divergentes non pas celles qui les précèdent. »

Cette institution, au temps (vers 1886) où écrivait M. de

(1) De Courcy, *Précis d'Assurance sur la vie*, p. 223.

Courcy, n'avait pas encore pénétré complètement dans nos mœurs. A cette époque, Labbé soutenait encore son système du gérant d'affaires, les tribunaux et les auteurs dont les théories étaient contradictoires se débattaient dans les dédales du système de l'offre. — La Cour de cassation, suivie par la majorité des auteurs actuels, n'avait pas encore établi sa lumineuse théorie de 1888. — Mais aujourd'hui où les grandes controverses semblent terminées, où la similitude de vue de la doctrine et de la jurisprudence est pour ainsi dire complète, l'heure d'une modification des assurances sur la vie n'est-elle pas venue ?

Cette loi, nous avons pu le voir pour la comparaison des lois suisses et allemandes avec notre projet de loi, permettrait de fixer les solutions admises par tous, d'en consacrer certaines autres favorables aux bénéficiaires que la jurisprudence n'a pu adapter, enfermée qu'elle est dans des textes trop étroits et étrangers à la matière.

Voilà pourquoi nous appelons de tous nos vœux cette œuvre législative qui doit favoriser une institution appelée dans l'avenir à un développement considérable.

Vu :
Par le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :
Et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
P. le Vice-Recteur
L'Inspecteur de l'Académie,
J. LAMIRAUD.

BIBLIOGRAPHIE

Annales de législation étrangère, année 1908.

Bailly. — « Assurances sur la vie : de la transmission du bénéfice.

Balleydier et Capitant. — « L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la jurisprudence ». (Livre du centenaire, t. I, pp. 517 et suiv.).

Baudry-Lacantinerie et Barde. — « Des obligations ».

Chavegrin. — « L'assurance sur la vie d'après les arrêts de la Cours de Cassation ». (Droit du 4 novembre 1888).

De Courcy. — « Précis de l'assurance sur la vie », 1887.

Couteau. — « Traité des assurances sur la vie ».

Crépon. — Note au « Sirey », 1888, 1, 421.

Dalloz. — « Répertoire pratique », 1910. (Assurances nos 305-332.)

Deslandres. — « Du contrat d'assurance au profit de bénéficiaires indéterminés ». (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1891, pp. 174 et suiv.).

Dumaine. — « Du contrat d'assurance sur la vie ».

Dupuich. — « Traité pratique de l'assurance sur la vie », 1900.

Flurer. — « L'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé ». (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1889, pp. 314 et suiv.).

Guillon. — « De la transmission du bénéfice du contrat d'assurance sur la vie ». Thèse. Paris, 1899,

Herbault. — « Traité de l'assurance sur la vie ».

Journal des Assurances.

Journal officiel, année 1904.

Labbé. — Notes au « Sirey », 1877, 1, 393; 1884, 1, 5.

Lambert. — « Thèse sur la stipulation pour autrui ». Paris, 1893.

Laurent. — « Principes de droit civil ».

Lascour. — « Le Contrat d'assurance sur la vie », 1910.

Lefort. — « Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie ». 4 vol., 1893-1900.

Levillain. — Note au « Dalloz », 1879, 2, 25.

Planiol. — Note au « Dalloz », 1893, 1, 401.

Pothier. — « Traité des obligations ».

Saleilles. — « Traité de l'obligation », n° 245 et suiv.

Thaller. — Note au « Dalloz », 1888, 2, 1.

Wahl. — Note au « Sirey », 1903, 2, 19.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Étude sommaire du mécanisme du contrat d'assurance sur la vie et de ses principales formes. — Position de la question.	6
§ 1. — <i>Définition du contrat d'assurance sur la vie.</i>	6
§ 2. — <i>Prime</i>	11
§ 3. — <i>Réserve</i>	14
§ 4. — <i>Rachat</i>	15
§ 5. — <i>Réduction</i>	16
§ 6. — <i>Position de la question</i>	16

PREMIÈRE PARTIE

Le Contrat d'Assurance sur la vie et le tiers bénéficiaire

CHAPITRE PREMIER. — Nature juridique du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers.	19
SECTION I. — Système du stipulant géant d'affaires	22
SECTION II. — L'Assurance au profit d'un tiers est une stipulation pour autrui	26
§ 1. — <i>Validité de cette stipulation</i>	28

	Pages
§ 2. — <i>Application de la stipulation pour autrui aux Assurances mixtes, à terme fixe et sur deux têtes</i>	31
SECTION III. — Effet de cette stipulation — Systèmes doctrinaux	34
§ 1. — <i>Théorie de l'offre</i>	34
§ 2. — <i>Théorie du droit direct</i>	42
SECTION IV. — État de la Jurisprudence	46
CHAPITRE II. — Nature juridique des rapports de l'assuré et du tiers bénéficiaire. Le contrat d'assurance est-il un contrat à titre onéreux ou à titre gratuit ? .	54
§ 1. — <i>Le contrat d'Assurance au profit d'un tiers est-il un contrat d'indemnité ?</i>	58
§ 2. — <i>Le contrat d'Assurance doit-il être fait en la forme des dénations</i>	61

DEUXIÈME PARTIE

Désignation du tiers bénéficiaire

CHAPITRE PREMIER. — Modes de désignation	65
§ 1. — <i>Dans la police</i>	65
§ 2. — <i>Dans l'avenant</i>	65
§ 3. — <i>Par déclaration unilatérale de volonté</i> . . .	73
CHAPITRE II. — Désignation du tiers bénéficiaire. . .	83
SECTION I. — Volonté de désignation	83
§ 1. — <i>Recherche de la Déterminabilité. — Les Formules</i>	87
§ 2. — <i>Enfants à naître</i>	94
SECTION II. — Critique de la théorie jurisprudentielle sur les personnes futures	97

TROISIÈME PARTIE

Rapports de l'assuré et du tiers bénéficiaire

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Acceptation du tiers bénéficiaire.	103
§ 1. — <i>L'acceptation n'est point constitutive du droit du tiers</i>	104
§ 2. — <i>Formes de cette acceptation</i>	106
§ 3. — <i>Qui peut accepter</i>	106
§ 4. — <i>Epoque de l'acceptation</i>	115
§ 5. — <i>Effet de l'acceptation</i>	119
CHAPIRE II. — Droit de révocation	121
§ 1. — <i>Possibilité et époque du droit de révocation</i>	121
§ 2. — <i>Personnalité du droit de révocation</i>	123
§ 3. — <i>Formes de la révocation</i>	126
§ 4. — <i>Application aux assurances de certains cas de révocation du droit commun</i>	132
APPENDICE	137
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	145

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
